

**Rapport de la Conférence
des Nations Unies visant
à appuyer la réalisation
de l'objectif de développement
durable n° 14 : conserver
et exploiter de manière durable
les océans, les mers et
les ressources marines aux fins
du développement durable**

**Siège de l'Organisation des Nations Unies
5-9 juin 2017**



Nations Unies • New York, 2017



Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres et de chiffres.

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières.

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
I. Résolutions adoptées par la Conférence	5
II. Organisation des travaux et autres questions d'organisation	12
A. Date et lieu de la Conférence	12
B. Participation	12
C. Ouverture de la Conférence	14
D. Élection des deux Présidents et des autres membres du Bureau de la Conférence	14
E. Adoption du règlement intérieur	14
F. Adoption de l'ordre du jour de la Conférence	14
G. Organisation des travaux, notamment constitution des organes subsidiaires, et autres questions d'organisation	15
H. Pouvoirs des représentants participant à la Conférence	15
I. Documentation	15
III. Débat général	16
IV. Dialogues sur les partenariats	27
A. Lutte contre la pollution marine (dialogue sur les partenariats n° 1)	27
B. Gestion, protection, conservation et restauration des écosystèmes marins et côtiers (dialogue sur les partenariats n° 2)	32
C. Réduction de l'acidification des océans et lutte contre ses effets (dialogue sur les partenariats n° 3)	36
D. Pérennisation des pêches (dialogue sur les partenariats n° 4)	40
E. Augmentation des retombées économiques pour les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés et accès aux ressources marines et aux marchés pour les petits pêcheurs (dialogue sur les partenariats n° 5)	45
F. Approfondissement des connaissances scientifiques, renforcement des moyens de recherche et accélération des transferts de techniques marines (dialogue sur les partenariats n° 6)	49
G. Améliorer la conservation et l'utilisation durable des océans et de leurs ressources, en application des dispositions du droit international, énoncées dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (dialogue sur les partenariats n° 7)	53
V. Manifestation spéciale à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'océan	58
VI. Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs	59
VII. Document final de la Conférence	61

VIII.	Adoption du rapport de la Conférence.....	62
IX.	Clôture de la Conférence	63
Annexes		
I.	Liste des documents	64
II.	List of voluntary commitments	65

Chapitre I

Résolutions adoptées par la Conférence

Résolution 1*

L'océan, notre avenir : appel à l'action

La Conférence des Nations Unies visant à appuyer la réalisation de l'objectif de développement durable n° 14 : conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable,

Réunie au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York du 5 au 9 juin 2017,

Rappelant la résolution 70/303 de l'Assemblée générale datée du 9 septembre 2016, dans laquelle l'Assemblée a décidé que la Conférence adopterait par consensus, au niveau intergouvernemental, une déclaration concise et ciblée sous la forme d'un « appel à l'action » en faveur de la mise en œuvre de l'objectif 14,

1. *Adopte* la déclaration intitulée « L'océan, notre avenir : appel à l'action »¹ en tant que document final;
2. *Recommande* que l'Assemblée générale approuve, à sa soixante et onzième session, l'appel à l'action.

Annexe

L'océan, notre avenir : appel à l'action

1. Nous, chefs d'État et de gouvernement et représentants de haut niveau, réunis à New York du 5 au 9 juin 2017 à la Conférence des Nations Unies visant à appuyer la réalisation de l'objectif de développement durable n° 14 du Programme de développement durable à l'horizon 2030, avec la pleine participation de la société civile et des autres parties concernées, affirmons notre volonté résolue de conserver et d'exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable.
2. Nous sommes animés de la ferme conviction que l'océan est indispensable à notre avenir partagé et à l'humanité que nous avons en commun, dans toute sa diversité. En tant que dirigeants et représentants de nos gouvernements, nous sommes déterminés à agir résolument et d'urgence, convaincus que notre action collective fera toute la différence pour nos peuples, notre planète et notre prospérité.
3. Nous sommes conscients que l'océan recouvre les trois quarts de la surface de la Terre, relie les populations et les marchés et représente une part importante de notre patrimoine naturel et culturel. Il fournit près de la moitié de l'oxygène que nous respirons, absorbe plus d'un quart du dioxyde de carbone que nous produisons, joue un rôle essentiel dans le cycle hydrologique et le système climatique et est à l'origine d'une partie non négligeable de la biodiversité de la planète et des services fournis par les écosystèmes. Il contribue au développement et à une économie océanique durables, ainsi qu'à l'élimination de la pauvreté, à la sécurité alimentaire

* Adoptée à la 8^e séance plénière, le 9 juin 2017; pour les délibérations, voir chap. VII.

¹ A/CONF.230/11, annexe.

et à la nutrition, au commerce et aux transports maritimes, au travail décent et aux moyens de subsistance.

4. Nous sommes particulièrement alarmés par les effets néfastes que les changements climatiques ont sur l'océan, notamment la hausse de la température de l'océan, l'acidification de l'océan et des zones côtières, la désoxygénation, l'élévation du niveau des mers, la diminution du couvert de glace polaire, l'érosion côtière et les phénomènes météorologiques extrêmes. Nous sommes conscients qu'il faut remédier à ces effets, qui altèrent la capacité de l'océan de jouer un rôle déterminant dans la régulation du climat, la biodiversité marine, l'alimentation et la nutrition, le tourisme et les services rendus par les écosystèmes et de servir de moteur au développement et à la croissance économiques durables. Nous estimons, à cet égard, que l'Accord de Paris conclu au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques revêt une importance particulière.

5. Nous sommes déterminés à enrayer et inverser la dégradation de la santé et de la productivité de l'océan et de ses écosystèmes et à protéger et restaurer sa résilience et son intégrité écologique. Nous sommes conscients que le bien-être des générations actuelles et futures est inextricablement lié à la santé et la productivité de l'océan.

6. Nous soulignons le caractère intégré et indivisible de tous les objectifs de développement durable, ainsi que les interdépendances et les synergies existant entre eux, et déclarons à nouveau qu'il importe au plus haut point que nous soyons guidés dans nos travaux par le Programme 2030, notamment les principes qui y sont réaffirmés. Nous sommes conscients que chaque pays rencontre des obstacles particuliers dans sa quête du développement durable, en particulier les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral, les petits États insulaires en développement et les États africains, notamment côtiers, à l'instar d'autres pays dont il est question dans le Programme 2030. De nombreux pays à revenu intermédiaire se heurtent eux aussi à de grandes difficultés.

7. Nous réaffirmons notre engagement à atteindre les cibles correspondant à l'objectif 14 dans les délais prescrits, ainsi que la nécessité de poursuivre l'action dans la durée, compte tenu des réalités, des capacités et des niveaux de développement de chaque pays et dans le respect des priorités et politiques nationales. Nous prenons note, en particulier, de l'importance spéciale que certaines de ces cibles revêtent pour les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés.

8. Nous soulignons la nécessité d'adopter une démarche intégrée, pluridisciplinaire et intersectorielle, et de renforcer la coopération, la coordination et la cohérence des politiques, à tous les niveaux. Nous soulignons l'importance cruciale de partenariats efficaces qui facilitent l'action collective et réaffirmons notre attachement à la réalisation de l'objectif 14 avec la pleine participation de toutes les parties concernées.

9. Nous soulignons qu'il faut intégrer l'objectif 14 et les cibles interdépendantes qui lui correspondent aux stratégies et plans nationaux de développement, encourager les pays à le prendre en main et veiller à la réussite de sa réalisation en associant toutes les parties concernées, notamment les autorités nationales et locales, les parlementaires, les populations locales, les peuples autochtones, les femmes et les jeunes, ainsi que les milieux universitaires et scientifiques, les entreprises et le secteur industriel. Nous notons l'importance de l'égalité des sexes et le rôle crucial que les femmes et les jeunes jouent dans la conservation et l'exploitation durable des océans, des mers et des ressources marines aux fins du développement durable.

10. Nous soulignons qu'il importe de mieux comprendre la santé et le rôle de l'océan et les facteurs de stress qui influent sur ses écosystèmes, notamment grâce à des évaluations de son état fondées sur la science et sur les modes traditionnels d'acquisition des connaissances. Nous soulignons également qu'il faut approfondir encore la recherche scientifique marine afin d'éclairer et de faciliter la prise de décisions, et promouvoir le recours aux centres et réseaux de connaissances afin d'améliorer la mise en commun des données scientifiques, des meilleures pratiques et des savoir-faire.

11. Nous soulignons que les mesures visant à réaliser l'objectif 14 devraient être prises dans le respect des instruments juridiques, dispositifs, procédures, mécanismes ou entités existants et les renforcer, sans les reproduire à l'identique ni leur porter atteinte. Nous affirmons qu'il faut améliorer la conservation et l'utilisation durable des océans et de leurs ressources en application des dispositions du droit international, énoncées dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, qui fournit le cadre juridique requis pour la conservation et l'utilisation durable des océans et de leurs ressources, comme il est rappelé au paragraphe 158 de « L'avenir que nous voulons ».

12. Nous notons que la conservation et l'exploitation durable de l'océan et de ses ressources exigent des moyens de mise en œuvre tels que le prévoient le Programme 2030, le Programme d'Action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement et d'autres documents finals pertinents, notamment les Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa). Nous soulignons l'importance de la mise en œuvre intégrale et rapide du Programme d'Action d'Addis-Abeba et, dans ce contexte, insistons sur la nécessité d'approfondir les connaissances et la recherche scientifiques, de renforcer les capacités à tous les niveaux, de mobiliser des moyens financiers auprès de toutes les sources et de faciliter le transfert de techniques selon des modalités arrêtées d'un commun accord, compte tenu des Critères et principes directeurs de la Commission océanographique intergouvernementale concernant le transfert de techniques marines, afin d'appuyer la réalisation de l'objectif 14 dans les pays en développement.

13. Nous demandons à toutes les parties prenantes de conserver et d'exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable, notamment en prenant d'urgence les mesures ci-après et en faisant fond sur les institutions et partenariats existants :

a) Aborder la réalisation de l'objectif 14 de manière intégrée et concertée et promouvoir des politiques et mesures tenant compte des liens fondamentaux qui existent entre ses différentes cibles, des synergies éventuelles avec les autres objectifs, surtout ceux dont des cibles ont trait à l'océan, ainsi que d'autres éléments contribuant à cette réalisation;

b) Renforcer la coopération, la cohérence des politiques et la coordination entre les institutions à tous les niveaux, notamment entre et parmi les organisations internationales, les organisations régionales et sous-régionales et les institutions, arrangements et programmes;

c) Consolider et promouvoir des partenariats multipartites efficaces et transparents, notamment les partenariats public-privé, en resserrant la collaboration entre les États et les organismes et programmes mondiaux, régionaux et sous-régionaux, la communauté scientifique, le secteur privé, la communauté des donateurs, les organisations non gouvernementales, les associations locales, les établissements universitaires et les autres acteurs concernés;

d) Mettre au point des stratégies globales visant à faire prendre conscience de l'intérêt biologique et culturel de l'océan, de son état et de son rôle, et de la nécessité d'encore mieux le connaître, notamment son importance pour le développement durable et les répercussions que les activités anthropiques ont sur lui;

e) Appuyer les plans destinés à encourager l'action éducative au sujet de l'océan, par exemple dans le cadre de programmes d'enseignement, à mieux le faire connaître et à promouvoir le souci de sa conservation, sa restauration et son exploitation durable;

f) Affecter davantage de ressources à la recherche scientifique marine, notamment à la recherche interdisciplinaire et à l'observation continue de l'océan et des côtes, ainsi qu'à la collecte et à l'échange de données et à la mise en commun des connaissances, y compris traditionnelles, afin d'en savoir plus sur l'océan, de mieux comprendre la corrélation qui existe entre le climat et la santé et la productivité de l'océan, de renforcer la mise au point de dispositifs d'alerte rapide coordonnés sur les phénomènes météorologiques extrêmes, et de promouvoir une prise de décisions fondée sur les meilleures données scientifiques disponibles, l'objectif étant d'encourager l'innovation scientifique et technologique, ainsi que de renforcer la contribution de la biodiversité marine au développement des pays en développement, en particulier les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés;

g) Intensifier les mesures visant à prévenir et à réduire nettement la pollution marine de tous types, en particulier celle résultant des activités terrestres, y compris les déchets en mer, les plastiques et microplastiques, la pollution par les nutriments, le déversement d'eaux usées non traitées, le rejet de déchets solides, les substances dangereuses, la pollution par les navires et les engins de pêche abandonnés, perdus ou rejetés, ainsi qu'à s'attaquer, selon qu'il convient, aux effets néfastes d'autres activités humaines sur l'océan et la vie marine, tels que les collisions avec des navires, le bruit sous-marin et les espèces exotiques envahissantes;

h) Promouvoir la prévention et la réduction de la production de déchets; adopter des modes de consommation et de production durables; appliquer le concept des trois R (réduction, réutilisation et recyclage), notamment en privilégiant les solutions commerciales de réduction des déchets et de leur production, en améliorant les mécanismes de gestion, d'élimination et de recyclage écologiquement rationnels des déchets et en mettant au point des produits de substitution qui soient, par exemple, réutilisables, recyclables ou biodégradables;

i) Mettre en place des stratégies durables et robustes visant à réduire l'utilisation de plastiques et de microplastiques, surtout de sacs et de plastiques à usage unique, notamment en établissant des partenariats avec les parties prenantes, à différents niveaux, pour influencer sur la production, la commercialisation et l'utilisation des plastiques;

j) Promouvoir des outils de gestion par zone efficaces et adaptés, notamment les aires marines protégées et diverses stratégies intégrées et intersectorielles telles que l'aménagement de l'espace marin et l'aménagement intégré des zones côtières, sur la base des meilleures données scientifiques disponibles, ainsi que la participation des parties prenantes et l'application du principe de précaution et d'approches écosystémiques, dans le respect du droit international et de la législation interne, pour accroître la résilience de l'océan et renforcer la conservation et l'exploitation durable de la biodiversité marine;

k) Élaborer et appliquer des mesures efficaces d'adaptation et d'atténuation contribuant à accroître et à favoriser la résilience à l'acidification de l'océan et des zones côtières, à l'élévation du niveau des mers et à la hausse de la température de l'océan, et à combattre les autres effets néfastes des changements climatiques sur l'océan, sur les écosystèmes côtiers, sur les puits de carbone bleu que sont notamment les mangroves, les marais littoraux, les herbes marines et les récifs coralliens, et plus largement sur les écosystèmes interconnectés qui ont une incidence sur l'océan, et veiller au respect des engagements et obligations contractés en la matière;

l) Développer la gestion durable des pêches, notamment pour que les stocks halieutiques retrouvent aussi vite que possible des niveaux leur permettant au moins d'atteindre le rendement constant maximum correspondant à leurs caractéristiques biologiques, en mettant en œuvre des mesures de gestion fondées sur des données scientifiques, en menant des activités de suivi et de contrôle, en veillant à l'application de la réglementation, en encourageant la consommation de poisson provenant de pêches gérées de façon durable, en appliquant le principe de précaution et des approches écosystémiques autant qu'il convient, et en renforçant la coopération et la coordination, notamment par l'intermédiaire d'organisations, d'organes et d'arrangements régionaux de gestion des pêches, selon le cas;

m) Mettre un terme aux pratiques de pêche destructrices et à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, en s'attaquant à leurs causes profondes, en prenant, conformément au principe de responsabilité, les mesures qui s'imposent à l'encontre des auteurs et des bénéficiaires de ces pratiques pour les priver des avantages qu'ils en retirent, et en veillant à ce que les États du pavillon et les États du port concernés honorent effectivement leurs obligations;

n) Accélérer la poursuite des travaux concernant l'élaboration de programmes interopérables de documentation des prises et la traçabilité des produits halieutiques, et renforcer la coopération et la coordination en la matière;

o) Renforcer les capacités des pêcheurs artisanaux dans les pays en développement et accroître l'assistance technique qui leur est apportée, afin de leur donner accès aux ressources marines et aux marchés et de leur faciliter cet accès, et d'améliorer, grâce à la gestion durable des pêches, leur situation socioéconomique et celle des travailleurs du secteur de la pêche;

p) Prendre des mesures décisives pour interdire les subventions à la pêche qui contribuent à la surcapacité et à la surpêche, supprimer celles qui favorisent la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et s'abstenir d'en accorder de nouvelles, notamment en accélérant les négociations sur les subventions à la pêche menées dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce, sachant que l'octroi d'un traitement spécial et différencié efficace et approprié aux pays en développement et aux pays les moins avancés doit faire partie intégrante de ces négociations;

q) Appuyer la promotion et le renforcement d'économies océaniques durables, basées notamment sur des activités viables telles que la pêche, le tourisme, l'aquaculture, le transport maritime, les énergies renouvelables, les biotechnologies marines et le dessalement de l'eau de mer, pour donner corps aux volets économiques, sociaux et environnementaux du développement durable, en particulier dans les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés;

r) Redoubler d'efforts pour mobiliser les moyens nécessaires à la mise en œuvre de l'objectif 14 et à l'élaboration d'activités viables liées à l'océan, surtout

dans les pays en développement, conformément au Programme 2030, au Programme d'action d'Addis-Abeba et à d'autres textes pertinents;

s) Participer activement aux débats et à l'échange de vues tenus dans le cadre du Comité préparatoire créé par la résolution 69/292 de l'Assemblée générale relative à l'élaboration d'un instrument international juridiquement contraignant se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale, de sorte qu'avant la fin de sa soixante-douzième session, l'Assemblée puisse prendre une décision, en tenant compte du rapport du Comité préparatoire, sur l'organisation et la date d'ouverture d'une conférence intergouvernementale;

t) Accueillir favorablement le suivi des dialogues sur les partenariats et s'engager à honorer les différents engagements pris volontairement dans le cadre de la Conférence;

u) Participer au processus de suivi et d'examen du Programme 2030 en apportant au Forum politique de haut niveau pour le développement durable une contribution sur la mise en œuvre de l'objectif 14, notamment sur les possibilités de renforcer les progrès futurs;

v) Envisager de nouveaux moyens d'appuyer la réalisation rapide et effective de l'objectif 14, en tenant compte des débats tenus lors du premier cycle du Forum politique de haut niveau.

14. Nous engageons le Secrétaire général à poursuivre les efforts qu'il fait pour appuyer la réalisation de l'objectif 14 dans le cadre de l'application du Programme 2030, notamment en renforçant la coordination et la cohérence interorganisations dans le système des Nations Unies pour ce qui est des questions relatives à l'océan, en tenant compte des travaux d'ONU-Océans.

Résolution 2*
**Pouvoirs des représentants à la Conférence des Nations Unies
visant à appuyer la réalisation de l'objectif de développement
durable n° 14 : conserver et exploiter de manière durable
les océans, les mers et les ressources marines aux fins
du développement durable**

La Conférence des Nations Unies visant à appuyer la réalisation de l'objectif de développement durable n° 14 : conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable,

Ayant examiné le rapport de la Commission de vérification des pouvoirs et la recommandation qui y figure¹,

Approuve le rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.

* Adoptée à la 8^e séance plénière, le 9 juin 2017; pour les délibérations, voir chap. VI.

¹ A/CONF.230/13, par. 14.

Chapitre II

Organisation des travaux et autres questions d'organisation

A. Date et lieu de la Conférence

1. La Conférence des Nations Unies visant à appuyer la réalisation de l'objectif de développement durable n° 14 : conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable s'est tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 5 au 9 juin 2017, conformément à la résolution 70/303 de l'Assemblée générale en date du 9 septembre 2016. Durant cette période, huit séances plénières et sept dialogues sur les partenariats ont eu lieu, et une manifestation a été organisée pour célébrer la Journée mondiale de l'océan.

B. Participation

2. Les 178 États ci-après et l'Union européenne étaient représentés à la Conférence : Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Dominique, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kiribati, Koweït, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nauru, Népal, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République de Moldova, République démocratique du Congo, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Siège, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Somalie, Soudan, Sri Lanka, State of Palestine, Suède, Suisse, Suriname, Swaziland, Tchéquie, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

3. Étaient représentées par des observateurs les organisations intergouvernementales et autres entités suivantes : Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique; Agence internationale pour les énergies renouvelables; Assemblée parlementaire de la Méditerranée; Association des États de la Caraïbe; Association des États riverains de l'océan Indien; Autorité internationale des fonds marins; Banque européenne d'investissement; Centre de développement des pêches de l'Asie du Sud-Est; Centre Sud; Chambre de commerce internationale; Commission baleinière internationale; Commission de l'océan Indien; Commission des pêches du

Pacifique Nord; Commission des pêches du Pacifique occidental et central; Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique; Commission permanente du Pacifique Sud; Commission pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est (Commission OSPAR); Commission pour la protection du milieu marin de la mer Baltique (HELCOM); Communauté de développement de l'Afrique australe; Communauté des Caraïbes; Communauté du Pacifique; Conférence ministérielle sur la coopération dans le domaine de la pêche entre États africains riverains de l'océan Atlantique; Conseil international pour l'exploration de la mer; Convention du courant de Benguela; Forum des îles du Pacifique; Forum pour le développement des îles du Pacifique; Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique; Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale; Inter-American Institute for Global Change Research; Ligue des États arabes; Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE); Organisation des États des Caraïbes orientales; Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest; Organisation hydrographique internationale; Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL); Organisation internationale pour les migrations (OIM); Partenaires dans le domaine de la population et du développement; Programme coopératif sur l'environnement pour l'Asie du Sud; secrétariat de la Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau (Convention de Ramsar); Secrétariat du Commonwealth; secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement; Société andine de développement; Union africaine; Union internationale pour la conservation de la nature; Union interparlementaire (UIP); Université pour la paix.

4. Étaient représentés les membres associés des commissions régionales suivantes : Îles Vierges britanniques; Polynésie française; Nouvelle-Calédonie.

5. Étaient représentées à la Conférence les institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du travail (OIT); Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO); Groupe de la Banque mondiale; Organisation maritime internationale (OMI); Union internationale des télécommunications (UIT); Organisation mondiale de la Santé (OMS); Organisation mondiale de la propriété intellectuelle; Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI); Organisation mondiale du tourisme (OMT); Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA); Organisation mondiale du commerce (OMC).

6. Les organismes des Nations Unies ci-après étaient représentés à la Conférence : Convention sur la diversité biologique; Commission économique pour l'Afrique; Commission économique pour l'Europe; Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes; Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP); Conférence de Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED); Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD); Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE); Fonds des Nations Unies pour la population; Stratégie internationale des Nations Unies pour la prévention des catastrophes; Office des Nations Unies contre la drogue et le crime; Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS); Université des Nations Unies; Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement; Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud; Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

7. Un grand nombre d'organisations non gouvernementales ont participé à la Conférence.

8. La liste des participants sera publiée sous la cote A/CONF.230/INF/2.

C. Ouverture de la Conférence

9. La Conférence a été ouverte le 5 juin 2017 par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de Président temporaire, conformément à l'article 17 du règlement intérieur provisoire de la Conférence.

10. Lors de l'ouverture officielle, à la 1^{re} séance plénière, le 5 juin, des déclarations ont été faites par les Présidents de la Conférence, Josaia Voreqe Bainimarama et Isabella Lövin; le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, António Guterres; le Président de l'Assemblée générale, Peter Thomson; le Président du Conseil économique et social, Frederick Musiiwa Makamure Shava; le Secrétaire général de la Conférence, Wu Hongbo.

D. Élection des deux Présidents et des autres membres du Bureau de la Conférence

11. À ses 1^{re} et 4^e séances plénières, respectivement les 5 et 7 juin, la Conférence a élu les membres de son bureau.

Présidents de la Conférence

12. Le Premier Ministre des Fidji, Josaia Voreqe Bainimarama, et la Vice-Première Ministre et Ministre de la coopération internationale au développement et du climat de la Suède, Isabella Lövin, ont été élus par acclamation Présidents de la Conférence.

Vice-Présidents

13. Ont été élus Vice-Présidents par acclamation :

États d'Afrique : Algérie, Kenya et Maroc

États d'Asie et du Pacifique : Indonésie et Maldives

États d'Europe orientale : Croatie, Estonie et Pologne

États d'Amérique latine et des Caraïbes : Guatemala, Trinité-et-Tobago et Venezuela (République bolivarienne du)

États d'Europe occidentale et autres États : Irlande et Nouvelle-Zélande

Rapporteur général

14. Arthur Andambi (Kenya) a été élu par acclamation Rapporteur général de la Conférence.

E. Adoption du règlement intérieur

15. À sa 1^{re} séance plénière, le 5 juin, la Conférence a adopté son règlement intérieur (voir A/CONF.230/2).

F. Adoption de l'ordre du jour de la Conférence

16. À la même séance, la Conférence a adopté l'ordre du jour (A/CONF.230/1) :

1. Ouverture de la Conférence.

2. Élection de deux présidents.

3. Adoption du règlement intérieur.
4. Adoption de l'ordre du jour de la Conférence.
5. Élection des membres du Bureau autres que les présidents.
6. Organisation des travaux, notamment constitution des organes subsidiaires, et autres questions d'organisation.
7. Pouvoirs des représentants à la Conférence :
 - (a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs;
 - (b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
8. Débat général.
9. Dialogues sur les partenariats.
10. Manifestation spéciale à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'océan.
11. Document final de la Conférence.
12. Adoption du rapport de la Conférence.
13. Clôture de la Conférence.

G. Organisation des travaux, notamment constitution des organes subsidiaires, et autres questions d'organisation

17. À la même séance également, la Conférence a approuvé l'organisation des travaux figurant dans le document A/CONF.230/3.

18. À sa 8^e séance plénière, le 9 juin, il a été rappelé à la Conférence que le point 6 de l'ordre du jour, qui avait été examiné lors d'une séance précédente, demeurait à l'examen. Aucune autre question n'étant à examiner au titre de ce point, la Conférence a décidé de conclure l'examen du point 6 de l'ordre du jour.

H. Pouvoirs des représentants participant à la Conférence

19. Également à sa 1^{re} séance plénière, le 5 juin, la Conférence a, en application de l'article 4 de son règlement intérieur, nommé les États ci-après membres de la Commission de vérification des pouvoirs, dont la composition est fondée sur celle de la Commission de vérification des pouvoirs de l'Assemblée générale à sa soixante et onzième session : Cameroun, Chine, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Malawi, Paraguay, Pays-Bas, République de Corée et Sainte-Lucie.

I. Documentation

20. La liste des documents dont la Conférence était saisie figure dans l'annexe I du présent rapport.

Chapitre III

Débat général

21. À sa 1^{re} séance plénière, le 5 juin, la Conférence a entendu, au titre du point 8 de l'ordre du jour intitulé « Débat général », des déclarations du Président constitutionnel de l'État plurinational de Bolivie, Evo Morales Ayma; du Président du Gabon, Ali Bongo Ondimba; du Président et Chef du Gouvernement des États fédérés de Micronésie, Peter Christian; du Président de Nauru, Baron Divavesi Waqa; du Président du Zimbabwe, Robert Mugabe; du Président des Palaos, Tommy Esang Remengesau Jr.; du Premier Ministre et Ministre des services publics et des infrastructures des Tuvalu, Enele Sosene Sopoaga; du Premier Ministre des Îles Cook, Henry Puna; du Premier Ministre de Sri Lanka, Ranil Wickremasinghe.

22. À la même séance, la Conférence a entendu une déclaration du Ministre de la pêche et de l'agriculture des Maldives, Mohamed Shainee, au nom de l'Alliance des petits États insulaires.

23. À sa 2^e séance plénière, le 6 juin, la Conférence a entendu des déclarations du Prince Albert II de Monaco; du Vice-Président des Seychelles, Vincent Mériton; du Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères et du commerce du Samoa, Tuilaepa Sailele Malielegaoi.

24. À la même séance, la Conférence a entendu des déclarations du Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères et européennes, chargé de Beliris et des institutions culturelles fédérales de la Belgique, Didier Reynders; du Ministre Coordinateur des affaires maritimes de l'Indonésie, Luhut Binsar Panjaitan; du Ministre de l'agriculture et de l'élevage du Costa Rica, Luis Felipe Arauz Cavallini; de la Ministre de la pêche et de l'agriculture de l'Islande, Thorgerdur Katrin Gunnarsdottir; de la Ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur de la Barbade, Maxine Pamela Ometa McClean; du Ministre de la pêche et du développement des ressources marines de Kiribati, Tetabo Nakara; du Ministre de l'agriculture, du développement rural et de l'environnement de Chypre, Nicos Kouyialis; de la Ministre de l'environnement de la Nouvelle-Zélande, Maggie Barry; du Ministre de la mer, des eaux intérieures et de la pêche du Mozambique, Agostinho Mondlane; de la Vice-Première Ministre et Ministre de la coopération internationale au développement et du climat de la Suède, Isabella Lövin; de la Ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur de la Jamaïque, Kamina Johnson Smith; de la Ministre de l'environnement de l'Afrique du Sud, Bomo Edna Molewa; du Ministre de l'économie et de l'emploi de Cabo Verde, José Gonçalves; du Ministre des ressources naturelles et de l'environnement de la Thaïlande, Surasak Karnjanarat; du Ministre de l'agriculture et de la pêche maritime du Maroc, Aziz Akhannouch; du Ministre de l'agriculture, de la pêche, des forêts, de l'environnement, du développement durable et des changements climatiques du Belize, Ministre d'État, Omar Figueroa; de la Ministre des affaires étrangères et de la mobilité humaine de l'Équateur, María Fernanda Espinosa Garcés, au nom du Groupe des 77 et de la Chine; du Ministre des municipalités et de l'environnement du Qatar, Mohammed bin Abdullah bin Metab Al-Rumaihi.

25. À sa 3^e séance plénière, le 6 juin, la Conférence a entendu des déclarations du Ministre de la protection de l'environnement d'Israël, Ze'ev Elkin; du Ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur des Îles Salomon, Milner Tozaka; du Ministre de l'environnement de l'Estonie, Marko Pomerants; du Ministre chargé de la question des changements climatiques et de l'environnement des Émirats arabes unis, Thani Ahmed Al Zeyoudi; de la Ministre des eaux et forêts de la Roumanie, Adriana Petcu; du Ministre d'État du commerce, de l'emploi, des entreprises, du marché unique numérique européen et de la protection des données de l'Irlande, Pat

Breen; de la Ministre de la mer du Portugal, Ana Paula Vitorino; du Ministre de l'environnement et des ressources naturelles de la République dominicaine, Francisco Dominguez Brito; du Ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche de la République-Unie de Tanzanie, Charles John Tizeba; du Ministre de la pêche et de l'économie maritime du Sénégal, Oumar Guèye; du Ministre des affaires étrangères des Îles Marshall, John Silk; du Ministre de l'agriculture, des forêts, de l'alimentation et de la pêche des Tonga, Semisi Taelangi Fakahau; de la Ministre de l'égalité des chances et de la coopération nordique du Danemark, Karen Ellemann; de la Ministre de l'éducation, de l'innovation, des relations entre les sexes et du développement durable de Sainte-Lucie, Gale Rigobert; du Vice-Ministre des affaires étrangères du Kazakhstan, Yerzhan Ashikbayev; du représentant de la France; de la Sous-Secrétaire d'État du Ministère de l'environnement, de la préservation du territoire et de la mer de l'Italie, Silvia Velo; du Secrétaire général aux affaires étrangères de l'Autriche, Michael Linhart; de la Secrétaire d'État du Ministère des affaires étrangères de la Norvège, Tone Skogen.

26. À la même séance, la Secrétaire général du Secrétariat du Commonwealth, Patricia Scotland, a fait une déclaration.

27. À sa 4^e séance plénière, le 7 juin, la Conférence a décidé que la liste des orateurs inscrits pour le débat général serait close le jour même à midi.

28. À la même séance, la Conférence a entendu des déclarations du préfet du Dicastère pour le service du développement humain intégral du Saint-Siège, le cardinal Peter Kodwo Appiah Turkson; du Ministre de la pêche des Fidji, Semi Koroilavesau; de la Secrétaire de Cabinet du Ministère de l'environnement et des ressources naturelles du Kenya, Judi Wakhungu; du Ministre de la pêche et des ressources halieutiques de Madagascar, François Gilbert; du Ministre d'État chargé de la coordination des affaires économiques et Ministre de l'agriculture et de la pêche du Timor-Leste, Estanislau Da Silva; du Ministre des ressources naturelles du Guyana, Raphael Trotman; du Vice-Ministre de la science, de la technologie et de l'environnement de Cuba, José Fidel Santana Nuñez; du Secrétaire d'État aux affaires politiques du Ministère des affaires étrangères du Monténégro, Zoran Janković; du Secrétaire à la politique environnementale, aux changements climatiques et au développement durable de l'Argentine, Diego Ignacio Moreno; du Secrétaire général aux pêches du Ministère de l'agriculture, de la pêche, de l'alimentation et de l'environnement de l'Espagne, Alberto López-Asenjo; du Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale de la Sierra Leone, Ministre d'État, Mohamed Gibril Sesay; du Vice-Ministre de l'environnement, de l'eau et de l'agriculture de l'Arabie Saoudite, Osama Faqeeha; du Vice-Ministre des affaires étrangères du Viet Nam, Dang Dinh Quy; du Ministre des affaires, de la coopération et des Congolais de l'étranger du Congo, Jean-Claude Gakosso; du Vice-Ministre des ressources naturelles du Guatemala, Carlos Fernando Coronado Castillo; du Vice-Ministre de la pêche et de l'aquaculture du Pérou, Héctor Soldi; des représentants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Géorgie, du Bangladesh (au nom des pays les moins avancés), de la Zambie (au nom des pays en développement sans littoral), des Pays-Bas et de la Hongrie.

29. À la même séance également, la Conférence a entendu des déclarations des représentants des organisations non gouvernementales suivantes : Ocean Frontier Institute; Future Earth, au nom du grand groupe de la communauté scientifique et technique; World Ocean Council; Cooperativa Autogestionaria de Servicios Profesionales para la Solidaridad Social, au nom du grand groupe des femmes; Swedish Institute for the Marine Environment.

30. À sa 5^e séance plénière, le 7 juin, la Conférence a entendu des déclarations du représentant des États-Unis d'Amérique; du Ministre des affaires étrangères du Chili, Heraldo Muñoz; des représentants de la Chine, de la Croatie, du Panama, de la Finlande, du Japon, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Mexique, du Honduras, du Liban, du Cambodge, de Malte, d'Oman, de la Pologne et de l'Ukraine.
31. À la même séance, la Conférence a entendu des déclarations des représentants de l'UIP, de la FAO, de l'ONUDI et de l'OMI; de la Secrétaire exécutive de la Convention sur la diversité biologique, Cristiana Paşca Palmer; des représentants de l'UNESCO, de la CNUCED, de l'OIT et du PNUD.
32. À la même séance également, la Conférence a entendu des déclarations des représentants des organisations non gouvernementales suivantes : High Seas Alliance, OceanCare, Center for Oceanic Awareness, Research and Education et Friends of Marine Life.
33. À sa 6^e séance plénière, le 8 juin, la Conférence a entendu une déclaration du Président du Ghana, Nana Addo Dankwa Akufo-Addo.
34. À la même séance, la Conférence a entendu des déclarations du Ministre des affaires étrangères de Singapour, Vivian Balakrishnan; du Ministre d'État des affaires extérieures de l'Inde, M. J. Akbar; de la Ministre du développement international et du Pacifique de l'Australie, Concetta Fierravanti-Wells; du Ministre de l'agriculture, de l'élevage, des forêts, de la pêche et de la biosécurité du Vanuatu, Matai Seremaiah Nawalu; de la Ministre fédérale de l'environnement, de la protection de la nature, de la construction et de la sûreté nucléaire de l'Allemagne, Barbara Hendricks; des représentants de Saint-Vincent-et-les Grenadines, de l'Uruguay, des Philippines, du Canada, d'Antigua-et-Barbuda, du Togo, du Brésil, de l'Albanie, de la Trinité-et-Tobago, de la Tunisie, de la Fédération de Russie, de l'État de Palestine, du Myanmar, de la Grèce, de la Grenade et de l'Algérie.
35. À la même séance également, conformément à une décision prise par la Conférence et n'ayant pas valeur de précédent, la Conférence a entendu une déclaration du Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques, Miguel de Serpa Soares, en tant que coordonnateur d'ONU-Océans, le mécanisme de coordination interinstitutions pour les questions marines et côtières du système des Nations Unies.
36. À sa 6^e séance plénière, la Conférence a entendu des déclarations des représentants de l'Union internationale pour la conservation de la nature; du Secrétaire général de l'Autorité internationale des fonds marins, Michael Lodge; des représentants de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale et de la Polynésie française.
37. À la même séance, la Conférence a entendu une déclaration du représentant de l'organisation non gouvernementale suivante : University College of Dublin.
38. À sa 7^e séance plénière, le 9 juin, la Conférence a entendu des déclarations des représentants du Nigéria, de la Mongolie, de la République de Corée, d'Haïti, de Maurice, de la République islamique d'Iran, du Soudan, de l'Égypte, de la République tchèque, du Nicaragua, de la Turquie, de la Malaisie, de la Slovénie, du Pakistan, de la Namibie, du Népal et d'El Salvador.
39. À la même séance, la Conférence a entendu des déclarations des représentants de l'OCDE; du secrétariat de la Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau (Convention de Ramsar) et de la Commission baleinière internationale; du Ministre des ressources naturelles et du travail des Îles Vierges britanniques, Kedrick Pickering; des représentants de la Commission pour la protection du milieu marin

de la mer Baltique (HELCOM) et de l'UIT; de la Directrice exécutive de l'UNOPS, Greta Faremo; du représentant de la Commission pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est (Commission OSPAR).

40. À la même séance également, la Conférence a entendu des déclarations des représentants des organisations non gouvernementales suivantes : AquaFed - International Federation of Private Water Operators; Seas at Risk; Earth Law Center; le grand groupe des enfants et des jeunes; China Energy Fund Committee; World Animal Protection; Africa Development Interchange Network; 5 Gyres Institute; Seventh Generation Fund for Indigenous Peoples; The Nippon Foundation; Fonds mondial pour la nature; The Nature Conservancy; Global Foundation for Democracy and Development; International Development Information Organization; réseau de zones protégées méditerranéennes; Zero Vision Tool; Sano Sansar Initiative; Natural Resources Defense Council; Global Partnerships Forum; Sustainable Coastlines Charitable Trust; Wildlife Conservation Society; Ocean Cleanup; Legambiente; Association universelle pour l'espéranto; RARE; RESO-Femmes; Oceana; Monterey Bay Aquarium; Comunidad y Biodiversidad; A Rocha International; Ambivium Institute on Security and Cooperation.

41. À sa 8^e séance plénière, le 9 juin, la Conférence a entendu une déclaration du Ministre de l'environnement du Ministère de l'environnement et du développement durable de la Colombie, Luis Gilberto Murillo.

42. À la même séance, la Conférence a également entendu des déclarations des représentants de la Ligue des États arabes et du PNUE.

43. À la même séance également, la Conférence a entendu une déclaration du Commissaire européen pour l'environnement, les affaires maritimes et la pêche, Karmenu Vella.

Résumé du débat général

44. Le résumé qui suit a été établi en application du paragraphe 22 de l'annexe II de la résolution 70/303 de l'Assemblée générale en date du 9 septembre 2016.

Importance des océans et réalisation de l'objectif de développement durable n° 14 : Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

45. Des délégations ont déclaré que les océans et les mers étaient le patrimoine commun de l'humanité, l'origine de la vie humaine et les principaux régulateurs du climat de la planète; de ce fait, ils devaient être gérés et exploités de façon durable pour assurer la survie et le bien-être des générations futures. Certaines délégations ont insisté sur le fait que l'océan fournissait d'innombrables ressources, notamment minérales et énergétiques, et services écosystémiques, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire, à la protection de l'environnement et à l'emploi, aux moyens d'existence et aux loisirs. D'autres délégations ont aussi relevé l'importance particulière que revêtait l'océan pour les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés. D'autres déclarations ont relayé le sentiment que les océans et les mers étaient menacés par des problèmes urgents dus à l'activité humaine. Les principaux problèmes relevés étaient les suivants : a) la pollution, y compris de sources terrestres, comme les nutriments et les plastiques; b) la surexploitation des ressources marines; c) la destruction des écosystèmes marins et d) les effets néfastes des changements climatiques (acidification des océans, élévation du niveau de la mer et réchauffement des eaux).

46. Certaines délégations ont souligné que l'objectif de développement durable n° 14 reflétait l'engagement de la communauté internationale à gérer durablement les océans et les mers et qu'il importait d'établir des mesures concrètes et coordonnées pour l'atteindre et pour qu'il dispose de l'appui nécessaire à la réalisation de ses cibles. D'après certaines, cela exigerait d'appeler l'attention sur l'état des océans et des mers, de comprendre les problèmes et difficultés qui touchent les océans et de trouver des moyens concrets d'y remédier. Certaines ont mis en avant que la réalisation de l'objectif 14 ne pouvait pas se faire isolément et qu'elle devait être envisagée en tenant compte des recoupements qui pouvaient être faits avec d'autres objectifs de développement durable.

47. Plusieurs délégations ont souligné l'importance de la Conférence sur les océans, qui, selon elles, intervenait à un moment propice et constituait la meilleure chance d'enrayer la dégradation de l'océan. Elle offrait l'occasion de faire prendre conscience des enjeux, de proposer des solutions et de mobiliser des soutiens à tous les niveaux afin de réaliser concrètement l'objectif de développement durable n° 14, en exploitant les partenariats existants et en encourageant de nouveaux. Beaucoup de délégations et de parties prenantes ont salué la nature concise et nuancée de l'« appel à l'action » en tant que document final de la Conférence sur les océans. Les résultats de la Conférence devaient être liés au suivi et à l'examen de l'objectif 14 par le Forum politique de haut niveau pour le développement durable, garantissant ainsi une approche intégrée et coordonnée de l'objectif 14 où les liens qui existent avec d'autres objectifs de développement durable et leurs cibles ainsi que ses incidences sur ces objectifs et cibles seraient pris en compte.

48. Un petit nombre de délégations ont rappelé le rôle primordial des organismes des Nations Unies, soulignant qu'ils devaient renforcer leur collaboration pour avancer vers l'objectif 14 et rendre compte de ces progrès; quelques autres ont déclaré qu'il était essentiel d'exploiter les partenariats à tous les niveaux de gouvernance et de mobiliser l'ensemble des parties prenantes pour atteindre les cibles de l'objectif 14.

Lutte contre la pollution marine

49. Certaines délégations ont déclaré que la santé des océans était menacée par différentes formes de pollution marine, due non seulement aux activités maritimes, mais aussi terrestres. Beaucoup ont mis en avant la nocivité des déchets plastiques et des microplastiques. D'autres ont évoqué d'autres formes de pollution, comme les engins de pêche fantômes et les marées noires. La contamination nucléaire et les naufrages causaient des problèmes, en particulier pour les pays insulaires de la région Pacifique. Les petits États insulaires en développement étaient particulièrement vulnérables aux effets néfastes de la pollution marine.

50. De nombreuses délégations ont appelé l'attention sur les politiques mises en place pour encourager les changements de comportement et pour éviter une aggravation de la pollution marine. Certaines ont cité à titre d'exemple l'interdiction des sacs plastiques et des bouteilles en plastique à usage unique ou l'interdiction des microplastiques dans les produits cosmétiques. De nombreux pays ont présenté des initiatives originales visant à réduire la pollution marine, comme l'incitation à utiliser moins de sacs plastiques. L'action de la communauté internationale et la coopération à l'échelle mondiale étaient cruciales pour réduire la pollution marine en général. Des délégations ont souligné qu'il importait de prévenir et de réduire la pollution marine due aux activités terrestres humaines et de renforcer les mesures de lutte contre la pollution marine, notamment les plastiques et microplastiques. Il était nécessaire de mettre en place des initiatives et partenariats concrets pour nettoyer les océans.

51. La réduction et la maîtrise de la pollution marine nécessitait des recherches fondées sur des données factuelles, des transferts de technologie et des activités de renforcement des capacités, en particulier pour les pays subissant de plein fouet les changements climatiques et disposant de faibles ressources financières et techniques.

Gestion, protection, conservation et restauration des écosystèmes marins et côtiers

52. Évoquant l'importance d'une gestion et d'une protection durables des écosystèmes marins et côtiers, certaines délégations ont déclaré qu'il était essentiel de conserver et de gérer de manière durable l'environnement marin et côtier pour garantir le développement durable. Plusieurs délégations ont cité des exemples de mesures qu'ils prenaient pour gérer et protéger de manière durable leurs écosystèmes marins, comme la création d'aires marines protégées.

53. La question de la protection des zones marines ne relevant pas de la juridiction nationale a également été soulevée. Certains pays ont fait part de leurs progrès en matière de gestion et de protection durables de leurs écosystèmes marins. D'autres ont mis en avant l'importance d'une démarche axée sur les écosystèmes et rappelé que la protection de l'océan ne serait possible qu'en développant la coopération aux niveaux mondial et régional. Il a été noté que, au niveau international, la Convention sur la diversité biologique pouvait fournir les outils nécessaires à la création d'aires marines protégées. La mobilisation des parties prenantes garantirait la réussite à long terme de cet effort. Certains États Membres ont fait part de leur préoccupation quant à l'avenir des zones littorales dans le contexte des changements climatiques, appelant à l'action à cet égard.

Réduction de l'acidification des océans et lutte contre ses effets

54. Certaines délégations ont souligné qu'il était prouvé scientifiquement que les changements climatiques avaient des répercussions sur l'océan. L'acidification des océans, causée par les émissions de dioxyde de carbone, était reconnue comme l'une des principales menaces pesant sur l'océan. Le blanchissement des coraux et l'élévation du niveau de la mer étaient aussi des sources d'inquiétude. Ces problèmes touchaient particulièrement les petits États insulaires en développement et les populations côtières, qui étaient en première ligne. Il a été par ailleurs souligné que les pays en développement sans littoral subissaient aussi les changements climatiques. De nombreux projets environnementaux avaient été entrepris pour lutter contre l'assèchement de la mer d'Aral, quatrième lac fermé au monde par sa taille, et à la désertification qui s'ensuivait, l'objectif étant de faire remonter le niveau de l'eau et d'enrayer le déclin d'espèces en voie de disparition. Des projets avaient aussi été entrepris pour la mer Caspienne, plus grande masse d'eau enclavée au monde. Il convenait de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de dioxyde de carbone et de renforcer la résilience. Certaines délégations ont constaté que l'adhésion à l'Accord de Paris était indispensable pour sauver l'océan, lutter contre les changements climatiques et atteindre les cibles de l'objectif de développement durable n° 14.

Pérennisation des pêches

55. De nombreuses délégations ont souligné que le poisson était une importante source d'alimentation et d'apports nutritifs et que le secteur de la pêche était un maillon essentiel de la sécurité alimentaire, de la croissance économique, de l'élimination de la pauvreté et du développement durable. Il fallait donc travailler sans relâche à remédier aux difficultés que rencontrait le secteur de la pêche, comme la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et la surpêche. Parmi les

divers moyens présentés pour pérenniser les pêches figuraient l'adaptation aux changements climatiques, l'établissement de structures de gouvernance locale par la création de réseaux locaux, l'adoption d'un arsenal législatif visant à garantir la santé des ressources marines, les initiatives de cogestion, les systèmes de quotas et la création de coopératives.

56. Il a été noté que, dans la mesure où les femmes représentaient 47 % des 120 millions de personnes travaillant dans le secteur de la pêche dans le monde, il était essentiel qu'elles s'investissent dans la gestion durable des pêches. Les petits États insulaires en développement et les populations côtières dépendaient largement du secteur de la pêche et leurs moyens de subsistance futurs étaient largement tributaires de sa viabilité. De nombreuses délégations ont présenté leurs activités de développement de la pêche artisanale axé sur la gestion durable des ressources à l'intérieur de leur zone économique exclusive ainsi que les mesures qu'ils avaient prises pour encourager la gestion des pêches au niveau local.

57. Plusieurs délégations ont fait savoir qu'elles avaient observé une baisse des stocks halieutiques à cause de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, se disant conscientes de la menace que cela représentait. Plusieurs pays ont présenté les activités et politiques qu'ils avaient mises en place pour remédier au problème de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, comme les plans d'action nationaux et les mesures législatives visant à durcir les peines infligées aux personnes qui se livraient à ces pratiques. De nombreuses délégations ont appelé à renforcer la coopération internationale dans le domaine de la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, qui menaçait considérablement la pérennité des stocks halieutiques dans le monde. La collaboration aux niveaux régional et mondial étaient nécessaires pour remédier au manque de moyens en matière de surveillance et de suivi des navires et pour renforcer la réglementation visant à bloquer l'accès aux marchés des produits de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée. L'Accord de la FAO relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée a posé un jalon dans la lutte contre ces pratiques et nécessitait d'être ratifié par un grand nombre de pays pour qu'il puisse atteindre ses objectifs.

58. Certaines délégations ont rappelé qu'il était urgent d'abandonner progressivement les subventions à la pêche ayant des effets préjudiciables, qui contribuaient à la surpêche et à la surexploitation des ressources marines. Plusieurs délégations ont exhorté les membres à conclure les négociations sur les subventions à la pêche lors de la onzième Conférence ministérielle de l'OMC, en décembre 2017.

Augmentation des retombées économiques pour les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés et accès aux ressources marines et aux marchés pour les petits pêcheurs

59. Certaines délégations ont souligné que l'océan était l'élément essentiel d'une économie bleue. Il a été noté que les principes de l'économie circulaire pouvaient contribuer à la réussite de l'économie bleue, et la biotechnologie et les nouveaux produits exploitant les ressources de l'océan pouvaient bénéficier à la santé humaine. Une économie bleue ne se contentait pas de générer de l'emploi ou de la croissance économique mais démontrait la corrélation entre santé des océans et santé des êtres humains. Certaines délégations ont indiqué qu'elles repensaient leurs politiques et activités dans une optique d'économie bleue afin de renforcer la capacité de régénération de la nature et de favoriser l'intégrité écologique de l'océan.

60. D'autres délégations ont déclaré que l'économie bleue était un élément essentiel de leur stratégie nationale de développement durable, certaines affirmant même avoir intégré le concept de l'économie bleue dans leur plan national de développement. Il était à ce titre indispensable de développer la pêche artisanale. Les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés étaient en butte à des difficultés particulières dont les cadres internationaux devaient tenir compte. Dans les petits États insulaires en développement, la sécurité alimentaire, la croissance économique, l'élimination de la pauvreté et l'identité reposaient toutes sur l'océan. Ces États étaient les intendants de vastes étendues marines.

61. Des délégations ont aussi souligné la nécessité de trouver un équilibre entre croissance économique, viabilité environnementale et renforcement des écosystèmes marins et côtiers. L'importance de l'économie bleue en tant que moteur d'une croissance durable n'excluant personne a été mise en exergue. Il était vital de développer la coopération dans le domaine de l'économie bleue, en particulier avec les petits États insulaires en développement.

62. L'importance du tourisme durable et responsable pour le développement économique durable a également été soulignée. Certaines délégations ont déclaré que les petits États insulaires en développement avaient volontairement fait de la conservation leur priorité absolue dans la mesure où ils étaient tributaires de l'océan, et qu'ils souhaitaient bénéficier plus largement et plus équitablement des fruits des ressources marines et de la protection du milieu marin.

63. D'autres ont souligné la nécessité de tenir compte des difficultés particulières des pays en développement sans littoral. Les pays qui n'ont pas d'accès direct à la mer étaient aux prises avec des difficultés et des contraintes particulières, leur compétitivité étant notamment mise à mal par les coûts du transport. Le document final de la Conférence sur les océans devait être conforme aux engagements internationaux existants pris à l'égard des pays en développement sans littoral et permettre de mettre en évidence les nouveaux défis et de forger un nouveau consensus sur le rôle des pays en développement sans littoral.

Approfondissement des connaissances scientifiques, renforcement des moyens de recherche et accélération des transferts de techniques marines

64. Beaucoup de délégations ont affirmé qu'il fallait faire le nécessaire pour la mise en œuvre : mobilisation de ressources financières prévisibles et suffisantes, transfert de technologies marines respectueuses de l'environnement, renforcement des capacités et échange de connaissances avec les pays qui ne disposaient pas des moyens de s'attaquer aux problèmes qui menacent l'océan. Il a en outre été souligné que les petits États insulaires en développement ne disposaient pas des connaissances scientifiques et de la capacité de recherche nécessaires à la gestion et la conservation des écosystèmes marins et côtiers relevant de leur juridiction nationale et il a été demandé d'instaurer des partenariats concrets et durables.

65. Plusieurs délégations ont indiqué que la réalisation de l'objectif de développement durable n° 14 devait bénéficier de financements adéquats. L'attention a été appelée sur les engagements existants, notamment ceux qui figuraient dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement et l'Accord de Paris conclu au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. L'« appel à l'action » devait être un effort de coopération visant à mettre en commun les ressources financières et techniques, partager les techniques et renforcer les capacités. Il était nécessaire de mobiliser des ressources en faveur d'activités liées à l'océan, notamment en recherchant des passerelles avec les mécanismes de

financement existants et en mettant en place de nouveaux mécanismes de financement consacrés exclusivement à l'océan. Il a été dit que l'accès aux mécanismes financiers devait être ouvert aux pays qui en avaient le plus besoin, en particulier les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés.

66. De nombreuses délégations ont souligné qu'il était nécessaire de donner aux pays en développement les moyens d'exploiter et de gérer durablement leurs écosystèmes marins et côtiers, aussi devaient-ils avoir accès aux techniques. Les pays devaient être au fait des données et connaissances scientifiques.

67. Beaucoup de délégations ont fait observer que la science et les données étaient indispensables pour mieux comprendre l'océan. L'approfondissement des connaissances scientifiques, le renforcement des moyens de recherche et l'accélération des transferts de techniques marines seraient cruciaux pour atteindre l'objectif de développement durable n° 14. Certaines délégations ont mis en exergue la valeur des savoirs traditionnels. Certaines ont souligné l'importance de recherches scientifiques rigoureuses. Il était par ailleurs essentiel de donner une plus grande place aux femmes dans le domaine de la recherche marine, en particulier dans les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés.

68. De nombreuses délégations ont appelé à privilégier une approche scientifique de la gestion et de la conservation des ressources marines. Certaines ont soutenu la proposition faite par la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO de déclarer une décennie internationale des sciences océaniques au service du développement durable (2021-2030) sous l'égide des Nations Unies. La recherche marine, ainsi que les bénéfices qu'elle pouvait apporter à la santé humaine, notamment dans les domaines de la médecine conventionnelle, des cosmétiques, de la biotechnologie et de l'industrie chimique, était essentielle. D'autres délégations ont souligné qu'il importait que la recherche scientifique trouve des substituts biodégradables au plastique. La nécessité de sensibiliser le public à l'importance de la recherche marine a aussi été mise en avant, tout comme l'utilité des programmes nationaux de surveillance marine reposant sur des stratégies novatrices et des outils pédagogiques. Les données et recherches marines devaient être disponibles en accès libre.

69. Beaucoup de délégations ont fait remarquer que la volonté politique et les partenariats étaient nécessaires à tous les niveaux pour assurer la viabilité de l'océan et la réalisation de l'objectif de développement durable n° 14. Les partenariats étaient cruciaux pour remédier aux problèmes qui menaçaient l'océan, et ils tenaient compte des expériences existantes. Des partenariats public-privé originaux pouvaient contribuer à instaurer une économie durable des océans.

70. Il convenait de trouver des solutions sur mesure aux besoins des populations les plus vulnérables, conformément au principe de ne pas faire de laissés-pour-compte. Des délégations ont fait part de leurs expériences en matière de renforcement de la recherche marine et d'aide aux pays en développement par la fourniture d'une assistance technique dans des domaines prioritaires, portant notamment sur les techniques d'adaptation aux changements climatiques, la gestion de l'eau et des réseaux, le dessalement de l'eau et l'énergie solaire, entre autres. La création, dans la région Pacifique et dans les Caraïbes, de centres régionaux de l'énergie et de l'efficacité énergétique a été citée en exemple.

**Améliorer la conservation et l'utilisation durable des océans
et de leurs ressources, en application des dispositions du droit international
énoncées dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer**

71. De nombreuses délégations ont rappelé que c'était la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer qui régissait toutes les activités menées dans les océans et les mers. Si certaines considéraient que la communauté internationale devait envisager la gouvernance des océans sous un angle nouveau, d'autres ont observé que les accords internationaux contraignants existants étaient indispensables à l'établissement d'un cadre permettant d'atteindre les cibles de l'objectif de développement durable n° 14, en particulier pour les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés. Certaines délégations ont souligné que la Convention était essentielle parce qu'elle obligeait les États à protéger et préserver le milieu marin et favorisait le respect du droit de la mer, ce qui bénéficiait tant aux grands États qu'aux petits. D'autres ont affirmé que la Convention devait être appliquée intégralement. La Convention était également importante dans la mesure où elle donnait aux pays en développement sans littoral un droit d'accès à l'océan et d'exploitation de ses ressources. Certaines délégations ont fait référence à la décision de l'Assemblée générale d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale.

72. Il était en outre important de renforcer l'arsenal juridique national et régional. Les instruments multilatéraux, tels que les plans d'action et les ateliers régionaux, pouvaient servir de modèles de référence pour favoriser les synergies et la coopération entre pays. Il convenait, pour atteindre l'objectif de développement durable n° 14, d'accorder de l'importance au renforcement des capacités des pays en ce qui concerne la gouvernance de l'océan, les activités communes de contrôle et de surveillance et la planification dans le cadre de la gouvernance régionale. Les plans nationaux de gestion durable des écosystèmes marins et côtiers jouaient un rôle clé.

Suites à donner

73. Dans leurs conclusions, beaucoup de délégations ont déclaré que la Conférence sur les océans intervenait à un moment propice pour mobiliser les milieux politiques et développer les partenariats afin d'appuyer la réalisation de l'objectif de développement durable n° 14. La réalisation de l'objectif 14 exigeait une approche intégrée axée sur les écosystèmes et tenant compte des liens avec d'autres objectifs de développement durable, conciliant les intérêts économiques, sociaux et environnementaux. Certaines ont relevé qu'il fallait tenir compte des importantes disparités qui existent entre les États sur les plans de l'économie et du développement. Le principe des responsabilités communes mais différenciées a été évoqué. Beaucoup ont souligné qu'il était important de mobiliser l'ensemble des parties prenantes, y compris les gouvernements, le secteur privé, la société civile, les groupes de réflexion et le monde universitaire. Les jeunes générations avaient un rôle important à jouer dans la préservation des océans par les initiatives qu'ils pouvaient prendre au niveau national, par exemple en participant au nettoyage des zones côtières.

74. De nombreuses délégations ont souligné qu'il était essentiel de donner des suites concrètes à la Conférence sur les océans afin que tous les pays travaillent ensemble à s'acquitter de leurs obligations au titre de la réalisation de l'objectif de développement durable n° 14, y compris celles qui font intervenir les milieux scientifiques et économiques et la société civile. Afin d'orienter les efforts collectifs jusqu'à la prochaine conférence sur les océans, de nombreuses délégations ont

demandé au Secrétaire général de nommer un envoyé ou représentant spécial pour les océans qui aurait pour tâches de mobiliser les forces en vue de réaliser l'objectif 14 et de faire prévaloir une action coordonnée et concertée visant à conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable. Le Kenya a réitéré sa volonté d'accueillir la prochaine conférence, déclarant que la Conférence sur les océans avait suscité un grand élan en faveur la réalisation de l'objectif 14, qu'il ne fallait pas laisser faiblir. Le Portugal a annoncé son offre d'accueillir en 2020 une conférence de suivi sur les océans sous l'égide de l'ONU, selon les mêmes modalités et avec les mêmes objectifs que ceux définis dans la résolution 70/303 de l'Assemblée générale aux fins de la présente Conférence. Il a fait cette proposition au titre de sa contribution et conformément au processus de suivi et d'examen du Programme 2030 sous la direction et le contrôle du Forum politique de haut niveau pour le développement durable. Presque toutes les délégations ont souligné qu'il était indispensable de travailler ensemble et de prendre des mesures immédiates pour régler les problèmes qui menacent l'océan.

75. À la clôture de la Conférence, les deux Présidents de la Conférence se sont félicités des propositions généreuses faites par les Gouvernements du Kenya et du Portugal d'accueillir une conférence de suivi sur les océans sous l'égide de l'ONU en 2020.

Chapitre IV

Dialogues sur les partenariats

76. À la 8^e séance plénière, le 9 juin, les résumés des dialogues sur les partenariats ont été présentés par le représentant de l'Indonésie au nom du Ministre coordonnateur des affaires maritimes de l'Indonésie, Luhut Binsar Pandjaitan, Coprésident du dialogue sur les partenariats n° 1 (Lutte contre la pollution marine), le Président des Palaos, Tommy Esang Remengesau Jr., Coprésident du dialogue sur les partenariats n° 2 (Gestion, protection, conservation et restauration des écosystèmes marins et côtiers), le Ministre de la mer, des eaux intérieures et des pêches du Mozambique, Agostinho Mondlane, Coprésident du dialogue sur les partenariats n° 3 (Réduction de l'acidification des océans et lutte contre ses effets), le représentant de l'Estonie, au nom du Ministre de l'environnement de l'Estonie, Marko Pomerants, Coprésident du dialogue sur les partenariats n° 5 (Augmentation des retombées économiques pour les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés et accès aux ressources marines et aux marchés pour les petits pêcheurs), le Ministre de la pêche et de l'économie maritime du Sénégal, Oumar Guèye, Coprésident du dialogue sur les partenariats n° 4 (Pérennisation des pêches), la Ministre des pêches et de l'agriculture de l'Islande, Thorgerdur Katrin Gunnarsdottir, Coprésidente du dialogue sur les partenariats n° 6 (Approfondissement des connaissances scientifiques, renforcement des moyens de recherche et accélération des transferts de techniques marines), et la Ministre du développement international et du Pacifique de l'Australie, Concetta Fierravanti-Wells, Coprésidente du dialogue sur les partenariats n° 7 (Application des dispositions du droit international énoncées dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer).

A. Lutte contre la pollution marine (dialogue sur les partenariats n° 1)

77. Dans l'après-midi du 5 juin, le Coprésident du dialogue sur les partenariats n° 1, Luhut Binsar Pandjaitan, Ministre coordonnateur des affaires maritimes de l'Indonésie, a déclaré le dialogue sur les partenariats n° 1 ouvert et prononcé un discours liminaire. Le Coprésident Vidar Helgesen, Ministre du climat et de l'environnement de la Norvège, a aussi fait une déclaration liminaire.

78. Le dialogue sur les partenariats était animé par le Sous-Secrétaire général et Chef du Bureau de New York du PNUE, Elliott Harris, qui a lui aussi fait une déclaration, et les intervenants suivants ont présenté des exposés : la Directrice du Programme de lutte contre les déchets en mer de la National Oceanic and Atmospheric Administration, qui relève du Département du commerce des États-Unis d'Amérique, Nancy Wallace; le Directeur général du secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement, Kosi Latu; le Président du Groupe mixte d'experts chargé d'étudier les aspects scientifiques de la protection de l'environnement marin, Peter Kershaw; la représentante du Pacific Institute for Climate Solutions, School of Environmental Studies de l'Université de Victoria (Canada), Sybil Seitzinger.

79. Au cours du débat qui a suivi, les intervenants ont répondu aux remarques et questions des représentants de la Belgique, des États fédérés de Micronésie, de Chypre, de la Roumanie, des Maldives, de la Jamaïque, de l'Irlande, des Îles Marshall, de l'Estonie, de l'Italie, du Panama, des Pays-Bas, de l'Union européenne, du Pérou, de la Turquie, de la Chine, de l'Indonésie, de l'Algérie, d'Israël et du Honduras.

80. Les représentants des observateurs suivants ont également participé au débat : la Commission pour la protection du milieu marin de la mer Baltique, l'UNOPS et le PNUE.

81. Les représentants des organisations non gouvernementales suivantes ont participé au débat : Stiftelsen Stockholm International Water Institute, Ocean Cleanup et World Animal Protection.

82. Le Coprésident Luhut Binsar Pandjaitan, Ministre coordonnateur des affaires maritimes de l'Indonésie, a prononcé une déclaration finale. Le Coprésident Vidar Helgesen, Ministre du climat et de l'environnement de la Norvège, a lui aussi prononcé un discours final et déclaré le dialogue sur les partenariats n° 1 clos.

Résumé

83. Ouvrant le débat, M. Pandjaitan a déclaré que la lutte contre la pollution marine, et en particulier les déchets marins, exigeait des interventions à différents niveaux, citant l'expérience de son propre pays, l'Indonésie, à titre d'exemple. Il a expliqué que l'Indonésie avait récemment mis en place une politique océanique nationale ainsi qu'un plan de lutte contre la pollution due aux déchets plastique en mer axé sur cinq éléments clés. Ce plan prévoyait le changement des comportements, la réduction des déversements d'origine terrestre, la réduction des sources d'origine océanique, la diminution de la production et de l'utilisation de plastiques, le renforcement des dispositifs de financement, l'amélioration des réformes politiques et l'application plus stricte des lois. À cet égard, il a souligné qu'un changement des mentalités était nécessaire à l'échelle de la société, notamment grâce à des actions de sensibilisation pour faire évoluer les comportements, afin de lutter contre la pollution par le plastique à long terme. Il a qualifié les déchets plastiques en mer de « catastrophe au ralenti » nécessitant une action à tous les niveaux. Il a cité plusieurs exemples de coopération et de partenariats internationaux de lutte contre la pollution marine.

84. Dans sa déclaration liminaire, M. Helgesen a affirmé que la pollution de l'océan – en particulier les déchets marins et les microplastiques – était un problème qui mettait d'accord tous les pays, étant donné que ses conséquences étaient visibles des îles du Pacifique jusqu'aux confins de l'Arctique. La Norvège avait récemment mis en train un programme de développement visant à lutter contre les déchets marins et les microplastiques, dont le renforcement des capacités dans le domaine de la prévention de la production de déchets et la gestion des déchets étaient des composantes clés. Au niveau national, des activités étaient en cours pour réduire les sources de microplastiques provenant du territoire national, et les mesures de responsabilité élargie des producteurs sur les pêches et les activités d'aquaculture, entre autres sujets, avaient fait l'objet d'une réflexion.

85. L'animateur, Elliott Harris, Sous-Secrétaire général et Chef du Bureau de New York du PNUE, a déclaré que la pollution provenant d'activités humaines avait des conséquences graves sur les lacs, les cours d'eau et l'océan, la majeure partie de la pollution provenant de sources terrestres. La pollution, qui provenait de sources aussi diverses que les huiles de vidange ou les eaux usées non traitées, finissait toujours sa course dans l'océan.

86. La première intervenante, Nancy Wallace, Directrice du Programme de lutte contre les déchets en mer de la National Oceanic and Atmospheric Administration, qui relève du Département du commerce des États-Unis d'Amérique, a expliqué que les déchets marins présentaient des tailles très diverses allant des navires abandonnés aux microplastiques. Cette situation était le résultat de plusieurs facteurs sociaux et économiques et exigeait, du fait de cette complexité, toute une série de solutions. Elle a souligné qu'il était primordial, avant toute chose,

d'empêcher les déchets d'entrer dans l'océan. Le changement des comportements était indispensable, notamment par des projets pédagogiques servant d'inspiration aux prochaines générations pour faire évoluer leur comportement et transmettre leur savoir. Il était essentiel de mettre en place des politiques efficaces. À cet égard, elle a mis en exergue les effets qu'ont certaines mesures comme les taxes sur les sacs plastiques à usage unique. Elle a affirmé que la gestion des déchets offrait une myriade de solutions pour combler les lacunes et que l'infrastructure mise en place à cet effet faisait office de dernier rempart. Cependant, il convenait d'admettre que chaque pays était en présence de difficultés propres auxquelles une solution unique ne pourrait remédier. En conclusion, elle a demandé que davantage de pays adhèrent au Partenariat mondial sur les déchets marins et adoptent des mesures axées sur la prévention.

87. Kosi Latu, Directeur général du secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement, a offert une perspective régionale sur la question de la pollution marine. Il a déclaré que le Pacifique était constitué à 98 % d'océan et que l'ensemble des zones économiques des îles du Pacifique constituait la plus importante zone de pêche au thon au monde, générant annuellement 4 milliards de dollars de recettes. Il a indiqué que, en mars, les dirigeants du Pacifique avaient adopté la stratégie Pour un Pacifique plus propre en 2025 : Stratégie régionale océanienne de gestion des déchets et de lutte contre la pollution (2016-2025), qui visait à lutter contre toutes les formes de pollution, y compris les déchets plastiques en mer. Cette stratégie visait en outre à lutter contre les problèmes de pollution marine hérités du passé, comme la contamination radioactive et les fuites de pétrole provenant d'épaves de la Seconde Guerre mondiale. Il a mis en lumière les résultats d'une étude qui montrait que, dans le Pacifique, la proportion de poissons ingérant des plastiques était bien plus importante que dans d'autres régions, en particulier à proximité d'un gyre où les déchets s'accumulaient. L'intervenant a souligné que si beaucoup d'États de la région avaient mis en place des politiques et des législations, il demeurait difficile de les appliquer et de les faire respecter.

88. Peter Kershaw, Président du Groupe mixte d'experts chargé d'étudier les aspects scientifiques de la protection de l'environnement marin, a défini les microplastiques – soit des fragments de plastique inférieurs à 5 millimètres de diamètre – et établi une différence entre les microplastiques primaires, qui avaient été créés à cette taille, et les microplastiques secondaires, qui étaient des fragments de matières plastiques plus larges qui s'étaient désagrégées au fil du temps. Les microplastiques primaires ajoutés à la composition de cosmétiques et de produits de soins personnels, comme les exfoliants pour le visage ou le dentifrice, pouvaient être aisément éliminés. Les conséquences chimiques possibles des microplastiques suscitaient une vive préoccupation, en particulier pour les produits chimiques ajoutés qui en modifiaient les propriétés, comme les ignifugeants, les stabilisants et les plastifiants, entre autres. Il a expliqué qu'il y avait deux préoccupations principales : la première relative à la sécurité des produits de la mer, des microplastiques ayant été décelés dans des espèces commerciales de poissons, mollusques et crustacés, et la seconde concernant la santé des écosystèmes. Il a insisté sur le fait que plusieurs autres objectifs et cibles de développement durable, par exemple en ce qui concerne la consommation et la production durables, s'appliquaient aussi à la lutte contre la pollution marine. Il a souligné qu'il importait de définir des axes d'intervention et des possibilités de partenariat pour réduire les différentes sources de microplastiques.

89. La dernière intervenante, Sybil Seitzinger, du Pacific Institute for Climate Solutions, School of Environmental Studies de l'Université de Victoria (Canada), s'est penchée sur la question de l'eutrophisation. Elle a expliqué que les nutriments, en particulier l'azote et le phosphore, étaient essentiels dans la mesure où ils

entraient dans la production d'aliments, mais qu'ils étaient utilisés en quantité excessive dans certaines régions et insuffisante dans d'autres. Utilisés en quantité excessive, les nutriments étaient en grande partie charriés par les cours d'eau jusqu'aux systèmes côtiers, ce qui se traduisait par des effets néfastes liés à l'eutrophisation, notamment ce qu'on appelle des zones mortes. Elle a déclaré que les engrais et le fumier étaient, à l'échelle mondiale, les deux premières sources d'azote inorganique transféré aux systèmes côtiers, mais que les retombées atmosphériques et les eaux usées en étaient aussi des sources importantes. Elle a indiqué que les retombées atmosphériques d'azote sur les terres et la haute mer diminueraient à mesure qu'on lutterait contre les changements climatiques et qu'on déploierait des sources d'énergie propre. Elle a noté que la réduction des apports en nutriments avait de nombreuses influences positives sur d'autres objectifs et cibles de développement durable, notamment en ce qui concerne la qualité de l'air, les sources d'eau douce et les changements climatiques. En conclusion, elle a souligné l'importance des partenariats pour adopter des stratégies concertées.

90. Il est ressorti du dialogue que les participants jugeaient nécessaire d'agir d'urgence pour éliminer toutes les formes de pollution marine d'ici à 2025. Les interventions ont abordé les problèmes causés par diverses formes de pollution marine, l'accent ayant été particulièrement mis sur les déchets marins, notamment les microplastiques, et l'eutrophisation. Ont aussi été évoqués les risques que faisaient peser les formes nouvelles et autres de pollution, comme les engins de pêches perdus ou abandonnés, le bruit sous-marin, la pollution causée par les navires, y compris la pollution par les hydrocarbures, les résidus de produits pharmaceutiques, la pollution issue des usines de dessalement, la pollution héritée de naufrages et la contamination radioactive. Il a été souligné que, outre les déchets marins et les microplastiques, ces formes de pollution constituaient des facteurs de stress multiples pour la santé de l'océan. Beaucoup d'intervenants ont reconnu la nature transfrontière complexe du problème de la pollution marine, qui faisait intervenir tout un éventail de facteurs sociaux et économiques profondément ancrés dans les modèles de consommation et de production. Il a en outre été noté que, dans de nombreux cas, la source de pollution pouvait se trouver loin du lieu où ses effets étaient ressentis, y compris à terre. Les problèmes de pollution étaient par ailleurs plus prononcés dans les mers fermées ou semi-fermées.

91. Il est cependant ressorti du dialogue une volonté d'action et de changement. Les intervenants ont présenté des exemples de bonnes pratiques en cours de déploiement et d'engagements volontaires annoncés. Des pays et d'autres parties prenantes ont présenté de nombreux exemples de mesures prises pour lutter contre la pollution marine – les déchets marins et les microplastiques en particulier – et de nombreux pays ont exposé les solutions apportées par les efforts et les plans d'action mis en œuvre au niveau national. Certains intervenants ont aussi présenté des exemples de techniques et de solutions novatrices. Des intervenants ont souligné le besoin de coopération internationale à tous les niveaux, ainsi que de stratégies concertées, intersectorielles et multipartites. Des pays et d'autres parties prenantes ont présenté des exemples des mesures prises pour lutter contre la pollution marine, comme la modernisation des installations de traitement des eaux usées à l'aide de techniques novatrices, l'élaboration de plans d'intervention conjoints pour la lutte contre la pollution marine ou la récupération des déchets en mer. Il a été fait mention de plans d'action et d'activités mis en œuvre au niveau régional, notamment dans la mer Baltique, la mer Noire et la mer Méditerranée. Il a été dit, par exemple, que le Programme pour les mers régionales avait élaboré des plans d'action prévoyant le contrôle et la gestion des déchets marins et d'autres formes de pollution dues au transport maritime et à la pêche. Beaucoup d'intervenants ont aussi noté l'importance des réponses apportées par les pouvoirs publics aux problèmes de la pollution marine et des déchets et microplastiques en mer, citant à

titre d'exemples les écotaxes, ou taxes bleues, les taxes prélevées sur les plastiques ou l'interdiction des plastiques à usage unique et des microbilles utilisées dans les produits de soins personnel et les cosmétiques.

92. De nombreux intervenants ont souligné l'importance de la prévention, soit au moyen du renforcement des capacités et de transferts de technologies dans les domaines de la gestion des déchets, soit par l'éducation et la communication en vue de favoriser le changement des comportements. Le potentiel de l'économie circulaire, ainsi que la réduction, la réutilisation et le recyclage, ont été évoqués. Il convenait de veiller à assurer une bonne gestion des déchets. Par ailleurs, la prévention à la source au moyen d'un ensemble de mesures était généralement considérée comme le moyen le plus efficace de réduire la quantité de déchets en mer. Plusieurs États ont fourni des exemples de mesures prises pour moderniser les stations d'épuration. Il a été souligné que la bonne gestion des déchets était l'une des priorités des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement, bien qu'il soit par ailleurs difficile, pour les pays insulaires, de mettre en place une infrastructure pérenne de gestion des déchets. Les participants ont mis en exergue le fait que les partenariats entre les gouvernements, le secteur privé et la société civile étaient indispensables pour apporter des réponses efficaces au problème de la pollution marine. Il a été mentionné que trois partenariats multipartites – sur la gestion des nutriments, les déchets en mer et les eaux usées – avaient été mis en place pour la réalisation du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres. On a aussi appelé l'attention sur le plan d'action en matière de déchets marins récemment adopté par le Groupe des Vingt (G20).

93. Plusieurs intervenants ont souligné la nécessité de lutter contre les déversements provenant de navires. À titre d'exemple ont été cités les partenariats régionaux public-privé réunissant d'importants acteurs du secteur, notamment des armateurs et des ports, et des organisations non gouvernementales de protection de l'environnement de la région de la mer Baltique. Les efforts visant à diminuer la propagation d'espèces invasives par les eaux de ballast et les mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique des navires ont été mentionnés. Les participants ont évoqué plusieurs engagements volontaires portant sur diverses problématiques, de la lutte contre les déchets marins et les microplastiques et la pollution dans les eaux côtières et les mers régionales à la réduction du bruit sous-marin. La volonté réaffirmée d'agir pour lutter contre la pollution des mers par le plastique et les équipements de pêche abandonnés a été saluée.

94. Certains participants ont insisté sur la nécessité de faire respecter et d'appliquer concrètement les lois, politiques, accords et conventions existants en matière de pollution marine, comme la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires et les conventions et plans d'action concernant les mers régionales. Il a aussi été question de l'évaluation des stratégies et approches internationales et régionales de lutte contre les déchets marins, qui doit être présentée à la troisième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement, qui se tiendra à Nairobi du 4 au 6 décembre 2017, et de la nécessité d'une plus grande détermination de la communauté internationale à lutter contre les déchets en mer. Certaines interventions ont en outre reconnu qu'il était nécessaire d'harmoniser davantage les méthodes et normes de surveillance des déchets en mer et des microplastiques afin de suivre les progrès accomplis dans la réalisation de la cible 14.1.

95. Le dialogue a souligné le fait que les objectifs de développement durable étaient indivisibles et interdépendants. Il a été établi qu'il existait des liens entre la cible 14.1 et beaucoup d'autres objectifs et cibles de développement durable, et que la réalisation de l'objectif n° 14 aurait des effets positifs sur les autres objectifs et

cibles. Les participants ont appelé à renforcer encore la recherche scientifique, la collecte de données et le partage de l'information dans le domaine de la pollution marine afin de pouvoir mieux éclairer la prise de décisions. Les participants ont aussi mis en exergue le besoin de renforcement des capacités, d'appui technique et de mobilisation des ressources, y compris par la coopération Sud-Sud et le transfert de techniques marines.

B. Gestion, protection, conservation et restauration des écosystèmes marins et côtiers (dialogue sur les partenariats n° 2)

96. Dans la matinée du 6 juin, le Coprésident Tommy Esang Remengesau Jr., Président des Palaos, a déclaré le dialogue sur les partenariats n° 2 ouvert et a prononcé un discours liminaire. La Coprésidente Silvia Velo, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'environnement, de la terre et de la mer de l'Italie, a aussi fait une déclaration liminaire.

97. Le dialogue de partenariat était animé par la Secrétaire générale de la Convention de Ramsar, Martha Rojas-Urrego, et les intervenants suivants ont présenté des exposés : l'Administrateur adjoint de l'Administration océanographique nationale de la Chine, Lin Shanqing; la Secrétaire exécutive de la Convention sur la diversité biologique, Cristiana Paşca Palmer; la Directrice mondiale du Groupe des programmes et des politiques de l'Union internationale pour la conservation de la nature, Cyrie Sendashonga; et le Directeur scientifique éminent au Ministère des pêches et des océans du Canada, Jake Rice.

98. Au cours du débat qui a suivi, l'animatrice et les intervenants ont répondu aux observations et aux questions des représentants des pays ci-après : Îles Cook, Samoa, Émirats arabes unis, Suède, Saint-Siège, Tonga, Monaco, Timor-Leste, Grenade, Colombie, France, Seychelles, Philippines, Canada, Togo, Sri Lanka, Népal, Égypte, Brésil et Allemagne.

99. Les représentants des observateurs suivants ont également participé au débat : le secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement, UNESCO, Polynésie française, Communauté du Pacifique, PNUD, et ONUDI.

100. Les représentants des organisations non gouvernementales ci-après ont participé au débat : Union nationale des travailleurs démocrates, Drammeh Institute, Ocean Sanctuary Alliance, Réseau de zones protégées méditerranéennes, Fonds mondial pour la nature, et Partenariats en vue de la gestion de l'environnement des mers d'Asie de l'Est.

101. La Coprésidente Silvia Velo, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'environnement, de la terre et de la mer de l'Italie, a prononcé une déclaration finale. Le Co-président Tommy Esang Remengesau Jr., Président des Palaos, a lui aussi prononcé un discours final et déclaré le dialogue sur les partenariats n° 2 clos.

Résumé

102. Le Président des Palaos a souligné que les activités anthropiques avaient porté préjudice au développement durable de l'océan et qu'il fallait désormais adopter une approche véritablement responsable et durable de la gestion, la protection, la conservation et la restauration des écosystèmes marins et côtiers. Il a insisté sur la nécessité de travailler ensemble pour atteindre le onzième objectif d'Aichi d'ici à 2020, qui vise à établir un réseau écologiquement représentatif et bien relié d'aires protégées gérées efficacement et équitablement couvrant au moins 10 % des zones marines et côtières, y compris les zones qui sont particulièrement importantes pour la diversité biologique et les services fournis par les écosystèmes. Les Palaos

avaient déjà transformé 80 % des zones relevant de leur juridiction nationale (190 milles carrés d'océan) en réserve naturelle marine (zone d'interdiction de pêche et de collecte), les 20 % restants étant réservés aux activités de pêche nationales. Le Président a souligné que, conformément aux connaissances scientifiques actuelles, il fallait aller plus loin et protéger au moins 30 % des zones marines d'ici à 2030, notamment en créant des aires marines protégées en haute mer. Il a noté qu'il convenait de conclure des partenariats multinationaux et multipartites aux fins de cette entreprise complexe et essentielle. Il fallait apporter de l'appui aux populations locales, notamment en prenant des initiatives pour renforcer leurs capacités, en les dotant de ressources suffisantes et en trouvant des mécanismes de financement novateurs et uniques. En conclusion, il a affirmé qu'au-delà de toutes ces raisons, l'océan devait aussi être sauvé pour les générations futures.

103. La Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'environnement, de la terre et de la mer de l'Italie a fait part des mesures prises par son pays pour créer et gérer efficacement des aires marines protégées. L'Italie comptait actuellement 29 aires qui, combinées aux sites marins créés dans le cadre du réseau Natura 2000 de l'Union européenne, aux eaux territoriales du Sanctuaire Pelagos et aux deux nouvelles aires marines protégées en cours de création, couvriraient 20 % des zones marines relevant de sa juridiction. En outre, la Sous-Secrétaire d'État a noté que la superficie couverte par les aires marines protégées avait certes crû à l'échelle mondiale au cours de la décennie écoulée, mais que la répartition géographique de ces dernières était très inégale. Il fallait accélérer la création de zones marines protégées en Afrique, en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Asie du Sud-Est, ainsi que dans les petits États insulaires en développement. Elle a ajouté que l'Italie était résolue à travailler avec des partenaires pour appuyer le renforcement des capacités, la création d'aires marines protégées et le développement d'économies océaniques plus durables.

104. L'animatrice, la Secrétaire générale de la Convention de Ramsar, Martha Rojas-Urrego, a déclaré que la gestion, la conservation et la restauration efficaces des écosystèmes marins et côtiers étaient des conditions préalables à la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable n° 14 et d'autres objectifs prévus au titre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, et qu'elles pouvaient également contribuer aux buts énoncés dans l'Accord de Paris. Elle a noté que les écosystèmes marins étaient essentiels au développement durable, à l'atténuation des changements climatiques (notamment grâce à leur rôle de puits de carbone) et au développement d'une économie océanique durable. Toutefois, ils subissaient des dégâts, parfois irréversibles, à un rythme sans précédent. Par exemple, 90 % des récifs coralliens étaient déjà endommagés et 60 % étaient exposés à une menace imminente. Elle a souligné que, s'ils continuaient de subir autant de dégâts, ces écosystèmes vitaux perdraient vraisemblablement toute valeur fonctionnelle d'ici à 2050. La Secrétaire générale a noté que différents acteurs prenaient déjà de nombreuses mesures, en créant notamment des aires marine protégées et en suivant une approche intégrée et écosystémique. Toutefois, il fallait en faire plus pour atteindre l'objectif 11 d'Aichi prévu au titre de la Convention sur la diversité biologique. Elle a souligné que le Programme 2030 et le dialogue sur les partenariats étaient l'occasion de multiplier les moyens d'action et les mesures concrètes et de les coordonner, notamment grâce à des engagements volontaires.

105. Les intervenants ont débattu des facteurs qui contribuaient positivement à la gestion, la protection, la conservation et la restauration efficaces des écosystèmes marins et côtiers. L'Administrateur adjoint de l'Administration océanographique nationale de la Chine, Lin Shanqing, a exposé les enseignements tirés des activités menées par son pays en matière de protection de l'environnement marin, notamment celles relatives à la gestion d'une centaine d'aires marines protégées et aux

méthodes visant à intégrer la prévention et le contrôle de la pollution d'origine océanique et terrestre. Il a insisté sur l'importance des lois et des règlements relatifs à la protection du milieu marin, de l'amélioration continue de la gestion des ressources marines, des projets de mise en valeur et de restauration et du renforcement des capacités en matière de surveillance en temps réel et à distance. La Chine procédait à l'aménagement de l'espace marin et avait, entre autres, créé un système de paiement au moyen duquel l'État pouvait réglementer l'utilisation des ressources marines. Ainsi, il percevait une redevance équivalente à la valeur des ressources, qu'il utilisait ensuite pour financer les activités de protection et de conservation de l'environnement. S'agissant des ressources, l'Administrateur adjoint a également souligné l'importance de trouver plusieurs sources de financement.

106. La Secrétaire exécutive de la Convention sur la diversité biologique, Cristiana Paşca Palmer, a souligné que l'océan était la source de la vie sur Terre. Les écosystèmes marins offraient des moyens de subsistance et de la nourriture et produisaient de l'oxygène, tout en contribuant à la croissance économique et à l'élimination de la pauvreté. Elle a ajouté que l'appauvrissement de la biodiversité avait souvent de graves conséquences, en particulier pour les populations pauvres, qui dépendaient fortement des services écosystémiques pour vivre et se nourrir. Elle a noté que les écosystèmes et la biodiversité du milieu marin subissaient un ensemble de pressions multiples induites par des activités anthropiques et qu'il était essentiel de faire en sorte que toutes les parties prenantes collaborent et agissent collectivement pour en contrer les effets, d'une nature souvent très complexe et changeante, en vue de mettre un terme à la perte de biodiversité. Il était essentiel de s'attaquer à ces conséquences en poursuivant une approche intégrée et holistique. La Secrétaire exécutive a fait part de la riche expérience acquise lors de la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique, notamment dans le cadre de la création, à l'échelle mondiale, d'aires marines écologiquement et biologiquement importantes et de l'établissement de directives sur les études d'impact sur l'environnement. D'après les estimations du secrétariat de la Convention, l'objectif consistant à conserver, d'ici à 2020, 10 % des zones côtières et marines, y compris celles qui étaient particulièrement importantes pour la diversité biologique et les services fournis par les écosystèmes, était en voie d'être atteint si les engagements pris étaient respectés. M^{me} Paşca Palmer a souligné que les mesures prises devaient se fonder sur la science et a noté que l'Initiative pour des océans durables du secrétariat de la Convention avait été enregistrée comme engagement volontaire.

107. Les intervenants ont ensuite examiné les moyens qui permettraient de garantir la mobilisation des populations locales, de leur assurer de nouveaux moyens de subsistance et de répartir équitablement les avantages tirés des mesures de gestion par zone. La Directrice mondiale du Groupe des programmes et des politiques de l'Union internationale pour la conservation de la nature, Cyrie Sendashonga, a fait part des enseignements tirés à l'occasion des travaux que l'Union internationale a menés avec les populations locales. Elle a souligné que la participation de ces dernières était essentielle. Il faudrait également leur assurer de nouveaux moyens de subsistance et leur donner les moyens de se prendre en charge, notamment en complétant leur connaissance traditionnelle grâce aux connaissances et à la science modernes, en leur apportant un appui financier et en assurant leur participation dans le cadre d'une gouvernance inclusive, afin de donner l'occasion aux partenaires de dialoguer, de collaborer et d'apprendre des autres. Le Président des Palaos, Tommy Esang Remengesau Jr., a abondé dans le même sens, soulignant que les acteurs locaux, notamment les pêcheurs, devaient prendre part à l'élaboration des mesures et des décisions les concernant.

108. Les intervenants ont examiné les façons de mieux mesurer les répercussions et l'efficacité des mesures de gestion par zone et les coûts et les avantages qui en découlaient d'un point de vue social et économique. Le Directeur scientifique éminent au Ministère des pêches et des océans du Canada, Jake Rice, a noté qu'il était difficile, sur le plan technique, de déterminer l'efficacité de ces mesures, l'échantillonnage étant une tâche complexe. Il a souligné que, bien que l'océan était actuellement sous-échantillonné, les connaissances y relatives progressaient et l'héritage scientifique était très riche, notamment grâce à diverses études (par exemple, la première Évaluation mondiale intégrée du milieu marin). Toutefois, il fallait faire davantage d'efforts et tirer davantage parti des connaissances actuelles. En outre, il a noté qu'il importait que les résultats scientifiques soient scrupuleusement examinés par des pairs et formulés de manière intelligible pour les décideurs. S'agissant de l'évaluation des coûts et des avantages, M. Rice a observé que ces deux concepts n'étaient pas universels et étaient sujets à diverses interprétations selon les communautés et les parties intéressées. Il fallait donc dégager un consensus sur la manière de les mesurer pour assurer une surveillance efficace. La viabilité de l'océan était tributaire de l'effort collectif de toute l'humanité. Si l'on n'atteignait pas l'objectif relatif à l'océan, on ne parviendrait pas non plus à remplir les autres objectifs de développement durable.

109. Au cours du débat qui a suivi, des représentants d'États Membres et d'autres parties prenantes ont abordé toute une série de mesures visant à gérer, protéger, conserver et restaurer les écosystèmes marins et côtiers, notamment celles relatives à l'application d'une approche écosystémique, à l'aménagement de l'espace marin et aux aires marines protégées. Les orateurs ont particulièrement insisté sur la nécessité de créer et d'étendre de toute urgence les aires marines protégées. En outre, il est apparu essentiel de gérer et de gouverner ces zones de manière efficace aux échelons national, régional et mondial.

110. Les participants ont souligné la nécessité de prendre toutes les parties intéressées en considération, y compris les populations locales, en vue de gérer et de protéger efficacement les écosystèmes marins et côtiers. Il fallait adopter une approche intégrée de la gestion des écosystèmes marins. Il fallait également donner aux populations les moyens de se prendre en charge grâce aux connaissances actuelles et leur donner voix au chapitre lors de la prise de décisions et de leur évaluation, tout en leur garantissant de nouveaux moyens de subsistance leur permettant d'exploiter les écosystèmes marins de façon durable. Plusieurs orateurs ont affirmé qu'il fallait impérativement renforcer les capacités, notamment au moyen d'études scientifiques, en transférant et partageant les connaissances et en organisant des activités de sensibilisation et de formation. Des orateurs ont évoqué la nécessité de mobiliser des fonds pour garantir la protection des écosystèmes marins et côtiers, à la fois au moyen de mécanismes de financement existants, mais également en trouvant des sources de financement novatrices.

111. Des orateurs ont souligné que la santé des océans était également tributaire de la mise en œuvre de l'Accord de Paris et des objectifs d'Aichi de la Convention sur la diversité biologique. La création de synergies entre ces différents cadres contribuerait à remplir les objectifs de développement durable et à appliquer le Programme 2030 dans son intégralité. La coopération et la solidarité internationales étaient importantes, et les orateurs ont reconnu que l'Organisation des Nations Unies tenait à cet égard un rôle primordial. La plupart des orateurs ont évoqué l'importance de conclure des partenariats multinationaux et multipartites, de l'échelon local jusqu'à l'échelon mondial. La protection des océans pourrait être assurée si toutes les parties travaillaient de concert. Des participants ont évoqué des partenariats existants et ont manifesté le souhait d'en conclure de nouveaux.

112. De nombreux pays ont annoncé qu'ils étendraient leurs aires marines protégées ou en créeraient de nouvelles. Des États Membres et d'autres parties prenantes ont pris d'autres engagements volontaires dans les domaines suivants : économie bleue, amélioration de la surveillance des zones régionales et côtières, gestion efficace des déchets, suppression des sacs de course en plastique et autres articles en plastique, examen des pratiques autochtones et de leur contribution à la protection du milieu marin, activités de renforcement des capacités et projets et initiatives visant à protéger et restaurer les écosystèmes marins et côtiers.

C. Réduction de l'acidification des océans et lutte contre ses effets (dialogue sur les partenariats n° 3)

113. L'après-midi du 6 juin, le Prince Albert II de Monaco, en sa qualité de Coprésident, a déclaré ouvert le dialogue sur les partenariats n° 3 et a fait une déclaration liminaire. Le Coprésident Agostinho Mondlane, Ministre de la mer, des eaux intérieures et de la pêche du Mozambique, a également fait une déclaration liminaire.

114. Le dialogue sur les partenariats a été animé par Petteri Taalas, Secrétaire général de l'OMM, qui a également fait une déclaration, et des exposés ont été présentés par les intervenants suivants : Carol Turley, Responsable scientifique au Plymouth Marine Laboratory (Royaume-Uni); David Osborn, Directeur des Laboratoires de l'environnement de l'AIEA; Rahanna Juman, Directrice adjointe de l'Institut des affaires maritimes de la Trinité-et-Tobago; le cardinal Peter Turkson, préfet du Dicastère pour le service du développement humain intégral du Saint-Siège.

115. Au cours du débat qui a suivi, les intervenants ont répondu aux observations et aux questions des représentants des Tuvalu, de l'Islande, des Palaos, de la Nouvelle-Zélande, du Vanuatu, de la Finlande, de la France, des États-Unis, de l'Argentine, de la Colombie et de la République islamique d'Iran.

116. Les représentants des observateurs suivants ont également participé aux débats : la Banque européenne d'investissement; l'OIM; l'Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles.

117. Les représentants des organisations non gouvernementales suivantes ont eux aussi participé au débat : Zero Vision Tool; Bateau pour la paix; le grand groupe des entreprises et de l'industrie; Centre Scientifique de Monaco; le grand groupe des entreprises et de l'industrie; The Ocean Foundation.

118. Le Coprésident Agostinho Mondlane a fait une déclaration finale. Le Coprésident Albert II de Monaco a également fait une déclaration finale et prononcé la clôture du dialogue sur les partenariats n° 3.

Résumé

119. Dans ses observations préliminaires, le Prince Albert II a signalé que l'acidification des océans, qui avait des conséquences graves sur les écosystèmes marins et côtiers, touchait particulièrement les récifs coralliens, dont 90 % pourraient être menacés d'extinction d'ici à 2030. L'action collective de toutes les parties prenantes et des spécialistes de toutes les disciplines était nécessaire si l'on voulait lutter contre les effets de l'acidification, en particulier par une coopération scientifique à tous les niveaux permettant de mieux cerner le problème. L'adaptation exigeait de travailler avec les populations locales, en tenant compte de leurs besoins et des conséquences socioéconomiques auxquelles elles devaient faire face, afin de concevoir des solutions concrètes susceptibles de renforcer la résilience de leurs

écosystèmes. La création d'aires marines protégées était le moyen le plus efficace de régénérer les zones fragilisées, mais c'était la prévention qui constituait l'enjeu le plus important et le plus complexe. L'acidification était directement liée aux émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, et la réduction de ces émissions devait être considérée comme une priorité mondiale pour que soit atteint l'objectif d'une économie décarbonée. La volonté de mettre en œuvre l'Accord de Paris devait être réaffirmée, et il convenait de lutter contre les changements climatiques de manière globale et intégrée, en mettant l'accent sur des solutions novatrices et efficaces qui pourraient être reproduites.

120. Dans ses observations liminaires, le Coprésident Agostinho Mondlane a souligné que l'acidification des océans était l'une des grandes menaces qui pesaient actuellement sur la biodiversité marine et mis l'accent sur le lien qui existait entre la cible 14.3 des objectifs de développement durable et l'objectif n° 13. Il a cité l'exemple du Mozambique, dont plus de 70 % des villes étaient situées sur le littoral. La pêche était importante pour ces populations, qui dépendaient presque exclusivement des ressources marines et côtières pour leur subsistance. Les répercussions que l'acidification accrue des océans avait sur les ressources marines pouvaient mettre en péril la survie même du peuple mozambicain. M. Mondlane a fait part de la détermination de son gouvernement à assurer d'autres moyens de subsistance aux populations côtières, notamment au moyen d'un plan d'action national pour l'aquaculture. Toutefois, le succès de cette stratégie dépendait de la santé des océans.

121. Dans ses observations liminaires, Petteri Taalas, animateur du dialogue et Secrétaire général de l'OMM, a souligné que l'acidification des océans était un problème mondial qui représentait une menace pour les organismes, les écosystèmes, les ressources et les services marins et pouvait avoir de lourdes conséquences écologiques et socioéconomiques. Il a signalé que cette acidification était provoquée par l'absorption, par les océans, du quart des émissions atmosphériques de dioxyde de carbone dues aux activités humaines. Pour atténuer l'acidification des océans à long terme, il fallait donc réduire les émissions de dioxyde de carbone dans l'atmosphère. À cet égard, il a rappelé que les efforts visant à atténuer les changements climatiques, notamment par la ratification et la mise en œuvre effective de l'Accord de Paris, seraient déterminants. Il a précisé qu'il fallait surveiller, étudier et combattre l'acidification des océans et les changements climatiques de manière intégrée. Il a également rappelé que l'adaptation était cruciale car, même si l'Accord de Paris était pleinement mis en œuvre, la tendance à la hausse de l'acidification des océans ne se stabiliserait que dans les années 2060.

122. M^{me} Turley a signalé que l'acidification des océans était un problème mondial aux répercussions locales. Ses effets sur les grandes composantes du réseau trophique étaient déjà visibles, de même que son incidence sur la calcification des récifs coralliens, laquelle avait pour effet d'entraver leur croissance. En outre, des répercussions économiques, dont l'ampleur n'était pas encore déterminée avec précision, se faisaient sentir dans certaines régions et exigeaient des mesures de surveillance et d'adaptation coûteuses. Les océans étaient les premières victimes des effets cumulés de facteurs de stress multiples et concomitants, mais ces effets étaient encore mal compris. M^{me} Turley a mis l'accent sur plusieurs options de développement durable axées sur l'atténuation, la protection, la restauration et l'adaptation. À cet égard, la collaboration internationale, le renforcement des capacités et le financement jouaient un rôle essentiel.

123. M. Osborn a insisté sur le fait que l'acidification des océans était un phénomène complexe qui ne pouvait être étudié qu'au moyen d'outils de précision. Il a cité l'exemple des chercheurs des Laboratoire de l'environnement de l'AIEA à

Monaco, qui utilisaient des isotopes pour étudier les répercussions de l'acidification des océans sur les organismes marins (en mesurant la calcification au moyen de l'isotope ^{45}Ca et des isotopes du bore pour évaluer la variation du pH). Il a signalé que le projet de coopération technique interrégionale de l'AIEA avec l'Afrique, la région Asie-Pacifique et l'Amérique latine, qui mettait l'accent sur la surveillance et avait pour objectif une intégration au réseau mondial d'observation de l'acidification des océans, avait également contribué à renforcer les capacités d'observation en la matière. Il a récapitulé certaines des conclusions formulées par les scientifiques, qui montraient notamment que, si les changements n'étaient pas linéaires, la tendance générale était très préoccupante et les récifs coralliens particulièrement vulnérables, du fait en particulier de l'existence de facteurs de stress supplémentaires tels que le réchauffement des océans et la pollution.

124. M^{me} Juman a souligné que les petits États insulaires en développement, à l'exception d'un pays producteur de pétrole, étaient responsables de moins de 1 % des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale, mais que leur taille, leur géographie et leur relatif éloignement les rendaient particulièrement vulnérables aux effets des changements climatiques. Ces États étaient fortement tributaires des ressources naturelles telles que les récifs coralliens pour leur sécurité alimentaire et la protection de leur littoral. L'acidification des océans menaçait ces écosystèmes et le biote marin, ce qui avait des répercussions sur la pêche. En conséquence, la capacité des organismes marins calcifiants, tels que les coraux, de produire du carbonate de calcium pourrait diminuer, de même que le taux de production de cette substance, tandis que le taux de bio-érosion et de dissolution du carbonate de calcium pourrait augmenter, entraînant le passage d'une accrétion nette à une érosion nette. M^{me} Juman a rappelé les capacités limitées dont disposaient les petits États insulaires en développement pour surveiller et étudier les effets de l'acidification des océans et signalé les lacunes de l'enseignement public et des activités de sensibilisation en la matière.

125. Le cardinal Turkson a souligné que les océans et les mers revêtaient une importance vitale pour la vie sur terre et qu'il était de la responsabilité de tous – et dans l'intérêt de chacun – d'assurer leur santé et leur viabilité. Il a souligné qu'il incombait à nos sociétés de remédier aux effets négatifs de l'activité humaine sur les ressources marines et de renforcer la conservation et l'utilisation durable des océans à long terme, ajoutant que les considérations éthiques devaient être prises en compte dans l'analyse scientifique des questions environnementales. Les initiatives et projets visant à promouvoir la santé des océans et des mers devaient être concrets et participatifs afin d'encourager les citoyens, au moyen d'activités éducatives, à contribuer à cette tâche commune. Il a signalé que la lettre encyclique *Laudato si'* du pape François devait être considérée comme un signal d'alarme rappelant à chacun la nécessité de devenir un administrateur responsable et de prendre soin non seulement de la terre et de l'atmosphère, mais aussi des océans. Le pape avait ainsi engagé tous les acteurs à modifier les modes de consommation et les styles de vie qui avaient entraîné la dégradation des océans.

126. Plusieurs États Membres et d'autres parties prenantes ont pris part au dialogue. Les participants ont souligné que l'acidification des océans était un problème mondial qui avait de graves répercussions sur les espèces et les écosystèmes marins ainsi que sur les moyens de subsistance et les industries tributaires de la santé des océans. Ils ont signalé que les effets de l'acidification venaient s'ajouter à d'autres facteurs de stress, tels que le réchauffement de la surface des océans, la raréfaction de l'oxygène et la hausse du niveau des mers, dont la gravité était directement proportionnelle à l'augmentation des émissions de carbone. Les effets conjugués de ces facteurs de stress étaient mal compris, mais des répercussions considérables sur les écosystèmes marins étaient à craindre.

127. Les participants ont déclaré que l'acidification des océans menaçait l'existence même des États insulaires, dont la culture et l'économie reposaient pour une large part sur l'exploitation durable des pêches. Les répercussions socioéconomiques de l'acidification des océans seraient particulièrement graves pour les petits États insulaires en développement et d'autres populations côtières dont l'alimentation, les moyens de subsistance, la culture et la protection des côtes dépendaient de la santé des écosystèmes marins, tels que les récifs coralliens. Nombre de ces communautés étaient très vulnérables et avaient plus de difficultés à s'adapter. Les participants ont insisté sur la nécessité urgente de renforcer la résilience des écosystèmes afin d'accroître leur capacité d'adaptation et de faire en sorte qu'ils continuent de fournir des biens et services vitaux.

128. Les orateurs ont souligné que la société devait s'attacher prioritairement à réduire les émissions de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, conformément à l'objectif énoncé dans l'Accord de Paris visant à limiter l'élévation des températures à 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels. Plusieurs participants ont fait valoir qu'il était de la responsabilité de chacun de combattre l'acidification des océans en réduisant considérablement la production de dioxyde de carbone. Ils ont demandé à tous les États de ratifier l'Accord de Paris et de réduire de toute urgence leur dépendance à l'égard des combustibles fossiles.

129. Les participants ont déclaré que les répercussions des changements climatiques sur les océans entraînaient également des déplacements de population. Depuis 2008, des changements climatiques marqués ou des catastrophes naturelles avaient fait quelque 22,5 millions de déplacés par an. La plupart d'entre eux provenaient de zones littorales océaniques.

130. En outre, plusieurs États avaient manifesté leur volonté de construire des économies à faible émission de carbone pour lutter contre les changements climatiques et l'acidification des océans, soulignant que les stratégies climatiques devaient comporter des mesures de politique générale concrètes permettant d'atténuer directement l'acidification. Les États et d'autres parties prenantes ont insisté sur l'importance des partenariats public-privé, en particulier pour la réduction des émissions de carbone des transports maritimes. La nécessité de renforcer le lien entre science et politiques a également été soulignée.

131. Les participants ont signalé que la mise en œuvre de l'Accord de Paris ne permettrait pas une stabilisation immédiate du niveau d'acidité des océans. Par conséquent, l'adaptation, la restauration et la protection des écosystèmes marins étaient indispensables si l'on voulait lutter contre l'acidification. Cela impliquait notamment de supprimer les sources d'émission de dioxyde de carbone et les facteurs de stress au niveau local, tels que les polluants et les pratiques de pêche non viables, de restaurer les écosystèmes dégradés, d'améliorer la santé des écosystèmes pour protéger les côtes et l'infrastructure, de créer des aires marines protégées et d'utiliser des espèces plus résilientes dans le cadre de l'aquaculture. À cet égard, les participants ont souligné qu'il fallait travailler avec les populations locales pour comprendre leurs besoins et élaborer des solutions concrètes.

132. Ils ont signalé que la collaboration scientifique internationale pourrait permettre d'aider les pays, en particulier les petits États insulaires en développement et d'autres populations côtières vulnérables, à planifier à l'avance les changements provoqués par l'acidification des océans. Pour ce faire, il fallait pouvoir mesurer l'acidification des océans et ses effets aux niveaux local et régional. De nombreux participants se sont engagés à continuer de contribuer aux activités mondiales d'observation et de surveillance de l'acidification des océans et ont réaffirmé que la coopération internationale était indispensable si l'on voulait lutter contre ce phénomène. Plusieurs participants ont cité des exemples de réseaux

d'observation établis à l'échelle locale, régionale et mondiale. Certains ont souligné qu'il était urgent de mener des études permettant d'évaluer l'acidification des océans et ses effets sur les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés, en particulier les États composés d'atolls. D'autres ont fait valoir qu'il fallait mener des évaluations des risques exhaustives afin de trouver des solutions pour l'avenir.

133. Les participants ont également souligné que le renforcement des capacités et la formation scientifiques pouvaient contribuer à remédier à l'acidification des océans. Il a été fait mention, en particulier, de programmes éducatifs portant sur la protection des océans et la réalisation des objectifs de développement durable; de réunions d'experts visant à dégager des solutions en matière d'atténuation et d'adaptation; d'ateliers internationaux permettant d'examiner l'acidification des océans dans le contexte du développement durable des petits États insulaires en développement; de programmes visant à former des scientifiques pour qu'ils puissent mener des activités sur le terrain et des travaux de laboratoire permettant de détecter les changements des caractéristiques chimiques des océans; de la fourniture d'un appui aux zones où l'acidification des océans ne faisait pas l'objet d'une observation active; de programmes de recherche visant à ce que les scientifiques se mobilisent en faveur de la lutte contre l'acidification des océans.

134. Les participants ont souligné que des ressources financières étaient nécessaires si l'on voulait faciliter l'adaptation des sociétés et le développement durable des îles et des populations côtières vulnérables. À cet égard, il a été signalé que les nouveaux prêts octroyés par des banques multilatérales de développement pourraient contribuer sensiblement à l'atténuation des changements climatiques, et que la mise au point de techniques de financement à l'appui du développement durable, telles que l'émission d'obligations vertes complétées par des obligations bleues, pourrait permettre de mobiliser de nouvelles ressources publiques et privées en faveur de la lutte contre l'acidification des océans.

135. Le dialogue a mis en lumière les engagements volontaires pris par plusieurs gouvernements, des représentants de la communauté scientifique, du secteur privé et des institutions financières internationales ainsi que d'autres parties prenantes. Parmi ces engagements, qui visaient à renforcer les partenariats existants et à combler les lacunes dans les domaines où les besoins étaient les plus importants, figuraient notamment l'amélioration des connaissances scientifiques relatives à l'acidification des océans, à ses répercussions sur les espèces et écosystèmes marins et à ses effets conjugués à ceux du réchauffement des océans, de la raréfaction de l'oxygène, de la pollution et d'autres facteurs de stress; l'amélioration des connaissances relatives aux effets socioéconomiques de l'acidification des océans; l'adoption de mesures d'atténuation, d'adaptation, de protection et de restauration.

D. Pérennisation des pêches (dialogue sur les partenariats n° 4)

136. Le matin du 7 juin, Dominic LeBlanc, Ministre des pêches, des océans et de la Garde côtière du Canada, a, en sa qualité de Coprésident, déclaré le dialogue sur les partenariats n° 4 ouvert et fait une déclaration liminaire. Oumar Guèye, Ministre de la pêche et de l'économie maritime du Sénégal, a aussi fait une déclaration liminaire en tant que Coprésident.

137. Le dialogue sur les partenariats était animé par le Directeur du projet de lutte contre la pêche illégale du Pew Environment Group, Anthony Long, qui a aussi prononcé une déclaration, et les intervenants suivants ont prononcé des exposés : le Sous-Directeur général du Département des pêches et de l'aquaculture de la FAO, Árni Mathiesen; la Directrice du Département des pêches mondiales et de

l'aquaculture du Monterey Bay Aquarium, Jennifer Dianto Kemmerly; le Directeur général adjoint de l'OMC, Karl Brauner; le Directeur exécutif du secrétariat du Mécanisme régional de gestion de pêches des Caraïbes, Milton Haughton.

138. Au cours du débat qui a suivi, l'animateur et les intervenants ont répondu aux remarques et questions des représentants du Vanuatu, des Tuvalu, de la Norvège, de la Thaïlande, de la République de Corée, de Saint-Kitts-et-Nevis, du Gabon, de l'Islande, des Îles Marshall, de l'Espagne, de la Suède, de l'Indonésie et du Chili.

139. Les représentants des observateurs suivants ont également participé au débat : l'Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique, les Îles Vierges britanniques, l'OIT, INTERPOL, le Groupe de la Banque mondiale, la CNUCED, le Conseil international pour l'exploration de la mer, le secrétariat de la Convention sur la diversité biologique et la Commission économique pour l'Europe.

140. Les représentants des organisations non gouvernementales suivantes ont participé au débat : la Société suédoise pour la conservation de la nature, Friends of Marine Life, le Marine Stewardship Council, Comunidad y Biodiversidad A.C. et le grand groupe des entreprises et de l'industrie.

141. Le Coprésident Oumar Guèye, Ministre de la pêche et de l'économie maritime du Sénégal, a prononcé une déclaration finale. Le Coprésident Dominic LeBlanc, Ministre de la pêche, des océans et de la Garde côtière du Canada, a lui aussi prononcé un discours final et déclaré le dialogue sur les partenariats n° 4 clos.

Résumé

142. Dans son discours liminaire, le Ministre LeBlanc a rappelé que la réalisation d'un grand nombre d'objectifs de développement durable, y compris l'objectif 14, reposait en grande partie sur la pérennisation des pêches. Il a déclaré que les enjeux auxquels faisaient face le secteur des pêches étaient bien connus et qu'il était urgent et absolument nécessaire d'agir de façon concertée pour remédier à des problèmes tels que la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et les subventions préjudiciables favorisant la surpêche. L'OMC était le forum privilégié pour établir des règles concrètes ayant force exécutoire en matière de subventions à la pêche. On ne pouvait remédier efficacement au problème des subventions préjudiciables que par un engagement à l'action collective. Le Ministre LeBlanc a déclaré que les aires marines protégées étaient des outils essentiels de la gestion durable des pêches. En protégeant des aires marines revêtant une importance écologique, on favorisait la viabilité des industries, des économies locales et des populations côtières. Le Canada avait pris l'engagement historique de conserver 5 % de ses eaux d'ici la fin de 2017 afin de démontrer sa volonté d'atteindre les 10 % d'ici à 2020. Le pays avait aussi mis en place des critères scientifiques qui serviraient à l'élaboration de nouvelles mesures de gestion par zone afin de gérer et conserver au mieux les pêches.

143. Le Ministre Guèye a confirmé que le Sénégal portait un vif intérêt aux pêches durables. Il a mis en lumière deux problèmes que son pays et l'Union africaine considéraient comme majeurs : la surexploitation des stocks halieutiques et la pêche illicite, non déclarée et non réglementée. Dans l'optique de garantir la viabilité des pêches, il a proposé les mesures suivantes: a) application intégrale de tous les instruments internationaux relatifs aux pêches, ce qui impliquait le respect des obligations incombant aux États du pavillon; b) coopération entre les États, en particulier pour l'établissement d'une base de données exhaustive des navires de pêche et d'une liste d'exclusion des navires se livrant à la pêche illicite, non déclarée ou non réglementée et c) établissement d'une liste exhaustive des navires de pêche, navires de transport frigorifique et navires de ravitaillement, auxquels serait attribué un numéro d'identification unique.

144. M. Mathiesen a déclaré que les pays développés réduisaient leurs activités de pêche dans leurs eaux et que la situation des stocks s'était améliorée, quoique des efforts supplémentaires soient encore nécessaires dans certains secteurs. Cependant, la pêche s'intensifiait dans les pays du Sud, où une grande partie des stocks avaient reculé. Parallèlement, la production de l'aquaculture avait connu un essor qui avait permis de pallier les manques et conduit à une augmentation de la consommation de poisson. M. Mathiesen a évoqué trois enjeux importants pour les pêches : a) la pêche illicite, non déclarée et non réglementée; b) la complexité de la gestion des stocks partagés, des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs en haute mer et dans les eaux côtières et c) l'amélioration de l'état des ressources halieutiques pêchées par les populations côtières des pays en développement, notamment des petits États insulaires en développement. Les petits pêcheurs, qui représentaient plus de 90 % de l'effectif mondial du secteur de la pêche, étaient particulièrement touchés. M. Mathiesen a indiqué que plusieurs causes étaient à l'origine de ces problèmes : a) la surpêche, localement et dans les eaux éloignées; b) les subventions préjudiciables, estimées à 35 milliards de dollars dans le monde, dont 20 milliards étaient considérés comme des subventions renforçant les capacités contribuant directement à la surpêche; c) la dynamique des populations, notamment l'accroissement démographique, la pauvreté et les conditions socioéconomiques, les migrations économiques et les migrations forcées et d) les changements climatiques et l'intensification des phénomènes climatiques. Il était possible de remédier à ces difficultés en améliorant la gestion scientifique aux niveaux local, national et régional tout en associant de nombreuses parties prenantes et en mobilisant un appui solide de la communauté internationale au moyen d'instruments tant contraignants que non contraignants, tels que l'Accord de la FAO relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, le programme de documentation des prises et le Fichier mondial des navires de pêche, des navires de transport frigorifique et des navires de ravitaillement. Si le modèle de gestion régionale prévu par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et l'Accord sur les stocks de poissons de 1995 venait, grâce aux organisations régionales de gestion des pêches, à obtenir l'appui politique, scientifique et financier nécessaire, son fonctionnement s'en trouverait amélioré.

145. M^{me} Kemmerly a mis en avant le rôle essentiel que pourraient jouer les initiatives d'écocertification et d'écoétiquetage pour favoriser l'exploitation durable des produits de la mer. Elle a présenté un système de classification par couleur permettant d'évaluer la performance des pêches et de l'aquaculture durables, l'objectif étant d'encourager les producteurs à emprunter la voie de la viabilité. Elle a par ailleurs évoqué l'utilisation d'un programme d'écocertification, défini par la Global Sustainable Seafood Initiative (initiative mondiale en faveur de l'exploitation durable des produits de la mer). Les renseignements collectés dans le cadre de cette initiative ont été communiqués à plus de 56 millions de consommateurs dans le monde, ce qui a conduit un grand nombre d'entreprises à privilégier certains producteurs pour leur approvisionnement en produits de la mer. Ainsi avaient-ils, par l'intermédiaire d'incitations commerciales, une influence sur les pêches durables. Les organisations non gouvernementales étaient d'accord avec les Nations Unies et la FAO en ce qui concernait la définition et l'importance de la viabilité. M^{me} Kemmerly a noté que les pêches et l'aquaculture : a) devaient être légales et reposer sur une gestion s'appuyant sur des données scientifiques; b) nécessitaient des données transparentes et traçables et c) devaient être écologiquement et socialement responsables. Il était difficile de réunir ces critères dans la mesure où l'élaboration des politiques, leur application, la répression des infractions et le renforcement des capacités prenaient du temps. Elle a cité des exemples et des modèles tirés de la pêche au thon et à la crevette et conclu par un

appel et un encouragement à instaurer des partenariats plus forts entre les organisations non gouvernementales, le secteur privé et les gouvernements.

146. M. Brauner a parlé des négociations en cours à l'OMC au sujet des nouvelles disciplines de l'organisation concernant les subventions à la pêche, qui sont expressément mentionnées dans la cible 14.6 des objectifs de développement durable. Il a expliqué les négociations de l'OMC relatives aux subventions à la pêche n'avaient pas encore abouti pour deux raisons : a) la complexité technique du sujet et b) son caractère extrêmement sensible, politiquement et économiquement, pour un grand nombre de pays tant développés qu'en développement, où le secteur de la pêche représentait une source indispensable – parfois même unique – de moyens de subsistance et d'emploi. M. Brauner a fait savoir que certains points importants suscitaient une adhésion croissante, les principaux étant l'interdiction des subventions contribuant à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et l'interdiction des subventions portant préjudice aux stocks déjà surexploités.

147. L'intervention de M. Haughton s'intéressait à la pérennisation des pêches et à l'action en faveur de la santé des écosystèmes marins du point de vue des petits États insulaires en développement des Caraïbes, l'accent étant mis sur la gouvernance et les accords de partenariat. Il a appelé l'attention sur l'étendue de la coopération et des partenariats qui existaient parmi les pays de la Communauté des Caraïbes, notamment la collaboration avec des associations de pêcheurs, des établissements universitaires, des organisations non gouvernementales et des partenaires de développement, ainsi qu'entre les organes régionaux des pêches des Caraïbes. Il était nécessaire de mettre en place des plans de gestion intégrée et fondée sur des données scientifiques, qui s'appuieraient sur un engagement multidisciplinaire et multipartite et adopteraient une approche écosystémique tenant compte du principe de précaution. L'appui de toutes les parties concernées, y compris les populations locales, le secteur privé, les associations de défense de l'environnement et les établissements universitaires, était aussi nécessaire. Il était indispensable que les petits États insulaires en développement prennent des engagements et établissent des liens durables avec des partenaires et donateurs internationaux afin de relever les nombreux défis de la pérennisation des pêches.

148. Au cours du débat, les participants ont examiné un grand nombre de problématiques, où il était question de réglementer efficacement les captures et de mettre fin à la surpêche, à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et aux pratiques de pêche destructrices, de mettre en place des plans de gestion fondée sur des données scientifiques, ainsi que d'interdire certaines formes de subventions à la pêche contribuant à la surcapacité et la surpêche, de mettre un terme aux subventions contribuant à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et de s'abstenir de mettre en place des subventions de ce type.

149. La contribution des pêches et de l'aquaculture à la sécurité alimentaire et à la nutrition a été largement reconnue. Il a en outre été noté que la pêche jouait un rôle notable dans la vie et les moyens d'existence des populations côtières, en particulier dans les petits États insulaires en développement. Les liens entre la viabilité des pêches et certaines questions connexes, comme la biodiversité marine, la pollution marine et les effets néfastes des changements climatiques et de l'acidification des océans, ont aussi été mis en exergue. À cet égard, il a été souligné que l'exploitation durable des pêches contribuerait à la réalisation d'autres objectifs de développement durables liés à l'océan.

150. Il a été affirmé que, pour pérenniser les pêches, il importait de faire appliquer plus systématiquement les instruments juridiques et politiques. À cet égard, le cadre juridique international existant, à savoir la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, complétée par l'Accord sur les stocks de poissons de 1995, l'Accord

de la FAO relatif aux mesures du ressort de l'État du port et d'autres instruments tant contraignants que non contraignants, a été mis en exergue. S'il était effectivement appliqué, le cadre existant permettrait de garantir la viabilité des stocks de poissons. Les mesures particulières suivantes ont été suggérées pour renforcer l'application : le renforcement des capacités, les mesures législatives et les mesures délibérées des pouvoirs publics au niveau national, les activités de suivi, de contrôle et de surveillance, la coopération internationale, notamment au niveau régional grâce aux organisations régionales de gestion des pêches, et les partenariats mondiaux. A également été soulignée la nécessité d'une meilleure réglementation de la pêche hauturière.

151. Pour lutter contre la surpêche, la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et les pratiques de pêche destructrices, plusieurs suggestions ont été faites, concernant notamment : les approches de gestion intégrées et axées sur les écosystèmes, l'emploi de mesures et d'outils divers de conservation et de gestion, comme les outils de gestion par secteur et la gestion par zone, les mesures liées aux dispositifs artificiels de concentration de poissons et l'application du système de contingentement des jours de pêche, un suivi et une surveillance efficaces, la protection de certaines espèces, comme les requins et les raies, et le suivi des activités de transbordement, y compris en haute mer. À cet égard, il a été souligné que l'adhésion à l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port était importante. Il convenait en outre de se pencher sur la question de la pêche de loisir. Certains participants ont indiqué qu'il était possible d'assurer la viabilité des pêches en généralisant la gestion fondée sur des données scientifiques tout en mettant en place des mesures d'application efficaces, et ont donné des exemples de ce qui se faisait dans leur pays. Le potentiel de la technologie pour améliorer le suivi, le contrôle et la surveillance visant à lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée a été mis en avant.

152. S'agissant de la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, la question des délits commis dans le cadre des activités de pêche a été prise en considération. À cet égard, il a été suggéré de reconnaître les liens entre la pêche illicite et non réglementée et la criminalité transnationale organisée et de s'attaquer au problème du travail forcé et de la traite de pêcheurs.

153. En outre, l'importance de la gestion fondée sur des données scientifiques a été soulignée. Pour la mettre en place, il a été proposé d'intensifier la recherche, notamment la recherche scientifique marine, d'échanger les données sur les prises et d'autres informations, de garantir la traçabilité des produits de la mer, au moyen notamment de programmes de certification, et de généraliser la gestion des risques de catastrophe et réaliser des évaluations intégrées. Il a été jugé crucial de développer la connaissance scientifique des incidences des changements climatiques et de l'acidification des océans sur les stocks de poissons pour mettre au point des plans de gestion. Le rôle positif joué par des mesures commerciales telles que l'écoétiquetage et l'écocertification pour accélérer la viabilisation des pêches a été mis en relief.

154. L'importance d'une plus grande participation des parties prenantes, notamment par la formation des pêcheurs et le dialogue avec ceux-ci, ainsi que de l'engagement des communautés autochtones, a été mise en avant. Les solutions suivantes ont aussi été proposées : renforcement des capacités et assistance technique et mise en place d'incitations, par exemple les primes à la viabilité des pêches. Cependant, l'attention a également été appelée sur la nécessité de renforcer l'autosuffisance et de ne pas perpétuer la dépendance aux donateurs.

155. De nombreux participants se sont dits inquiets de ce que les subventions à la pêche contribuaient à la surpêche et à la surcapacité et ont appelé à redoubler

d'efforts pour mettre en place les disciplines de l'OMC relatives à la pêche. Le communiqué conjoint de la CNUCED, de la FAO et du PNUE sur les subventions à la pêche a également été mentionné à cet égard. Il a été suggéré que l'imposition d'une écotaxe pouvait remplacer les subventions.

156. Certains participants ont évoqué la nécessité de se pencher sur les problématiques de la pêche commerciale artisanale et ont appelé à l'application des Directives d'application volontaire visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté. Il a été indiqué que, dans le cas de la pêche artisanale à petite échelle, l'attention devait se porter sur les pêcheurs eux-mêmes et leurs moyens de subsistance. Il a été relevé que la pêche commerciale artisanale était généralement considérée comme plus durable mais qu'elle pâtissait de plus en plus des activités de la pêche industrielle, notamment la pêche en eaux lointaines, ainsi que des pratiques de pêche destructives.

E. Augmentation des retombées économiques pour les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés et accès aux ressources marines et aux marchés pour les petits pêcheurs (dialogue sur les partenariats n° 5)

157. L'après-midi du 7 juin, le Coprésident Keith Mitchell, Premier Ministre de la Grenade, a déclaré ouvert le dialogue sur les partenariats n° 5 et a fait une déclaration liminaire. Le Coprésident Marko Pomerants, Ministre de l'environnement de l'Estonie, a également fait une déclaration liminaire.

158. Le dialogue sur les partenariats a été animé par Meg Taylor, Commissaire pour l'océan Pacifique, qui a également fait une déclaration, et des exposés ont été présentés par les intervenants suivants : Mohamed Shainee, Ministre de la pêche et de l'agriculture des Maldives; Fekitamoeloa Katoa 'Utoikamanu, Haut-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement; Laura Tuck, Vice-Présidente pour le développement durable au Groupe de la Banque mondiale; Mitchell Lay, Coordonnateur du Réseau caribéen des organisations de pêcheurs.

159. Au cours du débat qui a suivi, l'animatrice et les intervenants ont répondu aux observations et aux questions des représentants de Nauru, des Seychelles, de l'Australie, des Îles Salomon, de Sainte-Lucie, de la Nouvelle-Zélande, de Madagascar, du Danemark, de Kiribati, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, de l'Inde et de la Trinité-et-Tobago.

160. Les représentants des observateurs suivants ont également participé au débat : l'OCDE; l'Agence internationale pour les énergies renouvelables; le Secrétariat du Commonwealth; la FAO; la Commission baleinière internationale; la Polynésie française; l'Autorité internationale des fonds marins.

161. Les représentants des organisations non gouvernementales suivantes ont eux aussi participé au débat : RARE, Association consortium pour les aires et territoires du patrimoine autochtone et communautaire; Conservation International Foundation; Coastal Oceans Research and Development - Indian Ocean (CORDIO) East Africa; Nature Conservancy; Pacific Islands Association of Non-governmental Organizations.

162. Le Coprésident Marko Pomerants a fait une déclaration finale. Le Coprésident Keith Mitchell a également fait une déclaration finale et prononcé la clôture du dialogue sur les partenariats n° 5.

Résumé

163. M. Mitchell, Premier Ministre de la Grenade, a déclaré que les petits États insulaires en développement étaient déterminés à garantir des moyens de subsistance durables à leurs populations et à protéger le milieu marin. Il a souligné combien il importait de tirer parti des technologies, des compétences locales, de l'innovation, des connaissances scientifiques et de l'esprit d'entreprise pour élaborer un nouveau modèle économique fondé sur le concept d'économie bleue. La Grenade collaborait avec ses partenaires en vue de créer un « institut de l'innovation bleue », pôle d'innovation qui aiderait le pays et d'autres petits États insulaires en développement à mettre à profit leurs liens avec les océans et leur petite taille.

164. Dans ses observations préliminaires, M. Pomerants, Ministre de l'environnement de l'Estonie, a souligné qu'il importait d'adopter une approche intégrée du développement – dont la meilleure illustration était le concept d'économie bleue –, d'améliorer l'accès aux ressources des populations locales et d'accroître leur autonomisation, ainsi que d'accorder une attention particulière aux besoins des pays vulnérables. L'Estonie, qui possédait l'une des zones littorales les plus longues par habitant ainsi que 2 300 îles environ, était déterminée à promouvoir le développement durable de ses ressources marines et considérait la coopération régionale comme indispensable à la réalisation de cet objectif. L'Estonie s'était également déclarée prête à intensifier ses efforts en matière de coopération internationale avec les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés, notamment en mettant en commun les progrès accomplis en matière de cybergouvernement, lesquels pourraient s'avérer très avantageux dans le domaine de la pêche.

165. Meg Taylor, animatrice du dialogue et Commissaire pour l'océan Pacifique, a déclaré qu'en tant que représentante des petits États insulaires en développement du Pacifique, qui sont les gardiens du Grand Océan, elle mesurait l'importance primordiale des ressources marines en général et de la pêche côtière en particulier. La gestion de proximité était essentielle, de même que les politiques visant à protéger les droits fonciers des petits pêcheurs. La région s'attachait à promouvoir des politiques tendant à faire en sorte que les petits États insulaires en développement bénéficient des retombées économiques de la gestion durable des ressources marines. L'objectif de développement durable n° 14 ne pourrait être réalisé que si un certain nombre d'autres objectifs l'étaient également.

166. Mohamed Shainee, Ministre de la pêche et de l'agriculture des Maldives, a rappelé les difficultés auxquelles étaient confrontés les petits États insulaires en développement et les vulnérabilités qui étaient les leurs, signalant néanmoins que nombre de ces États s'étaient engagés à adopter un modèle de développement mettant l'accent sur l'augmentation des retombées économiques pour les populations locales tout en préservant les ressources naturelles. À titre d'exemple, l'industrie du tourisme des Maldives, qui représentait actuellement 28 % du produit intérieur brut du pays, se développait tout en assurant la protection et la préservation de l'environnement et en tirant parti des ressources naturelles du pays (notamment en abandonnant progressivement la pratique de la pêche au requin au profit de la création d'un sanctuaire). Un travailleur maldivien sur cinq était un petit pêcheur dont les prises répondaient aux critères de traçabilité, et ces pratiques durables permettaient d'augmenter les prix. Dans le domaine de la pêche, le pays mettait davantage l'accent sur la qualité que sur la quantité.

167. Fekitamoeloa Katoa 'Utoikamanu, Haut-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, a fait remarquer que nombre des pays les moins avancés qui avaient été admis au retrait de cette catégorie étaient des petits États insulaires en

développement. Le Secrétaire général adjoint a souligné l'importance du transfert de techniques marines viables aux communautés de pêcheurs des petits États insulaires en développement et des pays les moins avancés, dont la vulnérabilité avait été exacerbée par les changements climatiques. Le tourisme, qui avait joué un rôle décisif dans la récente admission de petits États insulaires en développement au retrait de la liste, dépendait pour une large part de la diversité des cultures et des écosystèmes naturels, lesquels devaient être protégés pour que l'industrie puisse continuer de se développer. Le tourisme pouvait exercer de fortes pressions sur les ressources naturelles, et les petits États insulaires en développement et d'autres pays s'attachaient à rechercher un équilibre entre la protection de ces ressources et la pérennisation des retombées économiques du tourisme.

168. Laura Tuck, Vice-Présidente pour le développement durable au Groupe de la Banque mondiale, a ensuite présenté le rapport de la Banque mondiale intitulé « The Sunken Billions Revisited: Progress and Challenges in Global Marine Fisheries » et examiné les avantages liés à la réduction de la pêche, notamment le renouvellement des stocks halieutiques, l'augmentation des captures et l'accroissement des revenus au niveau local. Elle a également évoqué la nécessité d'instaurer une bonne gouvernance et de mettre en place des institutions compétentes, et a cité un certain nombre d'exemples positifs à cet égard, notamment celui des parties à l'Accord de Nauru concernant la coopération dans la gestion des pêches d'intérêt commun et à son système de contingentement des jours de pêche, ainsi que ceux de Kiribati et du Sénégal. Elle a en outre signalé que les pêcheurs artisanaux seraient en mesure de tirer profit de l'augmentation de la consommation de poisson s'ils parvenaient à assurer la sécurité de leurs droits fonciers et à élargir leur accès aux marchés.

169. Mitchell Lay, Coordonnateur du Réseau caribéen des organisations de pêcheurs, a ensuite fait valoir le point de vue des petits pêcheurs sur ces questions. Il a signalé que la gestion de proximité était essentielle, de même que les politiques visant à protéger les droits fonciers des petits pêcheurs. Plus généralement, il importait de permettre aux communautés de pêcheurs de participer à toutes les décisions politiques ayant une incidence sur leur existence et leurs moyens de subsistance. Les gouvernements devraient également examiner les moyens d'aider les petits pêcheurs à maximiser les bénéfices économiques et nutritionnels de leurs captures, de soutenir les femmes du secteur et de déterminer les répercussions que les mesures de gestion des pêches, telles que les aires marines protégées, avaient sur les populations locales. Pour réaliser ces objectifs, il était indispensable de renforcer les capacités des communautés de pêcheurs et de veiller à ce qu'elles puissent participer aux processus de prise de décisions. M. Lay a également signalé que les États devaient s'efforcer de se doter des capacités nécessaires à la mise en œuvre des Directives d'application volontaire de la FAO visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté.

170. Dans leurs déclarations, les participants ont repris nombre des thématiques abordées par les intervenants et ont pour la plupart formulé des propositions et engagements concrets. Un certain nombre de participants ont fait observer que la pêche artisanale pouvait permettre d'améliorer les moyens de subsistance et de lutter contre la pauvreté dans les petits États insulaires en développement, les pays les moins avancés et d'autres pays côtiers, et que ce potentiel devait être développé et renforcé au moyen de partenariats. La pêche côtière aurait une incidence considérable sur la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens de subsistance des populations locales. Concernant les marchés d'exportation, les petits États insulaires en développement et d'autres pays en développement ont également signalé qu'il importait d'ajouter de la valeur aux produits halieutiques avant l'exportation afin de maximiser les bénéfices économiques.

171. De nombreux États Membres examinaient conjointement une série de questions prioritaires dans le cadre de partenariats Nord-Sud, Sud-Sud et triangulaires, notamment la détermination des frontières maritimes et la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, lesquelles avaient des répercussions directes sur les communautés de pêcheurs. Des partenariats visant à promouvoir la création de systèmes d'alerte rapide en cas de catastrophes naturelles, à appuyer les efforts déployés par les petits États insulaires en développement pour conserver et gérer durablement leurs ressources marines et à renforcer la coopération régionale étaient également à l'étude. En outre, les États Membres et d'autres parties prenantes consacraient des ressources importantes aux efforts visant à réduire la vulnérabilité aux changements climatiques, aux catastrophes naturelles et à la hausse du niveau des mers, en particulier dans les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés ayant un littoral, et chacun s'accordait à dire que tous les acteurs devaient intensifier leur action en faveur de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets.

172. Parmi les autres questions examinées figuraient la responsabilité sociale et les droits de l'homme dans le contexte de la pêche et de l'aquaculture, l'adoption progressive d'engins de pêche à faible empreinte, l'utilisation d'images satellite pour la gestion des pêches, l'assistance technique et le renforcement des capacités visant à éliminer les obstacles au commerce découlant des mesures sanitaires et phytosanitaires adoptées dans le cadre de l'OMC, le renforcement des capacités des petits États insulaires en développement en matière d'exploitation minière des grands fonds marins, la promotion des énergies marines renouvelables, la professionnalisation du secteur de la pêche commerciale artisanale, la lutte contre les espèces envahissantes et la gestion durable de l'industrie de l'observation des baleines. Les petits États insulaires en développement recherchaient les moyens d'innover dans le domaine de l'aquaculture marine et s'employaient à instaurer des relations mutuellement avantageuses entre les secteurs de la pêche et du tourisme durables. Certaines initiatives visaient également à donner les moyens aux États de mettre en œuvre les Directives d'application volontaire de la FAO visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté. De nombreux intervenants ont également insisté sur la nécessité de renforcer les capacités des petits pêcheurs au moyen de programmes de formation.

173. Les participants ont en outre examiné plusieurs autres modes de financement novateurs, notamment une « obligation bleue » souveraine permettant de mobiliser des capitaux auprès d'investisseurs privés désireux d'appuyer le développement durable. Des modes de financement durables étaient également utilisés à l'appui de la gestion des aires marines protégées. Les participants ont signalé qu'il importait de parvenir à un équilibre afin de suivre un modèle de développement susceptible de garantir des moyens de subsistance et des retombées économiques sans compromettre le milieu marin. Certains étaient d'avis que le fardeau de la conservation de certains stocks halieutiques pesait actuellement de manière disproportionnée sur les petits États insulaires en développement.

174. Dans leurs observations finales, les Coprésidents ont félicité les participants de cette discussion positive et axée sur l'avenir qui avait permis de mettre l'accent sur des solutions concrètes aux problèmes que rencontraient les petits États insulaires en développement, les pays les moins avancés et les communautés de petits pêcheurs. M. Pomerantsev a souligné qu'il importait d'adopter des approches intégrées du développement qui associent toutes les parties prenantes concernées et qui soient adaptées aux contextes nationaux. M. Mitchell a demandé aux petits États insulaires en développement et aux pays les moins avancés de franchir le pas,

d'abandonner le statu quo et de s'engager en faveur d'un avenir durable en collaboration avec leurs partenaires.

F. Approfondissement des connaissances scientifiques, renforcement des moyens de recherche et accélération des transferts de techniques marines (dialogue sur les partenariats n° 6)

175. L'après-midi du 8 juin, Thorgerdur Katrin Gunnarsdottir, Ministre de la pêche et de l'agriculture de l'Islande, a, en sa qualité de Coprésidente, déclaré le dialogue sur les partenariats n° 6 ouvert et prononcé une déclaration liminaire. Héctor Soldi, Coprésident et Vice-Ministre de la pêche et de l'aquaculture du Pérou, a également fait une déclaration liminaire.

176. Johan Kuylenskierna, Directeur exécutif du Stockholm Environment Institute, a animé le dialogue. Des exposés ont été présentés par les intervenants suivants : Patricia Andrea Miloslavich de Klein, professeure à l'Université Simon Bolivar (République bolivarienne du Venezuela) et à l'Université de Tasmanie (Australie); Mark Abbott, Directeur et Président de la Woods Hole Oceanographic Institution; Vladimir Ryabinin, Secrétaire exécutif de la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO et Sous-Directeur général de l'UNESCO; et Amos Barkai, copropriétaire et Président-Directeur général d'Olrac SPS Marine (Afrique du Sud).

177. Au cours du débat qui a suivi, l'animateur et les intervenants ont répondu aux observations et aux questions des représentants du Portugal, de la Finlande, des États-Unis, du Bangladesh, des Fidji, du Brésil, de la Chine, de Monaco, de la Colombie, du Royaume-Uni, du Canada, de Cuba, de l'Allemagne et de l'Inde.

178. Les représentants des observateurs ci-après ont également participé au débat : l'Autorité internationale des fonds marins; l'OMM; l'Inter-American Institute for Global Change Research; la CESAP; l'Université des Nations Unies; l'Organisation hydrographique internationale; et le Secrétariat du Commonwealth.

179. Les représentants des organisations non gouvernementales suivantes ont eux aussi participé au débat : Deep Ocean Stewardship Initiative; World Ocean Council; le grand groupe des entreprises et de l'industrie; China Energy Fund Committee; et Living Islands Non-Profit.

180. La Coprésidente Thorgerdur Katrin Gunnarsdottir a fait une déclaration finale. Le Coprésident Héctor Soldi a également fait une déclaration finale et prononcé la clôture du dialogue sur les partenariats n° 6.

Résumé

181. M^{me} Gunnarsdottir a souligné que l'amélioration de l'état des océans pouvait sembler une tâche gigantesque, mais que de véritables résultats pouvaient être obtenus en recourant aux sciences et techniques en vue de trouver des solutions aux niveaux local, régional et mondial. Elle a insisté sur le fait que la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer régissait toutes les activités menées dans les océans et les mers. La coopération régionale et mondiale était essentielle dans le domaine des sciences marines et de la gestion des pêches étant donné l'échelle de ces disciplines. Elle a souligné que toutes les politiques en faveur de la conservation et de la gestion durable des océans devraient être fondées sur des recherches scientifiques fiables. Les responsables politiques avaient un rôle de premier plan à jouer et devaient avoir le courage de suivre les recommandations des scientifiques, même lorsque les mesures étaient mal accueillies, dans l'intérêt à long terme de la société et de l'environnement.

182. M. Soldi a exprimé l'espoir que le dialogue serait l'occasion d'échanger des données d'expérience et des bonnes pratiques et de tirer parti des exemples de réussite dans les domaines examinés. Il a mentionné l'expérience du Pérou, où les moyens de recherche et de production de données sur les pêches étaient progressivement renforcés, mais noté qu'il fallait prolonger ces avancées, notamment grâce à des partenariats avec le secteur privé.

183. De manière générale, les intervenants ont souligné combien il importait d'éliminer les obstacles à l'approfondissement des connaissances scientifiques sur la mer et de créer des possibilités d'améliorer la collecte de données, de renforcer les moyens de recherche et d'accélérer les transferts de techniques marines. Ils sont convenus qu'il était absolument essentiel que des bases de données marines soient mises en place à l'échelle mondiale, que les données soient ouvertes et libres d'accès au public et que des mécanismes permettent qu'elles soient cohérentes et comparables à l'intérieur des régions et d'une région à l'autre. Ils sont également convenus de la nécessité de dépasser la « barrière linguistique » entre scientifiques et décideurs pour mieux articuler sciences et décisions politiques, et de promouvoir un état d'esprit qui favorise l'écoute, la mise en commun des travaux de recherche et le tissage de relations intersectorielles dans les milieux politique et scientifique, y compris dans les disciplines socioéconomiques et apparentées. La participation de la société civile et des populations locales, qui pouvaient notamment apporter des connaissances traditionnelles, a été jugée cruciale à tous les stades de l'élaboration des politiques.

184. M^{me} Miloslavich de Klein a fait observer que les hommes avaient modifié le milieu océanique, entraînant des conséquences désastreuses, et qu'il fallait se mettre d'accord sur les priorités, notamment sur les variables fondamentales devant être mesurées et sur la manière dont les États et les autres partenaires pouvaient développer les capacités nécessaires dans divers secteurs. D'après elle, le Programme de recensement de la vie marine était un exemple de réussite: la communauté scientifique communiquait efficacement les données et informations scientifiques, permettant ainsi aux responsables politiques de prendre des décisions concrètes. Elle a souligné que les techniques devraient être adaptées à l'échelle, accessibles et d'un coût abordable aux niveaux local et national et qu'il conviendrait d'utiliser des technologies plus couramment disponibles, tels que les téléphones intelligents et les logiciels connexes.

185. M. Abbott a souligné la nécessité que les mesures soient effectuées en tenant compte des vastes échelles spatiales et temporelles de l'océan et que, dans les zones marines sensibles, des prélèvements d'échantillons de données soient réalisés à plus petite échelle. Il a mis l'accent sur la nécessité de disposer de systèmes de données ouverts et accessibles à tous, y compris aux pouvoirs publics, au secteur privé et aux scientifiques. Il a évoqué certaines améliorations de techniques marines, y compris dans l'informatique en nuage, et le potentiel considérable que présentaient les téléphones intelligents et les réseaux sociaux, mais noté qu'il faudrait adapter et repenser ces progrès techniques pour parvenir à des solutions concrètes.

186. M. Barkai a présenté la notion de « chaos dynamique » et expliqué que la grande quantité de données et de connaissances potentiellement disponible à l'époque actuelle était source à la fois de possibilités et de difficultés. Il a insisté sur le fait qu'il fallait améliorer les modes de collecte, de gestion et d'analyse des données et des informations afin de mieux comprendre le milieu marin. Il a encouragé les citoyens à être des observateurs de la mer et noté que la technologie pourrait présenter des avantages pour la gestion des pêches à tous les niveaux, qu'il s'agisse du journal de bord électronique pour la pêche commerciale ou des téléphones intelligents pour la pêche artisanale, afin d'obtenir les informations les

plus récentes sur le marché. Il a également insisté sur la nécessité de disposer de plateformes de partage des connaissances au niveau mondial.

187. M. Ryabinin a souligné le rôle important que les sciences et la recherche marines jouaient dans l'élaboration des politiques et la prise de décisions au niveau mondial, en particulier les systèmes mondiaux d'observation, et insisté sur le fait qu'il fallait coopérer dans la recherche scientifique marine et coordonner les travaux dans ce domaine, comme l'avait montré, par exemple, la première Évaluation mondiale intégrée du milieu marin réalisée dans le cadre du Mécanisme de notification et d'évaluation systématiques à l'échelle mondiale de l'état du milieu marin, y compris les aspects socioéconomiques. Il a également souligné qu'il fallait que l'océanologie et la production de données relatives à l'océan soient financées de manière durable afin que les résultats de la recherche et les connaissances puissent être efficacement utilisés par les décideurs, en particulier dans le développement d'économies bleues. Il s'est arrêté sur des exemples concrets dans lesquels les sciences et techniques marines pourraient présenter des avantages notables, notamment en ce qui concerne les dispositifs d'alerte rapide, les aires marines protégées, le piégeage du carbone et les énergies renouvelables.

188. Dans les observations finales qu'ils ont faites avant le débat, les intervenants ont à nouveau insisté sur le fait que la communauté scientifique devait collaborer et sur la promotion de la coopération régionale. Les intervenants ont également réaffirmé que la question des moyens nécessaires au renforcement des capacités d'observation de l'océan devrait être un des critères prioritaires dans la prise de décisions relatives aux budgets et aux politiques à mener.

189. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont rejoint les intervenants sur de nombreux points essentiels, notamment la nécessité d'une communication à double sens entre scientifiques et décideurs, afin que les premiers soient encouragés à produire des données et des connaissances qui soient utiles du point de vue politique. Ils ont également noté qu'il fallait améliorer la diffusion des données et informations scientifiques, y compris, par exemple, en les publiant dans la presse et les médias et en élaborant des synthèses et des résumés à l'intention des décideurs, à l'instar du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

190. Les participants ont rappelé qu'une grande partie de l'océan n'était toujours pas connue et souligné la nécessité d'améliorer la bathymétrie et les levés hydrographiques afin de cartographier les fonds océaniques, de réaliser des études et des recensements de la biodiversité et d'assurer la continuité ou la durabilité des systèmes d'observation des océans, en particulier des variables fondamentales. Ils ont souligné qu'il fallait transférer les techniques et renforcer les capacités dans le domaine des sciences marines et de la collecte des données et établir des partenariats stimulants dans le secteur public, le milieu universitaire et le secteur privé. Le rôle des technologies couramment accessibles, tels que les téléphones intelligents et autres dispositifs technologiques individuels, a de nouveau été mis en évidence à cet égard.

191. Le rôle du secteur privé dans la fourniture de données scientifiques marines et de plateformes visant à produire de nouvelles connaissances et informations a été souligné. Les participants ont appelé l'attention sur les possibilités de partenariat avec les industries de la mer, dont le transport maritime, la pêche, l'énergie et d'autres secteurs susceptibles de partager les données existantes et de recueillir de nouvelles données et informations par le biais de leurs activités en mer, apportant ainsi une contribution précieuse à la base de connaissances sur l'océan. Ils ont noté que du fait de la rapidité des progrès techniques, qui étaient souvent le fruit de l'innovation des jeunes et des entrepreneurs, il serait nécessaire de changer les mentalités en renonçant à la protection par des droits exclusifs afin de diffuser ces

innovations et de les rendre accessibles à un large groupe d'acteurs, y compris aux populations locales. Ils ont souligné que des structures adaptées de gouvernance pourraient contribuer à promouvoir l'échange ouvert des connaissances et des techniques.

192. Un certain nombre d'intervenants ont fait remarquer qu'il fallait améliorer la recherche et le partage de données en ce qui concerne le développement des économies bleues et fait mention des problèmes liés aux multiples utilisations de l'espace maritime, par exemple, les opérations de pêche dans les aires marines sensibles ou dans des régions présentant un patrimoine culturel subaquatique.

193. De nombreux engagements volontaires visaient à s'attaquer à la surpêche et à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et comprenaient des mesures destinées à développer la coopération régionale et à renforcer les capacités dans les pays en développement, en particulier dans les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés. Les gouvernements du Nord comme du Sud ont réaffirmé leur engagement à appuyer les instituts de recherche et les activités d'observation de l'océan, y compris en haute mer, dans les eaux côtières et les régions polaires et tropicales, afin d'améliorer la biodiversité marine, de faire face aux effets des changements climatiques et de comprendre les régimes et les tendances météorologiques. Les participants ont également signalé les avancées réalisées sur de nombreux autres plans, notamment en ce qui concerne la consommation et la production durables, par exemple par la diminution de l'utilisation de plastiques, et la protection des écosystèmes vitaux tels que les mangroves.

194. Les participants ont également abordé les engagements relatifs au transfert de techniques marines, notamment pour ce qui a trait à certains problèmes comme la pollution sonore sous-marine, les microplastiques et les incidences de l'agriculture terrestre sur les écosystèmes côtiers et les pêches. Ils ont noté que le transfert de techniques offrait de nombreuses possibilités, en particulier pour ce qui est de la biotechnologie et de l'aquaculture.

195. Les participants ont également discuté des engagements pris pour accroître la participation des principales parties prenantes à la gestion du milieu marin, notamment les populations autochtones et les jeunes, ainsi que les microentreprises et les petites et moyennes entreprises de pêche dans les pays en développement. Ils ont souligné que le renforcement des moyens d'agir de ces groupes, en particulier les communautés locales, aurait des effets vertueux sur la santé future de l'océan.

196. En dernier lieu, les participants ont affirmé que l'éducation et les connaissances de base à propos des océans étaient d'une importance cruciale et que de nombreuses organisations concouraient à mieux faire connaître les problèmes qui menaçaient les océans par l'intermédiaire de pôles de connaissances et d'innovation et d'instituts. En outre, plusieurs participants ont exprimé leur appui sans réserve à la Décennie internationale des sciences océaniques pour le développement durable en vue de continuer de renforcer les connaissances sur les océans.

197. À la fin de la séance, les Coprésidents ont encouragé les participants à surmonter les obstacles à l'approfondissement des connaissances scientifiques marines et à créer des possibilités d'améliorer la collecte de données, de renforcer les moyens de recherche et d'accélérer les transferts de techniques marines afin de faire progresser la recherche scientifique marine et de trouver des solutions aux problèmes qui menacent les océans.

G. Améliorer la conservation et l'utilisation durable des océans et de leurs ressources, en application des dispositions du droit international, énoncées dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (dialogue sur les partenariats n° 7)

198. Le matin du 9 juin, la Coprésidente Concetta Fierravanti-Wells, Ministre chargée du développement international et du Pacifique de l'Australie, a déclaré ouvert le dialogue sur les partenariats n° 7 et a fait une déclaration liminaire. La Coprésidente Judy Wakhungu, Ministre de l'environnement et des ressources naturelles du Kenya, a également fait une déclaration liminaire.

199. Le dialogue sur les partenariats a été animé par Heraldo Muñoz, Ministre des affaires étrangères du Chili, qui a également fait une déclaration, et des exposés ont été présentés par les intervenants suivants : Miguel de Serpa Soares, Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques de l'Organisation des Nations Unies; Michael Lodge, Secrétaire général de l'Autorité internationale des fonds marins; Biliana Cicin-Sain, Présidente du Forum mondial sur les océans et professeure de politique marine à l'Université du Delaware (États-Unis); Florence Galletti, Chargée de recherche à l'Institut français de recherche pour le développement dans les domaines du droit de la mer et du droit de l'environnement.

200. Au cours du débat qui a suivi, les intervenants ont répondu aux observations et aux questions des représentants des Tuvalu, de la Grèce, du Togo, du Timor-Leste, de l'Union européenne, de la Barbade, de l'Indonésie, de l'Islande, du Honduras, du Népal, de l'Inde, de la Trinité-et-Tobago, de l'Allemagne, du Mexique et de Chypre.

201. Le représentant de l'observateur suivant a également participé au débat : la Commission pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est.

202. Les représentants des organisations non gouvernementales suivantes ont eux aussi participé au débat : Ship and Ocean Foundation; Observatorio Pro Arrecifes; Wildlife Conservation Society; School of Marine Sciences, Université du Maine (États-Unis).

203. La Coprésidente Concetta Fierravanti-Wells a fait une déclaration finale. La Coprésidente Judy Wakhungu a également fait une déclaration finale et prononcé la clôture du dialogue sur les partenariats n° 7.

Résumé

204. Dans ses observations préliminaires, la Coprésidente Concetta Fierravanti-Wells a fait observer que la mise en œuvre effective de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et d'autres instruments connexes serait déterminante si l'on voulait réaliser toutes les cibles relevant de l'objectif de développement durable n° 14. Elle a souligné que les instruments internationaux tels que la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, l'Accord sur les stocks de poissons de 1995 et le Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable constituaient le cadre général régissant la gestion durable des pêches au niveau mondial et insisté sur l'importance de combattre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée. Elle a également mis l'accent sur les efforts déployés pour élaborer un instrument juridique ayant force obligatoire en matière de conservation et d'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale. La Coprésidente Judy Wakhungu a souligné le rôle que jouaient les océans dans la suppression de la pauvreté en offrant aux populations des moyens de subsistance durables. Elle a signalé que l'élaboration de dispositions législatives types intégrant l'ensemble du cadre juridique régissant les océans pourrait aboutir à l'adoption de législations nationales efficaces et complètes. Elle a

également souligné l'importance du renforcement des capacités et du transfert de techniques marines et décrit des projets visant à instaurer une économie bleue au Kenya.

205. Dans ses observations liminaires, Heraldo Muñoz, animateur du dialogue et Ministre des affaires étrangères du Chili, a rappelé que la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer était le cadre juridique dans lequel devaient s'inscrire toutes les activités intéressant les mers et les océans et souligné qu'il fallait adopter des mesures concrètes dans ce cadre afin de lutter de manière intégrée contre les nombreuses menaces qui pesaient sur les océans. Il a insisté sur l'importance de la coopération internationale à l'appui de la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, notamment en matière de renforcement des capacités et de transfert de techniques marines.

206. M. Serpa Soares a souligné qu'il était crucial de sensibiliser l'opinion à la nécessité d'appliquer pleinement et effectivement les dispositions du droit international énoncées dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer si l'on voulait réaliser les objectifs et cibles du Programme 2030. Il a rappelé que la Convention, qui définissait le cadre juridique dans lequel devaient s'inscrire toutes les activités intéressant les mers et les océans, constituait le fondement de la coopération internationale sur les questions relatives aux océans aux niveaux bilatéral, régional et mondial. La Convention était complétée par deux accords de mise en œuvre ainsi que de nombreux instruments mondiaux et régionaux juridiquement et non juridiquement contraignants. Il a signalé qu'il importait d'instaurer des partenariats multipartites pour faire mieux comprendre à tous les acteurs la nécessité de respecter le cadre juridique international régissant les océans. Il a fait remarquer que peu de partenariats visaient expressément à renforcer la mise en œuvre des dispositions du droit international énoncées dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et exposé les mesures qui pourraient être prises pour promouvoir de tels partenariats.

207. M. Lodge a manifesté que la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer avait eu pour effet d'instaurer un régime juridique complet tendant à assurer l'utilisation durable des ressources minérales marines dans l'intérêt de l'humanité tout entière et rappelé les progrès accomplis dans sa mise en œuvre. Il a mis l'accent sur certaines lacunes d'ordre juridique et certains problèmes relatifs à la mise en œuvre du cadre juridique international, notamment l'absence de participation universelle à la Convention et à l'Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention de 1994, ainsi qu'en matière de délimitation des frontières de la zone internationale des fonds marins, du fait que peu d'États avaient établi les limites extérieures de leur plateau continental conformément aux dispositions de la Convention. Il a également souligné quelques-uns des besoins urgents et des difficultés auxquels étaient confrontés les pays en développement relativement à leur participation aux travaux de l'Autorité internationale des fonds marins, notamment à la lumière de la nature complexe, coûteuse et hautement spécialisée des activités scientifiques portant sur les grands fonds. Il a exhorté les participants à envisager des partenariats mondiaux ciblés et coordonnés afin de promouvoir la recherche scientifique sur les grands fonds et le partage des résultats de ces recherches avec les pays en développement.

208. M^{me} Cicin-Sain a souligné les difficultés liées à la mise en œuvre du Programme 2030 aux niveaux national, régional et mondial et cité des mesures permettant de renforcer la cohérence dans ce domaine. En particulier, elle a précisé que l'objectif de développement durable n° 14 viendrait se superposer aux politiques générales nationales sur les océans et que la coopération intersectorielle au niveau régional, par exemple entre les organisations maritimes régionales et les organisations régionales de gestion des pêches, exigeait des directives mondiales

ainsi que la participation des programmes consacrés aux grands écosystèmes marins. Elle a insisté sur la nécessité d'arrêter des procédures permettant de surveiller et de suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme 2030 ainsi que les engagements volontaires pris dans le cadre de la Conférence sur les océans. Elle a estimé qu'une plus grande cohérence pourrait être assurée au niveau mondial si l'on renforçait notamment le rôle du mécanisme de coordination interinstitutions pour les questions marines et côtières (ONU-Océans).

209. M^{me} Galletti a décrit les lacunes générales en matière de mise en œuvre, citant l'exemple de la gestion du banc Walters dans l'ouest de l'océan Indien. Elle a souligné, en particulier, la fragmentation du cadre juridique international applicable, l'accent traditionnellement mis sur l'exploitation des espèces et écosystèmes marins plutôt que sur leur conservation, les entraves à la gestion des écosystèmes résultant des limites juridiques des zones maritimes, l'absence de délai d'exécution des obligations contractées, la méconnaissance du droit de la mer, les capacités inégales des différents États et l'absence de régime complet régissant la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale. Elle a formulé des propositions visant à combler ces lacunes, notamment l'élargissement de la portée géographique et de la composition des institutions régionales ainsi que le renforcement de la coopération intersectorielle.

210. Les États Membres et d'autres parties prenantes se sont faits l'écho des opinions formulées par les intervenants sur un certain nombre de questions et ont souligné l'importance de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer en tant que cadre juridique dans lequel devaient s'inscrire toutes les activités intéressant les mers et les océans et qui devait servir de base au renforcement de la paix, de la sécurité et de la coopération. Ils ont souligné que la mise en œuvre effective de la Convention et du large éventail d'instruments qui la complétaient, notamment les deux accords de mise en œuvre, était essentielle si l'on voulait atteindre toutes les cibles de l'objectif de développement durable n° 14 ainsi que d'autres objectifs du Programme 2030 se rapportant aux océans. On a fait valoir que c'étaient la nature globale du cadre établi dans la Convention ainsi que la participation quasi universelle dont elle bénéficiait qui constituaient sa force. On a signalé que la jurisprudence internationale avait reconnu que les dispositions de la Convention reflétaient le droit international coutumier ou étaient conformes à ses principes et que le développement durable était également devenu un principe général du droit international. On a en outre fait observer que, si les principes généraux de la Convention ne permettaient pas de surmonter certaines difficultés nouvelles, celle-ci continuait néanmoins d'offrir une base solide et de fournir les outils juridiques requis pour s'y employer. D'aucuns ont manifesté que le régime juridique international pour la gestion des pêches arrêté dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et l'Accord sur les stocks de poissons de 1995, qui reposait sur la participation des organisations régionales de gestion des pêches, serait suffisant s'il était pleinement appliqué. Les participants ont souligné l'importance de la coopération aux niveaux régional et mondial dans la mise en œuvre du cadre juridique international applicable.

211. Il a été souligné que certains domaines spécifiques de mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, tels que la protection et la préservation du milieu marin et l'exploitation durable des pêches, étaient particulièrement importants pour la réalisation de l'objectif de développement durable n° 14. Il a été préconisé d'améliorer la mise en œuvre de l'article 65 de la Convention relatif à la coopération aux fins de la conservation et de la gestion des mammifères marins, compte tenu de la vulnérabilité de ceux-ci aux activités humaines, notamment les collisions avec des navires et le bruit en milieu marin. La nécessité de clarifier les conséquences juridiques de la hausse du niveau des mers

sur l'étendue des zones maritimes, notamment par l'intermédiaire de la Commission du droit international, a été mise en exergue.

212. Des exemples de mesures prises aux niveaux national, régional et mondial à l'appui de la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et d'autres instruments pertinents, notamment au moyen d'une coopération intersectorielle et d'une participation multipartite, ont été fournis. La nécessité d'accroître la coopération internationale aux fins de la mise en œuvre d'autres instruments connexes, tels que la Convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique, a également été soulignée.

213. Le rôle important que jouaient les organisations et mécanismes régionaux, notamment les programmes et plans d'action concernant les mers régionales et les organisations et arrangements régionaux de gestion des pêches, a été signalé. Il a été avancé que les réseaux régionaux et mondiaux, s'ils étaient rationalisés, connectés et renforcés, pourraient constituer un dispositif mondial de gouvernance des océans à l'appui de la réalisation de l'objectif de développement durable n° 14. On a également estimé qu'il fallait s'attacher à renforcer l'intégration entre les accords multilatéraux sur l'environnement ainsi qu'entre les cadres régionaux et mondiaux.

214. Les participants ont recensé un certain nombre de difficultés en matière de mise en œuvre, parmi lesquelles figuraient la nécessité de s'orienter vers des approches intégrées, notamment en renforçant la coopération intersectorielle à tous les niveaux; en mettant en place des mécanismes de suivi des progrès accomplis dans la mise en œuvre; en combattant la pêche illicite, non déclarée et non réglementée; en assurant un financement adéquat; en luttant contre la destruction des récifs coralliens au moyen de projets d'infrastructure; en veillant à ce que les décisions soient fondées sur des données scientifiques, notamment par la promotion de la recherche scientifique marine. Les difficultés nouvelles et celles qui pourraient se présenter à l'avenir ont également été mises en lumière, notamment les effets des changements climatiques, les questions relatives à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité marine dans les zones ne relevant pas de la juridiction nationale – le rôle du Comité préparatoire constitué par l'Assemblée générale dans sa résolution 69/292 ayant été souligné à ce égard – et la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans l'océan Arctique central.

215. Les participants ont mis l'accent sur les difficultés particulières auxquelles étaient confrontés les petits États insulaires en développement, les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral en matière de mise en œuvre. Il s'agissait notamment des difficultés techniques, humaines et financières liées à la protection et la préservation du milieu marin; à l'exploitation durable des ressources naturelles; à la détermination des frontières maritimes; à l'établissement de cartes côtières et marines; aux opérations de suivi, de contrôle et de surveillance; à la répression des infractions. La nécessité pour les pays en développement sans littoral de participer eux aussi activement à la réalisation de l'objectif de développement durable n° 14 a été soulignée, notamment à la lumière des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer les concernant. Il a été signalé que les pays à revenu intermédiaire pourraient se heurter dans une large mesure aux mêmes problèmes que les pays en développement.

216. Parmi les domaines exigeant un renforcement des capacités et un financement accru figuraient les ressources techniques, humaines et financières nécessaires à l'acquisition de compétences hydrographiques et juridiques, à l'élaboration de dispositions législatives, à la mise en œuvre d'opérations de suivi, de contrôle et de surveillance, et à la répression des infractions. Il a été proposé d'élaborer des directives précisant les mesures à adopter pour appliquer les textes statutaires internationaux ainsi que les délais correspondants. L'importance du transfert de

techniques marines a également été soulignée, de même que la nécessité d'élaborer des programmes d'information et d'enseignement pour sensibiliser les jeunes aux questions relatives aux océans et aux instruments internationaux applicables, notamment en élaborant une version de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer adaptée à leurs besoins. Pour améliorer la mise en œuvre, il importait que toutes les parties prenantes possèdent des connaissances approfondies de la Convention et du cadre juridique qu'elle établissait, ainsi que de ses interactions avec d'autres instruments connexes.

217. Il a été proposé de veiller à ce que les nouveaux partenariats mettent l'accent, entre autres, sur le renforcement des capacités des États, l'aménagement intégré des zones côtières, la protection du milieu marin, le tourisme durable, la lutte contre les effets des déchets marins, notamment les déchets plastiques, et l'éducation des jeunes.

218. Plusieurs engagements volontaires visant à renforcer les partenariats existants et à combler les lacunes dans les domaines où les besoins étaient les plus importants ont été annoncés. Parmi ces engagements figuraient l'adhésion aux différents instruments internationaux relatifs aux océans, la fourniture d'une assistance aux pays du Pacifique aux fins de la détermination des frontières maritimes non encore établies, un plan d'étapes pour les océans et la lutte contre les changements climatiques, un programme de recherche sur la gouvernance des océans et l'organisation, par ONU-Océans, de réunions d'information sur les cadres réglementaires et directifs liés aux océans ainsi que d'autres activités connexes.

Chapitre V

Manifestation spéciale à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'océan

219. La Conférence a organisé une manifestation spéciale pour célébrer la Journée mondiale de l'océan le 8 juin 2017.

Chapitre VI

Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs

220. Le Règlement intérieur de la Conférence des Nations Unies visant à appuyer la réalisation de l'objectif de développement durable n° 14 : conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable dispose en son article 4 que :

Une commission de vérification des pouvoirs comprenant neuf membres est nommée au début de la Conférence. Sa composition est fondée sur celle de la Commission de vérification des pouvoirs de l'Assemblée générale à sa soixante et onzième session. Elle examine les pouvoirs des représentants et fait immédiatement rapport à la Conférence.

221. À sa 1^{re} séance plénière, le 5 juin 2017, la Conférence, conformément à l'article 4 de son règlement intérieur, a nommé membres de la Commission de vérification des pouvoirs les États suivants : Cameroun, Chine, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Malawi, Paraguay, Pays-Bas, République de Corée et Sainte-Lucie.

222. La Commission de vérification des pouvoirs s'est réunie une fois, le 8 juin 2017.

223. Le représentant du Malawi, Necton D. Mhura, a été élu Président de la Commission à l'unanimité.

224. La Commission était saisie d'un mémorandum du Secrétaire général daté du 7 juin 2017 concernant les pouvoirs des représentants des États et de l'Union européenne participant à la Conférence. Un représentant du Bureau des affaires juridiques du Secrétariat a fait une déclaration au sujet de ce mémorandum.

225. Comme indiqué au paragraphe 1 du mémorandum, au moment de la réunion de la Commission, les pouvoirs en bonne et due forme des représentants de l'Union européenne et des 62 États suivants participant à la Conférence avaient été remis au Secrétaire général conformément aux dispositions de l'article 3 du règlement intérieur de la Conférence : Andorre, Australie, Autriche, Bangladesh, Barbade, Belize, Bhoutan, Cambodge, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Croatie, Cuba, Égypte, El Salvador, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, Géorgie, Guatemala, Guinée, Guyana, Haïti, Honduras, Îles Salomon, Islande, Jamaïque, Japon, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Maroc, Mexique, Monaco, Monténégro, Myanmar, Nauru, Nouvelle-Zélande, Oman, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Suède, Suisse, Tchéquie, Thaïlande, Turquie, Uruguay, Viet Nam et Zimbabwe.

226. Comme indiqué au paragraphe 2 du mémorandum, au moment de la réunion de la Commission, les 91 États suivants avaient communiqué au Secrétaire général des informations concernant la nomination de leurs représentants à la Conférence, soit par télécopie émanant du Chef d'État ou de gouvernement ou du Ministre des affaires étrangères, soit par lettre ou note verbale émanant du ministère, de l'ambassade ou de la mission concernés : Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Angola, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Belgique, Bénin, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cabo Verde, Canada, Chypre, Comores, Danemark, Djibouti, Dominique, Érythrée, Espagne, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, France, Gabon, Ghana, Grèce, Grenade, Hongrie, Îles Cook, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Israël, Italie, Koweït, Lettonie, Liban, Libéria,

Libye, Lituanie, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Maurice, Mauritanie, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Mozambique, Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Ouganda, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, République de Moldova, République démocratique du Congo, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Saint-Siège, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Tuvalu, Ukraine, Vanuatu et Yémen.

227. Comme il est indiqué au paragraphe 3 du mémorandum, les 44 États suivants qui avaient été invités à participer à la Conférence n'avaient communiqué au Secrétaire général ni les pouvoirs en bonne et due forme de leurs représentants, ni les informations mentionnées au paragraphe 226 ci-dessus : Afghanistan, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Bahamas, Bahreïn, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Émirats arabes unis, Équateur, État de Palestine, Éthiopie, Gambie, Guinée Bissau, Guinée équatoriale, Iraq, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Lesotho, Mali, Niger, Nioué, Ouzbékistan, Pakistan, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles, Soudan du Sud, Tadjikistan, Tchad, Venezuela (République bolivarienne du) et Zambie.

228. Le Président a recommandé que la Commission accepte les pouvoirs des représentants de l'Union européenne et des États énumérés aux paragraphes 1 et 2 du mémorandum susmentionné, étant entendu que les représentants des États énumérés au paragraphe 226 et, éventuellement, au paragraphe 227 ci-dessus, communiqueraient dès que possible leurs pouvoirs en bonne et due forme au Secrétaire général.

229. La Commission a adopté le projet de résolution suivant sans le mettre aux voix :

La Commission de vérification des pouvoirs,

Ayant examiné les pouvoirs des représentants à la Conférence des Nations Unies visant à appuyer la réalisation de l'objectif de développement durable n° 14 : conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable,

Accepte les pouvoirs des représentants de l'Union européenne et des États mentionnés aux paragraphes 1 et 2 du mémorandum du Secrétaire général.

230. La Commission a décidé, sans procéder à un vote, de recommander à la Conférence d'adopter un projet de résolution portant approbation du rapport de la Commission.

Mesures prises par la Conférence

231. À sa 8^e séance plénière, le 9 juin, la Conférence a examiné le rapport de la Commission de vérification des pouvoirs (A/CONF.230/13), présenté par le Président de la Commission, qui a également informé la Conférence que depuis la séance officielle de la Commission, des pouvoirs en bonne et due forme avaient été reçus de l'Albanie, du Brésil, de Chypre, de la France, de Kiribati, de Maurice, du Mozambique et du Pérou.

232. La Conférence a adopté le projet de résolution recommandé par la Commission dans son rapport et accepté les pouvoirs supplémentaires mentionnés par la Président de la Commission (voir chap. I, résolution 2).

Chapitre VII

Document final de la Conférence

233. À sa 8^e séance plénière, le 9 juin 2017, la Conférence était saisie d'un projet de résolution intitulé « L'océan, notre avenir : appel à l'action », déposé par les deux Présidents de la Conférence (A/CONF.230/L.1). Elle était également saisie du projet d'appel à l'action arrêté à l'issue des consultations intergouvernementales (A/CONF.230/11).

234. À la même séance, la Conférence a adopté le projet de résolution A/CONF.230/L.1, et par là même l'appel à l'action figurant dans le document A/CONF.230/11, et a recommandé que l'Assemblée générale approuve, à sa soixante et onzième session, l'appel à l'action tel qu'adopté par la Conférence (voir chap. I, résolution 1).

235. À la même séance également, des déclarations au titre des explications de vote après l'adoption du projet de résolution ont été faites par les représentants des États-Unis, de l'Égypte, de la France et de la Fédération de Russie. Le représentant de l'Union européenne a également fait une déclaration après l'adoption.

Chapitre VIII

Adoption du rapport de la Conférence

236. À la 8^e séance plénière, le 9 juin 2017, le Rapporteur général a présenté le projet de rapport de la Conférence (A/CONF.230/L.2).

237. À la même séance, la Conférence a adopté le projet de rapport (A/CONF.230/L.2) et autorisé le Rapporteur général à en arrêter le texte.

Chapitre IX

Clôture de la Conférence

238. À sa 8^e séance plénière, le 9 juin 2017, le Secrétaire général de la Conférence, Wu Hongbo, a fait une déclaration.

239. À la même séance, avec l'accord de la Conférence, le Président de l'Assemblée générale, Peter Thomson, a fait une déclaration.

240. À la même séance également, des déclarations ont été faites par les Présidents de la Conférence, Josaia Voreqe Bainimarama et Isabella Lövin.

241. Toujours à la 8^e séance plénière, la Présidente de la Conférence, Isabella Lövin, a déclaré la Conférence close.

Annexe I

Liste des documents

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Titre ou description</i>
A/CONF.230/1	4	Ordre du jour provisoire
A/CONF.230/2	3	Règlement intérieur provisoire
A/CONF.230/3	6	Questions d'organisation et de procédure
A/CONF.230/4	9	Lutte contre la pollution marine : document de réflexion établi par le secrétariat
A/CONF.230/5	9	Gestion, protection, conservation et restauration des écosystèmes marins et côtiers : document de réflexion établi par le secrétariat
A/CONF.230/6	9	Réduire au maximum l'acidification des océans et lutter contre ses effets : document de réflexion établi par le secrétariat
A/CONF.230/7	9	Pérennisation des pêches : document de réflexion établi par le secrétariat
A/CONF.230/8	9	Augmentation des retombées économiques pour les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés et accès aux ressources marines et aux marchés pour les petits pêcheurs : document de réflexion établi par le secrétariat
A/CONF.230/9	9	Approfondissement des connaissances scientifiques, renforcement des moyens de recherche et accélération des transferts de techniques marines : document de réflexion établi par le secrétariat
A/CONF.230/10	9	Améliorer la conservation et l'utilisation durable des océans et de leurs ressources, en application des dispositions du droit international, énoncées dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer : document de réflexion établi par le Secrétariat
A/CONF.230/11	11	Projet d'appel à l'action
A/CONF.230/12	8	Lettre datée du 5 juin 2017, adressée aux Présidents de la Conférence par le Représentant permanent du Chili auprès de l'Organisation des Nations Unies
A/CONF.230/13	7 (b)	Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs
A/CONF.230/15	8	Lettre datée du 15 juin 2017, adressée aux Présidents de la Conférence par le Représentant permanent de la Bolivie auprès de l'Organisation des Nations Unies
A/CONF.230/L.1	11	Projet de résolution : L'océan, notre avenir : appel à l'action
A/CONF.230/L.2	12	Projet de résolution : Projet de rapport de la Conférence des Nations Unies visant à appuyer la réalisation de l'objectif de développement durable no 14 : conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable
A/CONF.230/INF/1		Informations à l'intention des participants (en anglais uniquement)
A/CONF.230/INF/2		Liste des participants (en anglais uniquement)

Annexe II^a

List of voluntary commitments

1. #OneLess plastic bottle in the ocean: Starting the refill revolution (#OneLess (hosted by the Zoological Society of London)), #OceanAction16727
2. #Suez4ocean — Mobilizing 83 000 employees around the globe by launching large scale collective and participatory waste collection operations on beaches and riversides. (Suez Group), #OceanAction18064
3. ‘Be the Change’ week; Beach clean-up event; (UN Department of Public Information), #OceanAction20468
4. 1 Million KM squared of Marine Protected Area and New Marine Park (Chile), #OceanAction21832
5. 10% de reas Marinas Protegidas (Colombia), #OceanAction20269
6. 14.6 — By 2020, prohibit certain forms of fisheries subsidies which contribute to overcapacity and over-fishing, eliminate subsidies that contribute to illegal, unreported and unregulated fishing and refrain from introducing new such subsidies, recognizin (Myanmar — Department of Fisheries, Ministry of Agriculture, Livestock and Irrigation), #OceanAction21680
7. 14.7 — By 2030, increase the economic benefits to Small Island developing States and least developed countries from the sustainable use of marine resources, including through sustainable management of fisheries, aquaculture and tourism (Ministry of Agriculture, Livestock and Irrigation), #OceanAction21692
8. 150 nios han recibido visitas guiadas para conocer el arrecife coralino (MARALLIANCE), #OceanAction17334
9. 3 reas Marinas Protegidas del caribe de Honduras cuentan con instrumentos que permiten la sostenibilidad financiera de las acciones de manejo (Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo PNUD Honduras), #OceanAction17992
10. 3 reas Marinas Protegidas del caribe de Honduras disponen de instrumentos de manejo. (Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo PNUD Honduras), #OceanAction17989
11. 30 New Mission Blue Hope Spots by 2020 (Sylvia Earle Alliance/Mission Blue), #OceanAction16625
12. 30% MPAs within Tongan waters (Tonga Ministry of MEIDECC/Ministry of Fisheries), #OceanAction21468
13. 3000 estudiantes han sido educados en cuanto al tema de la importancia de la mega-fauna marina (MARALLIANCE), #OceanAction17326
14. 3D printed artificial reefs: a relevant technology aiming to mimicry natural structural complexity and to mitigate lost of habitat in coastal ecosystems (Monegasque Association for the Protection of Nature), #OceanAction15740
15. A better understanding of our Oceans environment through the collection, use and sharing of Geospatial information (International Federation of Surveyors), #OceanAction18733

^a L'annexe est reproduite telle qu'elle a été reçue, dans la langue originale, et n'a donc pas été revue par les services d'édition.

16. A commitment to reduce ocean noise pollution (Wildlife Conservation Society), #OceanAction18553
17. A Holistic Solution for the Eradication of Destructive Fishing Practices in South-East Asia (Reef Defenders), #OceanAction17094
18. A human-scale solution to microfiber pollution: The Cora Ball (Rozalia Project), #OceanAction16762
19. A joint ACCOBAMS/GFCM approach to mitigate bycatch and depredation in the Mediterranean Sea (Agreement on the Conservation of Cetaceans of the Black Sea, Mediterranean Sea and contiguous Atlantic area (ACCOBAMS)), #OceanAction16439
20. A Jurisdictional Implementation of the Micronesia Challenge (Federated States of Micronesia National Government), #OceanAction16688
21. A marine modeling tool for monitoring, managing and protecting the vulnerable ecosystem Ha Long Bay in Vietnam: development, training and best practices (CEBioS, RBINS), #OceanAction16292
22. A Massive Open Online Course: One Planet One Ocean: From Science to Solutions. (Cluster of Excellence), #OceanAction18037
23. A new global programme for private/public sponsorship: Take OFF, Take Ocean For Future (Institut océanographique Paul Ricard), #OceanAction14803
24. A pilot project for the protection of running water and Mediterranean Sea water from waste frying oil (United Nations Development Programme (UNDP)), #OceanAction19313
25. A Series of SIDS In-country Technical Assistance for Sustainable Development Roadmaps (Aruba Centre of Excellence for the Sustainable Development of SIDS), #OceanAction16670
26. A workshop site for the ecological restoration of the coastal environment (SAR-LAB project): An innovative research programme (Institut océanographique Paul Ricard), #OceanAction14771
27. Abyssal initiative for Blue Growth: Advancing SDG 14 and the quest for a Blue Economy through the promotion of socio-economic benefits for developing countries, including SIDS, and increasing scientific knowledge and research capacity: perspectives on de (International Seabed Authority (ISA) and United Nations Department of Economic and Social Affairs (UNDESA)), #OceanAction16538
28. ACCOBAMS — Addressing impacts of ocean noise on cetaceans in the Mediterranean and Black Seas (Agreement on the Conservation of Cetaceans of the Black Sea, Mediterranean Sea and contiguous Atlantic area (ACCOBAMS)), #OceanAction16331
29. ACCOBAMS Survey Initiative: a challenging macro synoptic regional assessment of cetaceans populations for the benefit of regional conservation and economic actors (ACCOBAMS (Agreement on the Conservation of Cetaceans of the Black Sea, Mediterranean Sea and contiguous Atlantic area)), #OceanAction16114
30. Achieve the good environmental status of EU Member States' marine waters by 2020 (European Union), #OceanAction17530
31. Achieving decent work for seafarers (International Labour Organization), #OceanAction21556

32. Achieving decent work through the elimination of exploitative labour conditions for fishers and seafarers (International Labour Organization (ILO)), #OceanAction16182
33. Achieving new Fisheries measures in the Belgian part of the North Sea (Federal Public Service for the Environment), #OceanAction17266
34. Achieving the promise of 10% ocean protection by 2020 (Ocean Sanctuary Alliance (OSA)), #OceanAction15318
35. Acting for the Health of the Environment and the Protection of Oceans (SUEZ), #OceanAction17749
36. Actualizar el Plan Nacional de Contingencias and Derrames de Hidrocarburos y Sustancias Nocivas (Dirección General de la Marina Mercante de Honduras), #OceanAction17797
37. Actualizar reglas y normativas vigentes para ser aplicadas en marinas y clubes nauticos a nivel nacional (Armada Dominicana), #OceanAction21112
38. Adaptando la Pesca y el Turismo del Golfo de Montijo al Cambio Climático (Fundación MarViva), #OceanAction16782
39. Additional funds to a number of SDG14 related research and innovation projects (European Union), #OceanAction18678
40. Address Barriers to Floating Offshore Wind Energy Development through Inter-Industry Dialogue and Action (Principle Power, Inc.), #OceanAction18548
41. Address the issue of marine debris and ghost gear through a conservation management measure at Western and Central Pacific Fisheries Commission (Marshall Islands Marine Resources Authority), #OceanAction21512
42. Addressing the global marine debris crisis from an underwater perspective — citizen science and community engagement for global solution (Project AWARE), #OceanAction17638
43. Addressing acidification (Iceland Ministry for the Environment and Natural Resources), #OceanAction16733
44. Addressing Ocean Acidification in Washington State (Washington State, Marine Resource Advisory Council), #OceanAction17932
45. Addressing the adverse impacts of underwater noise on migratory species (Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals (CMS)), #OceanAction21328
46. Addressing the causes of aquatic wild meat for sustainable development (OceanCare), #OceanAction16046
47. Adhesin a los convenios internacionales relativos a las indemnizaciones en caso de derrames de hidrocarburos (Dirección General de la Marina Mercante de Honduras), #OceanAction17803
48. adidas commitment to contribute to the implementation of Sustainable Development Goal 14 (adidas), #OceanAction16518
49. Adoption of Fisheries Management Plans with long term precautionary Harvest Control Rules for commercially harvested fish stocks in Icelandic waters. (Ministry of Industries and Innovation on behalf of the Government of Iceland), #OceanAction18424
50. Advancing science and partnership in the Phoenix Islands Protected Area (PIPA Scientific Advisory Committee), #OceanAction20828

51. Advancing solutions oriented integrative ocean sustainability research within the Ocean Knowledge-Action Network (Ocean KAN) (Future Earth), #OceanAction15422
52. African Clean Cities Platform (Ministry of the Environment, Japan, JICA (Japan International Cooperation Agency) , UNEP, UN-HABITAT), #OceanAction18001
53. AGIR pour la mise en oeuvre des Aires Marines Protgés (Association de Gestion Intégrée des Ressources), #OceanAction16838
54. Aitutaki Enviroloo GEF SGP Project part of the Keep Aitutaki Clean Programme (Aitutaki Conservation Trust), #OceanAction20249
55. Al menos un 20% de las embarcaciones de pesca artesanal contarn con un dispositivo de localizacin (Dirección General de la Marina Mercante), #OceanAction17857
56. Aloha Aina Associates (Hawaii Institute for Human Rights), #OceanAction21723
57. Aloha+ Nature 2030 Goal (Hawai'i Green Growth), #OceanAction15491
58. Amend relevant national regulations for the application of ecosystem approach (EcAp), defined in the National Strategy for Integrated Coastal Zone Management of Montenegro, prepared by the Ministry of Sustainable Development and Tourism in cooperation wit (Ministry of Sustainable Development and Tourism, Department for Sustainable Development and Integrated Coastal Zone Management), #OceanAction17598
59. Amlioration de la Gestion Participative des Ressources de Mangroves pour la Lutte contre l'Erosion Ctire, la Pollution, la Prservation des Ressources Halieutiques et la rduction de la pauvret en Cte d'Ivoire. (La Fédération des Réseaux et Associations de l'Energie, de l'Environnement et du Développement Durable (FEREADD).), #OceanAction17782
60. Ampliacin del vivero de plantas costeras, Saman. (CEBSE), #OceanAction20908
61. An innovative financial mechanism to support the effective management of MPAs in the Mediterranean basin; a public-private commitment in a regional approach for local beneficiaries. (Monaco Government), #OceanAction15757
62. An Ocean of Opportunities — The Professor Mario Ruivo Prize (Eurocean Foundation), #OceanAction21368
63. Annual, public releases of the Surface Ocean CO2 Atlas (SOCAT) (SOCAT scientific community), #OceanAction20464
64. APEC Project Workshop on Marine Observation and Research Towards Evidence Based Sustainable Ocean Governance (The Government of Japan), #OceanAction17090
65. Aplicacin del Acuerdo de Nueva York (Dirección Nacional de los Espacios Acuáticos), #OceanAction21020
66. Application of Ridge to Reef Concept for Biodiversity Conservation and for the Enhancement of Ecosystem Services and Cultural Heritage in Niue (Niue Ministry of Natural Reosurces), #OceanAction17050
67. Application of the marine model for coastal shelf seas for the protection of the marine environment in Benin (CEBIOs, RBINS), #OceanAction16301

68. Apport de limagerie satellitaire dans la gestion durable des cosystmes de mangroves au large de Toukouzou Ozalem, dans les dpartements de Grand-Lahou et Jacqueville, au sud de la Cote dIvoire (Centre National de Floristique), #OceanAction17890
69. Aprovechamiento Sostenible de moluscos en Patrimonio Natural del Estado (Sistema Nacional de Áres de Conservación (SINAC/MINAE) e Instituto Nacional de Pesca y Acuicultura (INCOPESCA)), #OceanAction19579
70. Aprovechando la demanda del mercado para la conservacin marina (Fundación MarViva), #OceanAction16790
71. APRU network of experts, future leaders and policy makers addressing the health of the Pacific Ocean and its marine and coastal resources (APRU), #OceanAction18938
72. ARCS Program — Autonomous Refuse Collection and Shipping (Smart Cities Industries), #OceanAction21735
73. Arctic Marine Protected Area Network Toolbox Project (2017-2019) (Sweden, Finland and Canada), #OceanAction18421
74. Artificial Reefs Program (Ministry of Climate Change and Environment — United Arab Emirates), #OceanAction20389
75. Artists Project Earth (APE UK) (APE UK), #OceanAction15302
76. Aruba Plastic Bag Ban (Parliament Aruba), #OceanAction20744
77. Asegurar la descarga y manejo adecuado de al meno 6000 toneladas por ao de desechos slidos (Dirección General de la Marina Mercante de Honduras), #OceanAction17806
78. Assesment of the marine environment status in Albania (Regional Environmental Center Country Office Albania), #OceanAction18370
79. Assisting Improvement of Locally Managed Coastal Fisheries in the Marshall Islands (UNDP GEF Small Grants Programme/RMI), #OceanAction20029
80. Assisting Small and Artisanal Fishermen (INDIA), #OceanAction20664
81. At sea research for MPAs (Oceana), #OceanAction21232
82. Atlantic Interactions A strategic research agenda Integrating Space, Climate-Energy, Oceans and Data Sciences through North-South/South-North Cooperation (Government of Portugal), #OceanAction18518
83. Aumentar el conocimiento cientfico sobre sistemas costeros y marinos (Museo Nacional de Historia Natural, Ministerio de Medio Ambiente, UASD), #OceanAction21120
84. Australia State of the Environment (Department of the Environment and Energy), #OceanAction17438
85. Australias Integrated Marine Observing System (IMOS) as a contribution to global ocean observing (Bureau of Meteorology, as a principal participant in the IMOS consortium), #OceanAction17426
86. Avoid and Intercept ocean plastics by the fisheries industry of the Maldives (Ministry of Fisheries and Agriculture, Maldives), #OceanAction16586
87. Avoid Intercept Redesign our ocean plastics (Ministry of Natural Resources and Environment), #OceanAction17836

88. Avoid, Intercept, Redesign plastics to save our Ocean (Nauru — CIE), #OceanAction20219
89. Awareness campaigns on the marine mammals in the Pelagos Sanctuary (Pelagos Agreement on the creation of a marine mammals Sanctuary in the Mediterranean Sea), #OceanAction21296
90. Ballast water management programme (INDIA), #OceanAction20612
91. Baltic Sea region: Soil carbon sequestration and nutrient cycling to combat eutrophication and climate change (Foundation for a Living Baltic Sea/Baltic Sea Action Group (BSAG)), #OceanAction18085
92. Ban plastic microbeads in cosmetics (Sweden), #OceanAction18818
93. Beach clean-ups (Fundación para la Protección del Mar — PROMAR), #OceanAction18490
94. Beach Cleanup — San Pedro in Lima, Per (L.O.O.P. (Life Out Of Plastic)), #OceanAction18888
95. Beach Observation Network ‘SeaWatch-B’ (Flanders Marine Institute (VLIZ)), #OceanAction18663
96. Becas de investigacin FECOP-GFTR (becas de investigacin de la Federacin Costarricense de Pesca Turstica y Gray FishTag Research) para estudiantes costarricenses (Federación Costarricense de Pesca Turística (FECOP)), #OceanAction19674
97. Belgian long term vision for the North Sea 2050 (Secretary of State from the North Sea & Federal Public Service for the Environment), #OceanAction17150
98. Belgian marine research programme (Belgian Science Policy Office (BELSPO)), #OceanAction18394
99. Belgium’s national action plan on Ballast Water by Federal Public Service of Mobility and Transport — Belgium (Government) — SDG 14 (Federal Public Service of Mobility and Transport — Belgium (Government)), #OceanAction15936
100. Belgium’s national action plan on marine litter (Belgium (Federal Public Service of the Environment — Belgium)), #OceanAction14721
101. Belize Model For Sustainable Small-Scale Fisheries Management (Belize Fisheries Department), #OceanAction17863
102. Benthic Trawling Experimental project (SADSTIA), #OceanAction21336
103. Better climate for living of human society and other life through implementation of CRM, and huge employment generation (Anupam Ghosh of Asian Marine Conservation Association (AMCA)), #OceanAction21516
104. Better understand our offshore fishstocks (Government of Timor-Leste), #OceanAction17647
105. Biodiversity Conservation, Coastal, Ocean Clean-up and Protection (SPAWNOrg Inc. (Service to the People and Welfare of the Nation Org. Inc.) Tanauan, Leyte Philippines 6502), #OceanAction14216
106. Biogeography, Conservation and Modeling Laboratory (Arizona State University), #OceanAction14951
107. Blue Action Fund (Germany, Federal Ministry for Economic Cooperation and Development (BMZ)), #OceanAction16098

108. Blue Azores (A Network of Marine Protected Areas) (Oceano Azul Foundation), #OceanAction18109
109. Blue Carbon Code of Conduct (GRID-Arendal), #OceanAction20420
110. Blue Economy Aquaculture Challenge (Department of Foreign Affairs and Trade (DFAT)), #OceanAction17446
111. Blue economy for a healthy Mediterranean- Measuring, Monitoring and Promoting an environmentally sustainable economy in the Mediterranean region (UN Environment/Mediterranean Action Plan/Plan Bleu Regional Activity Center), #OceanAction19325
112. Blue Economy Handbook (Indian Ocean Rim Association), #OceanAction18328
113. Blue Fee for coastal and marine resource sustainable management in the Republic of the Marshall Islands (Ministry of Resources & Development (Marshall Islands Marine Resources Authority)), #OceanAction21568
114. Blue Forests Project (United Nations Environment Programme), #OceanAction21548
115. Blue Growth Summer School (Ghent University), #OceanAction19574
116. Blue Halo Barbuda: Sustainable and comprehensive ocean and coastal management initiative (The Government of Antigua and Barbuda/Blue Halo Barbuda), #OceanAction20800
117. Blue Innovation Institute for SIDS (The Netherlands), #OceanAction18301
118. Blue Solutions for a healthy Blue Planet (The Blue Solutions Initiative), #OceanAction18088
119. Bootless Bay Managed Marine Area (Conservation and Environment Protection Authority, Papua New Guinea), #OceanAction21432
120. Bothnia Bulk (SSAB), #OceanAction15203
121. Brazilian Alliance for Sustainable Seafood (BASS) (Executive Secretariat — provisory), #OceanAction21696
122. Brochure on marine biodiversity in the Belgian part of the North Sea (Federal Public Service for the Environment), #OceanAction16450
123. Build a global network of Blue Carbon Knowledge Nodes for Science and Policy (The Blue Carbon Initiative), #OceanAction15003
124. Building a management plan on the Whales and Dolphins Uruguayan Sanctuary: mitigate and avoid impacts on the endangered cetaceans (Eubalaena sp; Pontoporia sp), threatened and die by direct, indirect and synergistic activities. (Organization Cetacean Conservation OCC), #OceanAction14927
125. Building Capacity of Sarteneja Village to Contribute to the Success of Managed Access in Belize — GEF SGP funded project (Sarteneja Fishermen Association), #OceanAction19208
126. Building International Capacity to Monitor, Understand, and Act on Ocean Acidification (The Ocean Foundation), #OceanAction15877
127. Building Partnerships to Assist Developing Countries Minimize the Impacts from Aquatic Biofouling (GloFouling Partnerships) (International Maritime Organization (IMO)), #OceanAction16601

128. Building Resilience of the Land, People and Fijis Oceans (WWF Pacific), #OceanAction16422
129. Building the knowledge base for global ocean resource management (Ocean Tracking Network), #OceanAction16066
130. Building up the national infrastructure to ensure the effective implementation of the Ballast Water Convention (Ministry of the Environment (Estonia)), #OceanAction17632
131. Bureau of Meteorology hosting of UNESCO Intergovernmental Oceanographic Commission (IOC) decentralised offices for ocean science and tsunami warning (Bureau of Meteorology), #OceanAction16902
132. By 2020 establish a conservation target of 5% of marine & coastal areas. (Ministry of Environment), #OceanAction18334
133. By end of 2017 have an approved Oceans Policy (Government of Timor-Leste), #OceanAction17641
134. By-products from steel industry for water purification. (Höganäs AB), #OceanAction20844
135. Bycatch Mitigation Initiative (International Whaling Commission), #OceanAction19333
136. Bye Bye Plastic Bags (Melati & Isabel Wijsen), #OceanAction14672
137. Cabo Verde creates and implements comprehensive frameworks for maritime sector planning and threat management (National Directorate of Environment), #OceanAction17860
138. Campaa concientizacin para uso de bolsas reutilizables en las Islas de la Baha, con el fin de reducir el uso de bolsas de plstico desechables. (Zona Libre de Turismo (ZOLITUR)), #OceanAction17926
139. Canada Commits to the United Nations Environment Clean Seas Campaign (Canada), #OceanAction20676
140. Canadas Oceans Protection Plan- Investments in New Research Activities to Reduce Impacts on Marine Mammals from Shipping and Improve Response to Emergency Pollution Incidents (Canada), #OceanAction20708
141. Canadas support for marine pollution prevention under the London Protocol (Canada), #OceanAction20616
142. Canadian Investments in Ocean Science Research and Monitoring (Canada), #OceanAction19298
143. Capacitar a 75 efectivos de la Fuerza Naval de Honduras en cuanto a temas de control y vigilancia de reas protegidas marinas (Fundación Islas de la Bahía), #OceanAction17394
144. Capacitar a 80 autoridades policiales en temas de legislacin ambiental (Bay Islands Conservation Association (BICA) Roatán), #OceanAction17342
145. Capacitar a maestros de escuela en el manejo de desechos slidos (Bay Islands Conservation Association (BICA) Roatán), #OceanAction17294
146. Capacitar a todas las juntas de agua de Roatan en el mejor manejo del agua potable y actividades de saneamiento (Polos Water Association), #OceanAction17218

147. Capacity building for preserving marine habitats with marine models in Peru (CEBIO-S, RBINS), #OceanAction16286
148. Capacity Building in support of the Ocean Economy (University of Mauritius), #OceanAction18516
149. Capacity Building on Coastal Protection in South Indian and Atlantic Oceans (Department of Geography, Kenyatta University), #OceanAction16238
150. Capacity building programme towards marine litter and the opportunities of the circular economy for the plastic sector (Exchange 4 Change Brasil and ABIPLAST — Brazilian Plastics Industry Association), #OceanAction17743
151. Capacity Development (INDIA), #OceanAction20628
152. Capacity development of SAS member countries for the preparation of specific policies to implement goal 14 (South Asia Cooperative Environment Programme (SACEP)), #OceanAction15445
153. Capacity Development Supporting the Implementation of Sustainable Development Goal 14 and the Transfer of Marine Technology within the SIDS (IOC-CD), #OceanAction16002
154. Capacity-building for Artisanal Fisherman (Tecnologica de Alimentos S.A.), #OceanAction17830
155. Cape York and Neighboring Island Countries Marine Debris partnerships (Tangaroa Blue Foundation), #OceanAction19349
156. Captive Breeding of Marine ornamental Fish (Haus des Meeres Vienna), #OceanAction15566
157. Caracterización de las principales actividades pesqueras en los Cayos Miskitos, (Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo PNUD Honduras), #OceanAction17980
158. Care of the Oceans (World Christian Life Community), #OceanAction21726
159. Caribbean Centre for Renewable Energy and Energy Efficiency (CCREEE) (Austrian Development Agency), #OceanAction16510
160. Caribbean Platform for Nutrients Management (Secretariat to the Cartagena Convention — UN Environment Caribbean Environment Programme), #OceanAction16242
161. Catalyzing ocean literacy (UN Environment World Conservation Monitoring Centre), #OceanAction21016
162. CDSB Framework for environmental information and natural capital reporting (Climate Disclosure Standards Board (CDSB)), #OceanAction15916
163. Checklist and Information System on Alien and Invasive species in the Belgian part of the North Sea and adjacent estuaries (Flanders Marine Institute (VLIZ)), #OceanAction18648
164. Chuuk Lagoon Pacific Ocean Emergency Response — Safeguarding Underwater Cultural Heritage (FSM National Archives, Historic Preservation & Culture Office), #OceanAction16691
165. CITES working for sustainable fisheries delivering on needs-driven capacity building (Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora (CITES)), #OceanAction15374

166. Civil society and small and micro enterprise innovation for marine and coastal conservation in the Caribbean (Caribbean Natural Resources Institute (CANARI)), #OceanAction19559
167. Clean Seas for a Cleaner Pacific (United Nations Environment Programme (UN entity)/Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (Intergovernmental Organisation)), #OceanAction15962
168. Clean Tax Cuts for Plastic Waste Reduction (Ocean Recovery Alliance), #OceanAction15055
169. Clean the Creeks in Lindenhurst, NY that flow into the Great South Bay in Suffolk County, NY (Linda McParland), #OceanAction21720
170. Clean up exercise (United Nations Information Centre, Accra), #OceanAction15998
171. Clean up of ghost nets and plastics in our global ocean utilizing existing maritime industry equipment & adapting it for major clean up work. (Ocean Voyages Institute), #OceanAction21652
172. Cleaning the coast of the Persian Gulf (SGP), #OceanAction20364
173. Cleanup of Itaquitanduva beach (Aborigenes Institute), #OceanAction16846
174. Climate and Oceans Support Program in the Pacific (COSPPac) (Bureau of Meteorology), #OceanAction16906
175. Climate Change adaptation for small islands (Climate Change Informatics, CSIR-NISCAIR), #OceanAction15913
176. Climate change and ocean acidification: risks and opportunities for the seafood industry. Review project. (National Institute of Water and Atmospheric Research, commissioned by the New Zealand Ministry for Primary Industries), #OceanAction18358
177. Climate Field School for Fishermen (Agency for Meteorology, Climatology, and Geophysics of the Republic of Indonesia (BMKG)), #OceanAction19048
178. Climate Justice by Your Hands Project, supported by GEF SGP implemented by UNDP (Food Security Project of Phang-nga Coastal Communities), #OceanAction17911
179. Coastal Acidification: Rate, Impacts and Management (CARIM) research project (New Zealand National Institute for Water and Atmospheric Research), #OceanAction18286
180. Coastal and Marine Ecosystems Management Program (Department of Environment and Natural Resources), #OceanAction17929
181. Coastal Fisheries Initiative/LAC: Producing a change shift towards an integrated, inclusive and sustainable approach to fisheries management and development (United Nations Development Programme (UNDP)), #OceanAction15395
182. Coastal of Inundation Forecasting Demonstration Project (CIFDP) (Agency for Meteorology, Climatology, and Geophysics of the Republic of Indonesia (BMKG)), #OceanAction19033
183. Coastal Risk Resilience and Insurance (The Nature Conservancy), #OceanAction15404
184. Coastal Sustainability Institute at Northeastern University (Northeastern University), #OceanAction14381

185. Colectivo Navegación Sostenible Lima (Colegiatura Colombiana de Sostenibilidad), #OceanAction15434
186. Collaborative mitigating measures for the conservation of marine ecosystem in the lower Volta Basin in the Songor Ramsar and Biosphere Reserve (Biodiversity and Ecological Restoration Organization), #OceanAction19369
187. Collect plankton samples for analysis of priority chemicals (Goes Foundation), #OceanAction19714
188. Combating pollution from plastic products (Ministry of Environment, Energy and Climate Change), #OceanAction17062
189. Combatting Human Rights Abuses in Fishing Industry (Ministry of Marine Affairs and Fisheries), #OceanAction18277
190. Combatting IUU fishing (Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD)), #OceanAction18445
191. Combatting litter (The Netherlands), #OceanAction18046
192. Commit to provide the most sustainable advisory service to at least five countries and companies wishing to maximize the use of their natural resources by 2020 and 10 countries and companies by 2030. (Beejadhur Ocean Solutions), #OceanAction17166
193. Commitment between the Secretariats of the Caribbean Environment Programme and the OSPAR Commission to explore opportunities for inter-regional cooperation (Secretariats of the Caribbean Environment Programme and the OSPAR Commission), #OceanAction17198
194. Commitment between the Secretariats of the North East Atlantic Fisheries Commission and the OSPAR Commission under the collective arrangement (The North East Atlantic Fisheries Commission and the OSPAR Commission for the Protection of the Marine Environment of the North East Atlantic), #OceanAction21204
195. Commitment by Canary Islands and their marine environments (Sociedad Atlántica de Oceanógrafos (SAO)), #OceanAction21532
196. Commitment from a group of Swedish Investors on Goal 14 and Goal 6 (AP7, SPP, Church of Sweden Asset Management, Alecta, Folksam, Handelsbanken Asset Management, East Capital), #OceanAction18768
197. Commitment to international education regarding the major environmental issue of marine litter in our global ocean through multi-lingual visual media as well as continued lectures. (Ocean Voyages Institute), #OceanAction21676
198. Commitment to raise awareness about sustainable alternatives to deep sea mining (Seas At Risk), #OceanAction16974
199. Commitment to reduce CO2 emissions (and their impact on the Ocean) from global shipping industry (International Chamber of Shipping), #OceanAction14528
200. Commitment to work towards an end to disposable, single-use plastic products in light of their non-circular nature and the frequency these products become marine plastic pollution (Seas At Risk), #OceanAction16724
201. Committing to Social Responsibility in Global Fisheries and Aquaculture (Conservation International), #OceanAction15143
202. Commonwealth Marine Economies (CME) Programme (United Kingdom), #OceanAction19609

203. Commonwealth Marine Reserves (Department of the Environment and Energy), #OceanAction17908
204. Community and Stakeholder Based Coral Reef Restoration In Bira & Harapan Islands, Thousand Islands, Jakarta (Yayasan Karang Lestari Teluk Pemuteran (Pemuteran Bay Coral Protection Foundation)), #OceanAction17674
205. Community Based Coral Reef Restoration in Ambon Bay, Maluku, Indonesia (Pemuteran Bay Coral Protection Foundation), #OceanAction15830
206. Community Based Coral Reef Restoration in Pemuteran, Buleleng, Bali (Yayasan Karang Lestari Teluk Pemuteran (Pemuteran Bay Coral Protection Foundation)), #OceanAction17434
207. Community Based Fisheries Management Phase 2 (Australia Government (Department of Foreign Affairs and Trade/Australian Centre for International Agriculture Research)), #OceanAction17054
208. Community dialogue intervention to stop waste disposal into Rivers in the community (Community members), #OceanAction14492
209. Community Engagement for Uruguay's 'sanctuary for whales and dolphins' (Organización Conservación de Cetáceos/Organization for Cetacean Conservation OCC Uruguay), #OceanAction14439
210. Community Integrated Management Plans (Ministry of Natural Resources and Environment), #OceanAction16994
211. Complete mapping of vulnerable coastal areas (Government of Timor-Leste), #OceanAction17896
212. Comprehensive and sustainable community-based sea turtle conservation programme on Maio Island, Cabo Verde (Fundação Maio Biodiversidade (FMB)), #OceanAction19479
213. Comprometidos con el uso sostenible del recurso pesquero (TAKAMI), #OceanAction21428
214. Conciencia Martima (Ministerio de Defensa Nacional), #OceanAction21000
215. Concienciar a pescadores e instituciones afines con los ocanos, sobre aspectos legales asociados a los ocanos y la convencion de la ONU sobre el Derecho del Mar. (Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales), #OceanAction21140
216. Concientizar a los pescadores de la provincia Barahona con programas para el uso adecuado y regulado de las actividades pesqueras. (Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales), #OceanAction20976
217. Connecting and Protecting Our Seas: Initiatives in the Baltic and the Mediterranean (Sweden and Monaco), #OceanAction20104
218. Connecting Water and Agriculture in the Danube River Basin to Protect the Black Sea (International Commission for the Protection of the Danube River (ICPDR)), #OceanAction14991
219. Conservacin, uso sostenible de la biodiversidad y mantenimiento de los servicios de los ecosistemas de humedales protegidos de importancia internacional-Proyecto Humedales (Sistema Nacional de Áreas de Conservación (SINAC)), #OceanAction19539
220. Conservación de los humedales e impulso de actividades agro ecoturísticas en el Espavé de Chame. (Asociación Agro-Ecoturística El Espavé — Eben Ezer), #OceanAction16640

221. Conservación de los manglares y protección de tortugas marinas y playas en Jaqué, Darién. (Fundación Almanaque Azul), #OceanAction16646
222. Conservation and Management of all Species of Sharks and Rays and their Critical Habitats within Fijian Waters (Ministry of Fisheries and Department of Environment, Fiji), #OceanAction19999
223. Conservation and management of biodiversity through sustainable production and efficient governance mechanism in the Bio-corridor. (Comuna Las Gilces), #OceanAction19684
224. Conservation and Management of Cetaceans (International Whaling Commission), #OceanAction20229
225. Conservation and sustainability of fish and other marine species (Bangladesh), #OceanAction18543
226. Conservation and sustainable use of marine and coastal biodiversity in the Caribbean Sea Basin (European Union), #OceanAction18121
227. Conservation of marine eco-systems surrounding through implementing Sustainable Fisheries, support Marine research and educational programs (Six Senses Ninh Van Bay), #OceanAction17178
228. Conservation of sea turtle contributing to biodiversity of Hon Cau marine protected area (UNDP/GEF Small Grants Programme), #OceanAction21460
229. Conservation of urban wetlands through birds and citizen science (The Global Environment Facility (GEF) Small Grants Programme (SGP)), #OceanAction19954
230. Conserve and restore marine biodiversity resources on Santa Luzia, Raso and Branco MPA (National Directorate of Environment), #OceanAction17872
231. Conserve the Ocean of Lobitos by declaring it a World Surfing Reserve (WSR) (EcoSwell), #OceanAction16082
232. Conserve the oceans surrounding the resort and beyond by supporting sustainable fisheries, protecting critical habitats and the species that live in them, preventing plastic pollution by reducing waste in operations, and educating people of all ages. (Six Senses Laamu), #OceanAction16822
233. Conserving 25% of Grenada's nearshore marine environment and the sustainable development of its coastline (Grenada (Ministry of Agriculture, Lands, Forestry and Fisheries)), #OceanAction14548
234. Conserving 27% of marine and coastal areas of major importance for biological diversity and ecosystems services, per ecologically representative protected areas that are effectively and equitably managed (Ministry of Science, Technology and Environment of Cuba), #OceanAction20964
235. Conserving Marine Biodiversity in Saint. Kitts and Nevis (United Nations Development Programme), #OceanAction15725
236. Conserving productive and resilient marine ecosystems: Supporting human wellbeing from the Sea (WWF Colombia), #OceanAction16430
237. Consistent efforts towards moving the fisheries in Indian Ocean sustainable (Ministry of Fisheries and Agriculture of the Maldives), #OceanAction18016
238. Consolidacion de Reserva De Biosfera de UNESCO (GLOBAL PENGUIN SOCIETY), #OceanAction16610

239. Continuar con el compromiso establecido mediante la iniciativa CLME (Grandes Ecosistemas Marinos del Caribe) (Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales), #OceanAction20836
240. Continuar con el mantenimiento y operacin de los viveros de corales en la isla de Roatn (Roatán Marine Park (RMP)), #OceanAction17779
241. Continuar el monitoreo de ecosistemas marinos y costeros a nivel nacional y promover publicaciones peridicas con esta informacin (Sociedad Civil), #OceanAction21116
242. Continuar la participacin en la Iniciativa Regional Reto del Caribe, para la proteccin del 20% de la plataforma marina nacional. (The Nature Conservancy), #OceanAction21108
243. Contribution to global research on Arctic Ocean (INDIA), #OceanAction20672
244. Contribution to the Blue Action Fund #OceanAction16098 (Government of Sweden), #OceanAction21424
245. Contribution to the CBD Special Voluntary Trust Fund to support work on EBSAs, Marine Spatial Planning and the Sustainable Ocean Initiative. (Sweden), #OceanAction18376
246. Control of marine litter inflow via rivers Bojana and Sutrina into the sea, defined in the National Action Plan of Montenegro (NAP) for the implementation of the LBS Protocol and its Regional Plans in the Framework of the SAP-MED with the aim to achieve (Ministry of Sustainable Development and Tourism, Department for Sustainable Development and Integrated Coastal Zone Management), #OceanAction17716
247. CONTROLE ET SUIVI DES TRAVAUX DE L'OUVERTURE DE L'EMBOUCHURE DE GRAND BASSAM (Centre Ivoirien Antipollution), #OceanAction17794
248. Cooperation towards fossil fuel free businesses (Haga Initiative), #OceanAction18403
249. CoopeTrcoles R.L. — Jeannette Naranjo Gonzalez (Coopetarcoles R.L.), #OceanAction17773
250. Coordinating Body on the Seas of East Asia (COBSEA) (COBSEA Secretariat), #OceanAction15986
251. Coral Art — Underwater Living Sculptures (Raisa Mar | Conservation Artist), #OceanAction21664
252. Coral Reef Bleaching Alert Dashboard (Wgdesign), #OceanAction14423
253. Coral Sea Natural Park management plan (New-Caledonia Government), #OceanAction19341
254. Coral Triangle Initiative Australian Support Program (Department of the Environment and Energy), #OceanAction16870
255. Country Action on the Parties to the Nauru Agreement's Third Implementation Agreement Program (FSM Public Law 19-169) (National Oceanic Resource Management Authority), #OceanAction16679
256. Course on Sustainable Oceans and Marine Resources (Singapore), #OceanAction18918

257. Creacin de 5 reas Protegidas Costero Marinas en el Pacifico de Guatemala (CONSEJO NACIONAL DE ÁREAS PROTEGIDAS DE GUATEMALA), #OceanAction20460
258. Creacin de al menos un vivero de corales para actividades de recuperacin de areas afectadas en funcionamiento en algn pas del Arrecife Mesoamericano. (Iniciativa Arrecifes Saludables), #OceanAction17270
259. Creacin de capacidad y transferencia de tecnologa marina. (Instituto Oceanográfico de la Armada), #OceanAction21008
260. Creacin de lineamientos de ordenamiento del sector pesquero (Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo PNUD Honduras), #OceanAction17977
261. Creacin de lnea base en cuanto al estado de los manglares y pastos marinos en la Isla de Roatn (Zona Libre de Turismo (ZOLITUR)), #OceanAction17362
262. Creacin de reas de recuperacin de pesqueras en el paisaje marino CSUCC (Cuero y Salado — Utila — Cayos Cochinos) (Fundación Islas de la Bahía), #OceanAction17374
263. Creacin de un Fondo Ambiental para incentivar la Conservacin de los Servicios Ecosistmicos del Mar y de los Recursos Marino y Costeros (Viceministerio de Agua, Mares, Costas y Humedales (VAMCH) del Ministerio de Ambiente y Energía (MINAE)), #OceanAction19519
264. Creacin del Plan de Manejo Pesquero para la Baha de Tela (Coral Reef Alliance), #OceanAction17956
265. Crear e implementar el programa de control y vigilancia en las reas protegidas marinas de la Baha de Tela. (Coral Reef Alliance), #OceanAction17788
266. Crear mecanismos de prestamos blandos para favorecer a los grupos organizados de pescadores artesanales (GOAL Honduras), #OceanAction18199
267. Crear un plan de gobernanza del recurso pesquero en el Paisaje Marino CSUCC (Cuero y Salado-Utila-Cayos Cochinos) (Fundación Islas de la Bahía), #OceanAction17366
268. Crear una cadena de compra eficiente y transparente para que los pescadores artesanales vendan su producto en el mercado (GOAL Honduras), #OceanAction18196
269. Crear, reforzar, socializar y establecer planes de gobernanza de las reas marinas protegidas y zonas de recuperacin pesquera de Guanaja (Coral Reef Alliance), #OceanAction17941
270. Crear, reforzar, socializar y establecer planes de gobernanza de las reas marinas protegidas y zonas de recuperacin pesquera en la Baha de Tela (Coral Reef Alliance), #OceanAction17944
271. Create a national campaign to raise awareness of pollution and its impact on our oceans (Government of Timor-Leste), #OceanAction17623
272. Create an evaluation and monitoring system of the Blue Fund that is aligned with Goal 14 targets (Ministry of Sea), #OceanAction18496
273. Creating more informed and aware citizenry (Government of Nepal), #OceanAction21440
274. Creating the regulatoru system to allow for and promote the use of LNG as an alternative fuel (Ministry of the Environment (Estonia)), #OceanAction17668
275. Creation d'Aires Protegees Aquatiques (Gabon), #OceanAction21822

276. Creation of 15 MPA's (Lebanon), #OceanAction21795
277. Creation of a community environmental team (Cratión d'une brigade environnementale coutumire) (Community Environmental Advisory Committee (Comité consultatif coutumier environnementale-CCCE)), #OceanAction19729
278. Crer des socits de rsilience travers la protection des rserve de biosphre et des ocans (Union Nationale des Travailleurs Démocrates), #OceanAction15139
279. Crew based observers release bycatch in the Arabian Sea (WWF Pakistan), #OceanAction16418
280. Cross-boundary and inter-sectorial solutions for ecosystem-based marine spatial planning: the Symphony method (Sweden), #OceanAction18361
281. Curacao as a Caribbean Leader for Marine Science and Innovation (The Government of Curacao), #OceanAction21496
282. Curacao, in collaboration with the WAITT Institute, will develop and codify a sustainable ocean policy by December 2018 (Government of Curacao), #OceanAction21504
283. D'ici 2022, mettre fin a la peche INN dans les eaux sous juridiction de Togo (Haut Conseil pour la Mer (HCM)), #OceanAction20972
284. Data management services for ocean acidification and the Essential Ocean Variable Inorganic Carbon (Bjerknes Climate Data Centre co-hosted by the Bjerknes Centre for Climate Research and the University of Bergen), #OceanAction20816
285. Data sharing and use for contributing to SDG14 on marine biodiversity and marine debris (Ministry of Education, Culture, Sports, Science and Technology, and JAMSTEC (Japan Agency for Marine-Earth Science and Technology)), #OceanAction17602
286. Database of support policies to fisheries — The Fisheries Support Estimate (FSE) (Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD)), #OceanAction14983
287. Decent work in the fishing sector (International Labour Organization), #OceanAction21552
288. Declaracin de reas de recuperacin pesquera (Dirección General de la Marina Mercante), #OceanAction17854
289. Declarar dos reas de recuperacin de la pesca en la Isla de Roatn: French Cay y Santa Elena (CORAL), #OceanAction17378
290. Declaration of Marine Protected Areas (MPAs) (Department of Environmental Affairs — Ocean and Coasts Branch), #OceanAction20508
291. Declaration on Marine Reserves (Belgium, Belize, Nauru, Portugal), #OceanAction18878
292. Decrease impacts of ocean acidification (Ministry in charge of environnement), #OceanAction16814
293. Deep Sea Conservation (Deep Sea Conservation Coalition), #OceanAction16970
294. Deliver proposal of Chilean National Ocean Policy. (Chile), #OceanAction16598
295. Delivering Improved Coastal Fisheries Management Services in Fiji (Ministry of Fisheries, Fiji), #OceanAction19929

296. Dell Commits to Scaling Commercial Use of Ocean Bound Plastic (Dell), #OceanAction14578
297. Demonstrating Innovative Ocean Governance Mechanisms and Delivering Best Practices and Lessons for Extended Continental Shelf Management within the Western Indian Ocean Large Marine Ecosystems (United Nations Development Programme), #OceanAction16890
298. Departamento de Biología, Bioquímica y Farmacia (Universidad Nacional del Sur), #OceanAction16982
299. Deploying dedicated Space technologies and assets for Ocean applications (India), #OceanAction20544
300. Desarrollar dos investigaciones científicas por año acerca de temas marinos (MARALLIANCE), #OceanAction17402
301. Desarrollo de al menos 2 sistemas de gobernanza para el manejo de los recursos pesqueros y de los ecosistemas asociados costero-marinos (GOAL Honduras), #OceanAction17947
302. Desarrollo de capacidades para el fomento de la pesca sostenible (CODOPESCA), #OceanAction21092
303. Desarrollo del Programa de Saneamiento y Restauración en playas y lagunas costeras y en áreas de arrecifes en cuatro (4) provincias costeras (Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales), #OceanAction20892
304. Desarrollo del Proyecto para la preparación de REDD+ República Dominicana, con el componente de bosque de manglar. (Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales), #OceanAction20952
305. Desarrollo Sostenible del Sector Pesquero (Comisión Colombiana del Océano), #OceanAction20084
306. Designating Marine Protected Areas (MPAs) (India), #OceanAction20524
307. Designation and enhancement of implementation of the Baltic Sea as NOx Emission Control Area for ships and public-private partnership (Baltic Marine Environment Protection Commission (HELCOM)), #OceanAction15614
308. Designation of St. Anns Bank as a Canada Oceans Act Marine Protected Area (Canada), #OceanAction20492
309. Designation of the Anguniaqvia Niqiqyuam Marine Protected Area (Canada), #OceanAction19138
310. Designation of the First Ever Marine Protected Area in Pakistan (Ministry of Climate Change, Government of Pakistan), #OceanAction16034
311. Designation of the Hecate Strait — Queen Charlotte Sound Glass Sponge Reefs Marine Protected Area (Canada), #OceanAction19158
312. Designation of the Jomard entrance as a particularly sensitive sea area (Papua New Guinea National Maritime Safety Authority), #OceanAction21372
313. Desktop Study on Marine Litter including Microplastics in the Arctic (Phase I) (Sweden, Norway, Iceland), #OceanAction18373
314. Develop a marine spatial plan for Seychelles' Exclusive Economic Zone (Ministry of Environment, Energy and Climate Change), #OceanAction17923

315. Develop Marine Spatial Plans (MSP) covering the entire area under national jurisdiction, using ecosystem-based approaches (Ministry of Sea), #OceanAction18175
316. Develop norms and standards in the monitoring of cross cutting areas of biodiversity, climate change and land degradation. (EIMMS Project), #OceanAction18256
317. Develop research capacity and transfer of marine technology through the UNESCO/IOC Regional Network of Training and Research Centers (RTRCs) on Marine Science in the Western Pacific and adjacent regions in support of the SDG 14.a (Intergovernmental Oceanographic Commission of UNESCO, via its Sub-Commission for the Western Pacific (WESTPAC)), #OceanAction15266
318. Develop Sustainable Ocean Economy (Department of Strategic Planning and Economy, State Oceanic Administration, P.R.China), #OceanAction19834
319. Developing a bilingual web-based fish identification tool for field use in Indonesia (Commonwealth Scientific and Industrial Research Organisation (CSIRO)), #OceanAction16898
320. Developing and sharing solutions to Marine Plastic Litter (University of Gothenburg, Center for Sea and Society), #OceanAction18391
321. Developing Data Science and Artificial Intelligence Talent for addressing Ocean challenges — Data Science for Social Good Program (CS Research Foundation), #OceanAction16978
322. Developing Multi Stakeholders Alliances to Achieve SDG 14 by 2030 Through Education, Advocacy and the Promotion of Public Policies to Protect our oceans (The Millennials Movement), #OceanAction16442
323. Developing SDG Objectives and Metrics with and for the Ocean Business Community (World Ocean Council), #OceanAction16854
324. Developing the science basis to support ecosystem based management (The International Council for the Exploration of the Sea (ICES)), #OceanAction15924
325. Developing the Statistical Capacities for Monitoring the SDGs and Paris Agreement Commitments (Ireland), #OceanAction21456
326. Development and expansion of global, faith-based, Marine and Coastal Conservation Programme (A Rocha International), #OceanAction18493
327. Development and implementation of additional marine actions under the National Strategy for the Conservation of Threatened Species (Brazilian Government), #OceanAction19659
328. Development and implementation of the Brazilian Blue Fund (Brazilian Government), #OceanAction19669
329. Development and strengthening of the regional research and monitoring network, as part of global efforts, on the ecological impacts of ocean acidification on coral reef ecosystems in the Western Pacific and its adjacent regions in support of the SDG 14.3 (Intergovernmental Oceanographic Commission of UNESCO, via its Sub-Commission for the Western Pacific (WESTPAC)), #OceanAction15274
330. Development economic alternatives fishing community Punta Alegre contribute sustainable use marine resources and biodiversity protection National Park Los Caimanes SGP-GEF (Fishing community), #OceanAction18475
331. Development of a Centre for Information and Documentation on the Brazilian Ocean (Ombudsperson of the Sea network), #OceanAction16649

332. Development of a globally recognized framework to evaluate tropical small scale fisheries against environmental sustainability standards (Monterey Bay Aquarium on behalf of all partners), #OceanAction18148
333. Development of a Multi-Organism and Multi-Level Biomarker System for Biomonitoring of Marine Ecosystem Health (Singapore), #OceanAction18983
334. Development of a national marine spatial planning process (Brazilian Government), #OceanAction19704
335. Development of a national strategy to combat marine litter (Brazilian Government), #OceanAction19694
336. Development of Canadas Operational Guidance for Identifying Other Effective Area-Based Conservation Measures in Canadas Marine Environment (Canada), #OceanAction19188
337. Development of ecosystem-based management of fish and fisheries in Sweden (Swedish Agency for Marine and Water Management (SwAM)), #OceanAction20189
338. Development of effective area-based conservation measures in marine areas (Brazilian Government), #OceanAction19649
339. Development of Locally Managed Areas for Restoration and Sustainable Use of Coastal Eco-systems with Involvement of Local Stakeholders (The Institute of Oceanography, Viet Nam Academy of Science and Technology), #OceanAction18418
340. Development of maritime spatial plan, defined in the National Strategy for Integrated Coastal Zone Management of Montenegro, prepared by the Ministry of Sustainable Development and Tourism in cooperation with UN Environment/MAP (Ministry of Sustainable Development and Tourism, Directorate for Spatial Planning and Department for Sustainable Development and Integrated Coastal Zone Management), #OceanAction17653
341. Development of the duck island snorkeling trail (New Caledonia Environmental Initiation Center (CIE.NC)), #OceanAction19749
342. Development of the project documentation and remediation of 37 illegal non-equipped solid waste disposal sites in coastal area, defined in the National Action Plan of Montenegro (NAP) for the implementation of the LBS Protocol and its Regional Plans in th (Ministry of Sustainable Development and Tourism, Directorate for Community Development and Department for Sustainable Development and Integrated Coastal Zone Management), #OceanAction17725
343. Devepment and implementation of the National Contgency plan for the Republic of Cape Verde (AMP (Cape Verde Maritime Administration)), #OceanAction18618
344. DISASTER RELIEF AND MANAGEMENT COURSE — INDONESIA (Indonesia (INDONESIAN NAVAL HYDROGRAPHIC CENTER)), #OceanAction14391
345. Dispatch of Experts on Coastal and Marine Resources Management (Japanese Regional Technical Cooperation) (JICA (Japan International Cooperation Agency)), #OceanAction17998
346. Drones for Whale Research: SnotBot (Ocean Alliance), #OceanAction15780
347. Eco Labeling/Catch Certification (Fiji Fishing Industry Association (FFIA)), #OceanAction19894

348. Eco tourism activities in mangrove and coral island in Vidathaltivu Mannar (Vidathaltivu Eco Tourism Society), #OceanAction15970
349. Eco-Divers — Diving with a Purpose — Removing Ghostnet from wrecks in the Belgian NorthSea (Ecoduikers), #OceanAction20764
350. Ecological Marine Units Map, Apps, and Data (Esri and USGS), #OceanAction14488
351. Ecoship (Peace Boat), #OceanAction12930
352. Ecosystem based fisheries management and ecosystem restoration in the Humboldt Current System (United Nations Development Programme (UNDP)), #OceanAction15386
353. Education, Training and Capacity Building (World Maritime University), #OceanAction21576
354. Educational Manual Linking Oceans to the SDGs (Royal Academy of Science International Trust), #OceanAction14047
355. Effective implementation of Monitoring, Control, Surveillance and Enforcement programmes for Samoas fishery waters (Ministry of Agriculture and Fisheries), #OceanAction18433
356. Effective Management of the Coastal and Marine Environment (UNDP Albania), #OceanAction18052
357. Effective Regulation of Fisheries and the Rational Exploitation of Marine and Coastal Resources. (Ministry in charge of Aquatic Resources and Fishery), #OceanAction16154
358. El compromiso voluntario del Programa de Pequeas Donaciones GEF Colombia es fortalecer la capacidad de 14 organizaciones comunitarias para el manejo sostenible y la proteccin de los ecosistemas marino costeros, mediante el desarrollo del ecoturismo y la p (Programa de Pequeñas DONaciones del GEF Colombia), #OceanAction21648
359. Elaboracin y aprobacin de la Ley Sectorial de la Zona Costera y Marina y sus Recursos y los reglamentos correspondientes. (Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales), #OceanAction20568
360. Elaborar, difundir e impulsar el cumplimiento de la normativa que regula tecnologas, comercializacin y restricciones de pesca (Ministerio de Medio Ambiente y CODOPESCA), #OceanAction21088
361. Elaboration of a study in order to establish a marine protected area in Cape Lindles (Province of Oran) (Ministry of Agriculture, Rural Development and Fisheries (National Center of Research and Development of Fisheries and Aquaculture; and, National Office for Rural Development), Algeria), #OceanAction19764
362. Elaboration of National Maritime Spatial Planning Strategy by 2021 (Ministry of Environment and Energy/General Secretariat of Spatial Planning and Urban Environment/Directorate General of Spatial Planning/Directorate of Spatial Planning), #OceanAction18454
363. Eliminar la venta de plsticos en 2 supermercados de la Isla de Roatn (Roatán Marine Park), #OceanAction17310
364. Eliminate Plastic Litter in our Oceans (The Mare Nostrum Global Initiative), #OceanAction17713

365. Elimination of Resort's Single Use Plastic Products (Evason Ana Mandara [Six Senses Hotels Resorts Spas]), #OceanAction17074
366. Emissions reduction from International Shipping through the use of the Panama Canal route (Panama Canal Authority), #OceanAction16622
367. Empowering international sustainable development actions through science-driven management (EnScope), #OceanAction21480
368. Empowering the tourism industry to protect and conserve the integrity of the oceans. #GoGreenForTheBigBlue (Sea Going Green), #OceanAction19243
369. Empowering Young Conservation Leaders (Youth Ocean Conservation Summit), #OceanAction21148
370. Enabling transdisciplinary ocean sciences for SDG implementation (Brazilian Future Ocean Panel), #OceanAction16174
371. Encouraging dissemination of research results through the ISA Secretary-General Award for Deep-Sea Research Excellence (International Seabed Authority), #OceanAction15796
372. Encouraging Shark and Ecosystem-based Conservation Through Certification (The Center for Oceanic Awareness, Research, and Education (COARE)), #OceanAction19464
373. Encouraging sustainable tourism to protect migratory species and support local communities (Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals), #OceanAction21272
374. Ending Illegal Fishing through Improved Surveillance (Commonwealth Science and Industry Research Organization (CSIRO)), #OceanAction17022
375. Ending the Shark Fin Trade in the USA (Shark Research Institute), #OceanAction19799
376. Eneco Clean Beach Cup (Eneco Clean Beach Life), #OceanAction15862
377. Eng. Iffat EDRISS (OPERATION BIG BLUE ASSOCIATION), #OceanAction13952
378. Engaging Civil Society in the delivery of the Caribbean Large Marine Ecosystem plus Strategic Action Programme (CLME+ SAP) Implementation (Caribbean Natural Resources Institute (CANARI)), #OceanAction19524
379. Enhance fishery management, control and surveillance in Uruguay and South Atlantic Ocean (DIRECCIÓN NACIONAL DE RECURSOS ACUÁTICOS (DINARA), Uruguay), #OceanAction20089
380. Enhance the capacities for marine biodiversity conservation and sustainable use (National Directorate of Environment), #OceanAction17869
381. Enhance the Conservation of Coastline Seascape of the Jaltepeque estuary through community-based approach (GEF SGP implemented by UNDP), #OceanAction20199
382. Enhance the Conservation of Tropical Coastline Seascape of the Beibu Gulf through community-based approach (UNDP/GEF Small Grants Programme China), #OceanAction15647
383. Enhance the International Marine Cooperation in Asia Pacific Region (Department of International Cooperation, State Oceanic Administration, P.R.China), #OceanAction19824

384. Enhance the Tropical Coastline Seascape of South Tarawa through community based approach (UNDP/GEF Small Grants Programme Kiribati), #OceanAction20179
385. Enhanced clean-up efforts in Norwegian coastal areas (Norwegian Government in partnership with civil society organisations and local authorities), #OceanAction18448
386. Enhancement of ocean observation network toward achievement of SDG14 (Ministry of Education, Culture, Sports, Science and Technology, JAMSTEC (Japan Agency for Marine-Earth Science and Technology)), #OceanAction17470
387. Enhancement of the capacity for species identification and genetic analysis on marine organisms in the coral reef ecosystems in the Western Pacific (Korea Institute of Ocean Science and Technology (KIOST)), #OceanAction17554
388. Enhancing deep sea marine biodiversity assessment through the creation of online taxonomic atlases linked to deep sea mining activities in the Area. (International Seabed Authority), #OceanAction17776
389. Enhancing global ocean acidification monitoring and research (Global Ocean Acidification Observing Network (GOA-ON)), #OceanAction16542
390. Enhancing management of Samoas fisheries through improved scientific information and knowledge (Ministry of Agriculture and Fisheries), #OceanAction18442
391. Enhancing National Development through Environmentally Resilient Islands (ENDhERI) (Ministry of Environment and Energy), #OceanAction19043
392. Enhancing research and awareness on the impact of ocean acidification and climate change on tropical marine ecosystems (Centre of Marine and Coastal Studies (CEMACS), Universiti Sains Malaysia), #OceanAction17740
393. Enhancing the capacity of developing countries to implement their obligations under CITES for marine species (European Union), #OceanAction17538
394. Enhancing the protection, conservation and management of sharks, whales, dolphins and turtles in Samoas Exclusive Economic Zone (Ministry of Natural Resources and Environment), #OceanAction16498
395. Enhancing the role of women in marine scientific research through capacity-building (International Seabed Authority), #OceanAction15467
396. Ensuring a Precautionary Approach to Deep Sea Mining (Oasis Earth), #OceanAction14909
397. Ensuring Samoas EEZ is free from destructive fishing through prohibition and regulation of fishing methods and gears (Ministry of Agriculture and Fisheries), #OceanAction18307
398. Environmental forecasting of the ocean: development of advanced predictive tools that combine numerical models and ocean observations (satellite and in-situ). (Liege University), #OceanAction16310
399. Environmental monitoring with one of the world's most modern research vessels (Sweden), #OceanAction19499
400. Environmentally sound ship recycling: Implementation of the Hong Kong Convention and encouraging others to join (Belgian Federal Public Service of Mobility), #OceanAction18397

401. Envision Plastics Commits to Removing 10 Million Pounds of Plastic at Risk of Polluting Our Oceans Using Qualified Sourcing Partners (Envision Plastics), #OceanAction14932
402. Eradicating Fish Bombing in Sabah by 2020 (State Government of Sabah Anti Fish Bombing Committee), #OceanAction16712
403. Eradication of Illegal, Unreported and Unregulated Fishing (IUUF) and to promote fisheries crimes as a Transnational Organized Crime (Task Force Combatting Illegal Fishing and Ministry of Marine Affairs and Fisheries), #OceanAction18271
404. eReefs catchment and coastal forecasting and satellite based monitoring of the Great Barrier Reef (Bureau of Meteorology), #OceanAction16910
405. Establecer e implementar el sistema de monitoreo permanente de los ecosistemas marinos en las localidades con impactos significativos causados actividades antropicas en 6 provincias costeras. (Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales), #OceanAction20636
406. Establecimiento de los lineamientos para la creacin de Planes de Ordenamiento Pesquero (Food and Agriculture Organization (FAO) Honduras), #OceanAction17884
407. Establish marine nature protected areas on at least 3 locations, defined in the National Strategy for Integrated Coastal Zone Management of Montenegro, prepared by the Ministry of Sustainable Development and Tourism in cooperation with UN Environment/MAP (Ministry of Sustainable Development and Tourism), #OceanAction17656
408. Establishing a network of MPA's and LMMA within Tuvalu Maritime Zone (Office of the Prime Minister, Tuvalu), #OceanAction21472
409. Establishing electronic notification systems for the effective use of fishing gear (Ministry of the Environment (Estonia)), #OceanAction17650
410. Establishing integrated nitrogen management systems for the Gulf of Riga (Ministry of the Environment (Estonia)), #OceanAction18247
411. Establishing marine protected areas in Estonian EEZ (Ministry of the Environment), #OceanAction17570
412. Establishing maritime spatial plans for marine areas (Ministry of Finance), #OceanAction18223
413. Establishing regional plans for aquaculture in Estonian marine areas (Ministry of the Environment), #OceanAction17574
414. Establishment of 4.3 million ha marine conservation areas to reach 20 million ha by 2019 (Ministry of Marine Affairs and Fisheries of the Republic of Indonesia), #OceanAction18259
415. Establishment of a Marine Protected Area (MPA) at the coastline of Plakias, Crete (Marine Field Station Plakias — Dive2Gether), #OceanAction16406
416. Establishment of an acoustic and fishery information system to improve knowledge of marine ecosystems and its resources through the use of data from fishing vessels, incorporating actors from other countries. (National Fishery Society of Peru (SNP)), #OceanAction17881

417. Establishment of and strengthening of existing Regional Fisheries Monitoring Control and Surveillance mechanisms in the Eastern Africa, Southern Africa and Indian Ocean regionRegion (Southern African Development Community (SADC)), #OceanAction15453
418. Establishment of Information Center on Marine Protected Area Karaburun Sazani in Albania (United Nations Development Programme (UNDP)), #OceanAction16134
419. Establishment of the International Marine Training Centre for Innovative Science and Technology for Sea Dumped Weapons, and Shipborne Disposal Solutions to Support the Eradication of all Underwater Munitions (International Dialogue on Underwater Munitions (IDUM)), #OceanAction21356
420. Establishment of the National Ocean Office (Republic of Vanuatu), #OceanAction21616
421. Estrategia de control del pez len (Sistema Nacional de Áreas de Conservación (SINAC)), #OceanAction19549
422. Estrategia Nacional para sustituir el consumo de plastico de un solo uso por alternativas renovables y compostables (Ministerio de Ambiente y Energía de Costa Rica y Ministerio de Salud), #OceanAction19544
423. Estrategia para la Conservacin de Tortugas Marinas de Costa Rica (Viceministerio de Agua, Mares, Costas y Humedales), #OceanAction19629
424. Estrategias para la biodiversidad marina (Ministerio de Ambiente), #OceanAction21032
425. Estuary protected areas reporting (New Zealand Department of Conservation), #OceanAction18349
426. Estudio de valoracion de la resiliencia al cambio climatico de los ecosistemas costeros y los efectos sobre la diversidad (Fundación Islas de la Bahía), #OceanAction17938
427. EU based advocacy for healthy oceans and productive ecosystems (Seas At Risk), #OceanAction16550
428. EU/UNDP Project: Improving Environmental Monitoring in the Black Sea — EMBLAS (United Nations Development Programme (UNDP)), #OceanAction15806
429. European Commission and IOC/UNESCO (European Union), #OceanAction18668
430. European Ocean Biogeographic Information System — EUROBIS (Flanders Marine Institute (VLIZ)), #OceanAction18643
431. Evaluacin de manglares, arrecifes, playas, praderas marinas para una valoracin de los servicios ambientales de ecosistemas costeros y marinos: 3 provincias costeras, 1 por ao. (Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales), #OceanAction20624
432. Evaluacin de reas costeras marinas para la implementacin de proyectos de desarrollo para la gestin sostenible aprox. 25 proyectos por ao. (Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales), #OceanAction20620
433. Evaluacin del estado de los ecosistemas costeros y marinos de 2 provincias (Puerto Plata y Montecristi). (Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales), #OceanAction20852

434. Expand the project Fisheries for a Sea Without Litter to all fishing ports in the Portuguese mainland (Ministry of Sea), #OceanAction18169
435. Expanded polystyrene (Styrofoam) Ban (Ministry of Economic Planning, Sustainable Development, Industry, Information and Labour — St Vincent and the Grenadines), #OceanAction18100
436. Expansion of Large Scale Marine Managed Areas in Fiji (Ministry of Fisheries, Department of Environment, Fiji), #OceanAction19904
437. Expansion of maritime area declared as marine protected area under national legislation (National Environment and Planning Agency, Jamaica), #OceanAction21136
438. Expansion of network of marine protected areas in Greece (Hellenic Ministry of Environment and Energy), #OceanAction18379
439. Expansion of sea cucumber grow-out operations to support coastal community livelihoods (Marine Research Centre | Ministry of Fisheries and Agriculture, Maldives), #OceanAction18028
440. Expansion of Voluntary Marine Conservation Areas in Roches Noires and Anse La Raie Mauritius (supported by GEF SGP & implemented by UNDP) (Reef Conservation), #OceanAction17692
441. Exploring financing approaches and mechanisms to promote sustainable development and the Blue Economy in Small States Developing States. (OECD), #OceanAction15043
442. F3 — Future of Fish Feed: A collaborative effort toward fish-free aquaculture feeds (F3 Challenge), #OceanAction18933
443. Facilitate a Youth Movement for Our Ocean (The Ocean Project), #OceanAction18202
444. Facilitating community-led fisheries in Raja Ampat for implementation of SDG 14 (Maya Clan Customary Law-based Community Organization of Raja Ampat), #OceanAction15135
445. Facilitating learning and sharing of good practices within and beyond UNESCO Biosphere Reserves How do UNESCO Biosphere Reserves in the Baltic Sea Region contribute to the implementation of the 2030 Agenda? (UNESCO's Man and the Biosphere Programme in Sweden (MAB Sweden)), #OceanAction20476
446. Farewell plastic carrier bag! (Federal Ministry of Agriculture, Forestry, Environment and Water Management (BMLFUW)), #OceanAction16526
447. Federal Truck awareness raising campaign on marine biodiversity (Federal Public Service for the Environment), #OceanAction16490
448. Federated States of Micronesia's 24 Mile Closure (FSM's Public Law 19-167) (National Oceanic Resource Management Authority (NORMA)), #OceanAction16676
449. Federated States of Micronesia's Shark By-Catch Amendment (FSM Public Law 19-167) (National Oceanic Resource Management Authority (NORMA)), #OceanAction16682
450. FeedKind Protein to drive responsible aquaculture growth (Calysta, Inc.), #OceanAction18070

451. Fifth Operational Phase of the GEF Small Grants Programme in the Philippines (United Nations Development Programme (UNDP)), #OceanAction19769
452. Fight against plastic bags (UN in Albania), #OceanAction17098
453. Fighting Illegal Fishing with Near Real-Time Data That Enables Enforcement (Vulcan Inc., a Paul G. Allen Company), #OceanAction15587
454. Fiji Clean Boating Program, Level 3 International Clean Marina Certification & International Fish Friendly Accreditation (Port Denarau Marina Limited), #OceanAction19869
455. Finalization of Fijis Maritime Boundaries and ECS Claims (Ministry of Foreign Affairs), #OceanAction19989
456. Firmar la adhesin al AMERP (Acuerdo de Medidas del Estado Rector de Puerto para Desalentar, Mitigar la Pesca Ilegal, No Declarada y No Reglamentada) (Food and Agriculture Administration (FAO) Honduras), #OceanAction17875
457. First State of the Ocean status report, delivered through EU's Copernicus Marine Environment Monitoring Service (CMEMS) (European Union), #OceanAction18703
458. Fish & Run 3 (vzw Climaxi), #OceanAction20512
459. Fish Forever (Rare), #OceanAction15123
460. Fisheries and Shrimp Aquaculture Improvement in Asia (Asian Seafood Improvement Collaborative), #OceanAction18499
461. Fisheries Information Network (FIN) (Environmental Justice Foundation (EJF)), #OceanAction21268
462. Fishing Bans and Awareness Programs (Ministry of Climate Change and Environment — United Arab Emirates), #OceanAction20379
463. Flanders-UNESCO Science Trust Funds (FUST) — marine programme/projects (Government of Flanders (Science-Economy and Innovation dept.)), #OceanAction18683
464. Flemish Action Plan on Marine Litter (Government of Flanders), #OceanAction18430
465. FOCUS (Fisheries Open Source Community Software) (FOCUS), #OceanAction16718
466. For Earth from space (CLS — Collecte Localisation Satellites), #OceanAction19849
467. Force des femmess (Association Aide aux Femmes et Enfants), #OceanAction14435
468. Fortalecer el ejercicio del control del mar (Ministerio de Defensa Nacional), #OceanAction21036
469. Fortalecimiento de los procesos de gobernanza de las reas Marinas de Pesca Responsable (Instituto Nacional de Pesca y Acuicultura (INCOPECSA) — Red de Áreas Marinas de Pesca Responsable), #OceanAction19614
470. Fortalecimiento del programa de limpieza de playas y costas (Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales), #OceanAction20756

471. Fortalecimiento organizacional y de capacidades de 3 organizaciones comunitarias dentro de la Zona Especial de Manejo Zona Sur de Veraguas. (Fundación Agua y Tierra), #OceanAction16637
472. Foster ocean-related education (Ministry of National Education, Algeria), #OceanAction18798
473. Fostering biodiversity action in the outermost regions and overseas countries and territories of EU Member States (BEST) (European Union), #OceanAction17534
474. Fostering collaboration in Brazil towards ocean conservation based on the transition to the Circular Economy — Mission Ocean Brazil (Exchange 4 Change Brasil), #OceanAction17018
475. Fostering cooperation to promote the sustainable development of Africa's deep seabed resources in support to Africa's Blue Economy (International Seabed Authority (ISA) and the African Mineral Development Center (AMDC)), #OceanAction16374
476. Fostering the conservation and sustainable use of marine Biological Diversity through the International Climate Initiative (IKI) (Germany, Federal Ministry for the Environment, Nature Conservation, Building and Nuclear Safety (BMUB)), #OceanAction16304
477. France decided to contribute financially to UNEP activities under the Global Partnership on Marine Litter (GPML), for the 2017-2020 period. (FRANCE with UNEP and international coalition to reduce marine litter), #OceanAction15686
478. France joins the Caribbean Large Marine Ecosystem (CLME+) Project (Ministry of the Ecological and Solidary Transition), #OceanAction17202
479. French Initiative for Coral Reefs (IFRECOR): Plan of actions 2016-2020 (FRANCE), #OceanAction15692
480. Full deployment of European Marine Observation and Data Network (EMODnet) by 2020 (European Union), #OceanAction18693
481. Funding program Next-Generation Maritime Technologies (Federal Ministry of Economic Affairs and Energy), #OceanAction16138
482. Funding to Address Illegal, Unreported and Unregulated Fishing in the Pacific (Department of Foreign Affairs and Trade, Attorney-General's Department, Australian Fisheries Management Authority), #OceanAction17034
483. FundingtheOcean.org (Foundation Center), #OceanAction14795
484. Future of Fisheries: A Regional Roadmap for Sustainable Pacific Fisheries (Pacific Islands Forum Fisheries Agency (FFA)), #OceanAction18778
485. Future protection of large areas in the offshore Pacific bioregion under Canada's Oceans Act (Canada), #OceanAction19183
486. Gestion de conservacin de los ecosistemas marino y costeros (Ministerio de Ambiente), #OceanAction21040
487. Gestion durable des ressources marines et ctires de la Baie d'Antongil (PCDDBA (Plateforme de Concertation pour le Développement Durable de la Baie d'Antongil)), #OceanAction17430
488. Getting African fishing communities ready for the FAO International Year of Small scale fisheries and aquaculture i2022 (CAOPA), #OceanAction14894

489. Gift to Our Children! Scaling up locally managed marine areas to 100% of Fiji's customary marine areas (Fiji Locally Managed Marine Area (FLMMA) Network), #OceanAction21668
490. Global Action Plan for Sustainable Fish & Seafood Sourcing (METRO AG Wholesale & Food Specialist Company), #OceanAction15665
491. Global Alert — Reporting Trash Hotspots (Ocean Recovery Alliance), #OceanAction14638
492. Global Coral Reef Monitoring Network (GCRMN) (International Coral Reef Initiative (ICRI), UN Environment), #OceanAction14306
493. Global Coral Reef Partnership (UN Environment), #OceanAction14282
494. Global implementation of the Ocean Health Index framework to support effective use, management, and protection of marine and coastal resources (Conservation International), #OceanAction20149
495. Global Industry Programs to Address Transboundary, Multi-Sectoral Ocean Pollution, including Plastics/Shipborne Wastes, Biofouling/Invasive Species, Marine Sound (World Ocean Council), #OceanAction15365
496. Global Maritime Energy Efficiency Partnerships (GloMEEP) Project (International Maritime Organization), #OceanAction15605
497. Global Maritime Technology Cooperation Centres' Network Project (GMN) (International Maritime Organization (IMO)), #OceanAction15683
498. Global Ocean Oxygen Network (GO2NE) — Enhancing global ocean oxygen science from local seas to the global ocean to preserve ocean health and human well-being. (IOC-UNESCO), #OceanAction15767
499. Global Ocean Refuge System (Marine Conservation Biology Institute), #OceanAction15095
500. Global Ocean Science Report (Intergovernmental Oceanographic Commission of UNESCO (IOC-UNESCO)), #OceanAction16162
501. Global Partnership on Nutrient Management (UN Environment — Global Programme of Action for the Protection of the Marine Environment from Land Based Activities (GPA)), #OceanAction15250
502. Global Priorities for Conserving Sharks and Rays. A 2015 2025 Strategy (WWF International), #OceanAction17114
503. Global Seafood Ratings Alliance (Monterey Bay Aquarium on behalf of all partners), #OceanAction18157
504. Global standardization of Micro X-ray Computer Tomography (MXCT) technique to quantify density of marine calcifiers carbonate test (Ministry of Education, Culture, Sports, Science and Technology, JAMSTEC (Japan Agency for Marine-Earth Science and Technology)), #OceanAction17466
505. Global Sustainable Supply Chains for Marine Commodities (United Nations Development Programme (UNDP)), #OceanAction15482
506. Global Tuna Producing Company collaboration (WWF), #OceanAction16414
507. Global Wastewater Initiative (GW2I) (Global Wastewater Initiative (GW2I)), #OceanAction14183
508. Global Whale Entanglement Response Network (GWERN) (International Whaling Commission), #OceanAction19331

509. Good environmental status in the Black Sea marine region by 2020 (Ministry of Waters and Forests Romania), #OceanAction17731
510. Good Practice Guidelines for Nature-based Tourism Excursions (The Travel Foundation), #OceanAction17590
511. Gotham Whale (Paul L. Sieswerda), #OceanAction19253
512. Green coastal shipping private public partnership on eco-friendly transport (Norwegian Shipowners Association), #OceanAction20944
513. Green Ports (Mexico), #OceanAction21791
514. Growing the reach and impact of World Oceans Day (The Ocean Project), #OceanAction15707
515. Grupos organizados de pescadores de baja escala implementan tecnicas sostenibles de pesca (GOAL Honduras), #OceanAction18193
516. Guidance for sustainable coastal events at the beach (Province of West-flanders), #OceanAction18097
517. Gullah/Geechee Nation SDG Implementation (Gullah/Geechee Nation), #OceanAction14540
518. Guyana to undertake a series of initiatives designed to achieve and maintain healthy waterways and the Atlantic Ocean (Guyana), #OceanAction21837
519. Having five new fisheries certified against a scheme approved by GSSI in Latin America (CeDePesca), #OceanAction21592
520. Hawaii Business Blueprint for Action (Hawai'i Green Growth), #OceanAction15497
521. Hosting an International Workshop of Scientific Experts on Fish Stocks in the Central Arctic Ocean (Canada), #OceanAction19444
522. Hosting of Convention on Biological Diversity Technical Expert Workshop on Marine Other Effective Area-based Conservation Measures (Canada), #OceanAction19392
523. How Karnataka coastal communities can solve marine debris issue (Khushi Parisara), #OceanAction21596
524. Human Rights on the Hill International Human and Peoples Rights Law Program (Four Freedoms Forum), #OceanAction21711
525. Human Rights Risk Tool for Seafood (HRRTS) (Monterey Bay Aquarium on behalf of all partners), #OceanAction18139
526. HYBRIT — Towards fossilfree steel (SSAB), #OceanAction17154
527. HYDROGRAPHIC COURSE PROGRAM- CATEGORY B/IHO — INDONESIA (Indonesia (INDONESIAN NAVAL HYDROGRAPHIC CENTER)), #OceanAction14395
528. I am Water Drop: An Educational and Inspirational Movement For Changing the Way We Think About Water and the Oceans (Our Humanity Matters), #OceanAction18118
529. ICCA Consortium Voluntary Commitment for SDG Goal 14.5 and 14b (ICCA Consortium), #OceanAction15079
530. Iceland commits to reduce marine litter in its waters (Ministry for the Environment and Natural Resources), #OceanAction16721

531. ICES — Marine science training and capacity building (The International Council for the Exploration of the Sea (ICES)), #OceanAction15932
532. ICT For Fishermen (mKRISHI FISHERIES), #OceanAction14452
533. Identification of Ecologically or Biologically Significant Marine Areas (EBSA) in the Baltic Sea (Baltic Marine Environment Protection Commission (HELCOM)), #OceanAction18382
534. Identification of fisheries area closures that meet Canadas guidance and criteria for other effective area based conservation measures (Canada), #OceanAction20772
535. Identifying impacts of climate change on Estonian marine environment and the assessment of cumulative effects of human activities on marine ecosystems (Ministry of the Environment (Estonia)), #OceanAction17586
536. IHO Hydrography Capacity Building Programme for Coastal States (International Hydrographic Organization), #OceanAction15447
537. Integracin de una autoridad mxima de articulacin y gestin integrada entre las diferentes instancias del sector pblico, que hacen parte de la institucionalidad marina costarricense (CONAMAR) (Ministerio de la Presidencia), #OceanAction19504
538. Implement an innovative financial mechanism for ocean governance in Santa Catarina state (University of the Region of Joinville), #OceanAction16190
539. Implement pilot project on landscape planning in the narrow coastal zone, defined in the National Strategy for Integrated Coastal Zone Management of Montenegro, prepared by the Ministry of Sustainable Development and Tourism in cooperation with UN Environ (Ministry of Sustainable Development and Tourism), #OceanAction17665
540. Implement pilot project on the application of ecosystem approach in the Boka Kotorska Bay, defined in the National Strategy for Integrated Coastal Zone Management of Montenegro, prepared by the Ministry of Sustainable Development and Tourism in cooperatio (Ministry of Sustainable Development and Tourism, Department for Sustainable Development and Integrated Coastal Zone Management), #OceanAction17689
541. Implement the management of 22% of the French EEZ already classified as Marine Protected Areas and enlarge this network with the extension of the French Southern Lands marine reserve (TAAF overseas Territory) in order to reach 32% of French waters under n (French Ministry for the Ecological and Solidary Transition, France), #OceanAction21380
542. Implementacin de la Estrategia Nacional de Especies Exticas Invasoras. (Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales), #OceanAction20920
543. Implementacin de la Estrategia Nacional de Saneamiento (Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales), #OceanAction20520
544. Implementacin de las Directrices Voluntarias para lograr la sostenibilidad de la Pesca en Pequea Escala (Instituto Nacional de Pesca y Acuicultura (INCOPESCA) — Red de Areas Marinas de Pesca Responsable), #OceanAction19664
545. Implementacin de un programa de reciclaje inclusivo en Arroyo Barril, Saman (Alcaldía Arroyo Barril), #OceanAction20880

546. Implementación del Plan de Acción Nacional (PAN) para la protección del medio ambiente marino (Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales), #OceanAction20540
547. Implementación del Plan de Acción para el Control y Aprovechamiento del Pez Len (Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales), #OceanAction20904
548. Implementación del Plan de Zonificación y Ordenamiento Pesquero del Parque Submarino de Montecristi (Proyecto CLME+). (Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales), #OceanAction20812
549. Implementación del Programa de Prevención de la introducción de especies exóticas invasoras: (Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales), #OceanAction20936
550. Implementación reglamento MARPOL (Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales), #OceanAction20740
551. Implementación del Área Marina Protegida Punta Tombo, la mayor colonia de pingüinos de Magallanes del Planeta. (GLOBAL PENGUIN SOCIETY (GPS)), #OceanAction16628
552. Implementación del Sistema de Aprendizaje Tutorial (SAT), en sitios vulnerables, orientados a la formación de recursos humanos para respuestas efectivas, y elaborar mapas de amenazas de huracanes y marejadas. (GOAL Honduras), #OceanAction18184
553. Implementar campaña educativa a 25 centros educativos en Municipio de Roatn y Santos Guardiola (Bay Islands Conservation Association (BICA) Roatán), #OceanAction17914
554. Implementar el Plan de recuperación de *Merluccius hubbsi* del norte (República Argentina), #OceanAction19148
555. Implementar el programa de control y vigilancia en la Isla de Roatn con apoyo de la empresa privada (Roatán Marine Park (RMP)), #OceanAction17390
556. Implementar el Proyecto Fortalecimiento de la Gestión y Protección de la Biodiversidad Costero Marina en áreas Ecológicas Clave y la Aplicación del Enfoque Ecosistémico de la Pesca (EEP) (GCP/ARG/025/GFF). (República Argentina), #OceanAction19128
557. Implementar el Sistema Nacional de Áreas Marinas Protegidas (República Argentina), #OceanAction19123
558. Implementar la Estrategia Nacional sobre la Biodiversidad y Plan de Acción 2016-2020, que incluye ampliar el porcentaje de cobertura de protección de zonas marinas y costeras de los espacios marítimos argentinos (República Argentina), #OceanAction19118
559. Implementar un Programa de restauración de ecosistemas costeros y marinos (Provincia Puerto Plata). (Ministerio de Medio Ambiente), #OceanAction20808
560. Implementar una Estrategia Federal de Manejo Costero Integrado (República Argentina), #OceanAction19133
561. Implementar y validar 4 sistemas de trazabilidad de especies objeto de pesca, incluyendo valor comercial. (GOAL Honduras), #OceanAction18187
562. Implementation of a monitoring and sensitization program in peruvian industrial anchovy fishery, based on the ecosystem management approaches (Tecnológica de Alimentos S.A.), #OceanAction17800

563. Implementation of a regional network of stock assessment for pelagic and demersal resources to promote sustainable fisheries under an ecosystem approach (Instituto del Mar del Perú (IMARPE)), #OceanAction18893
564. Implementation of an integrated approach to coastal and marine ecosystems for sustainable blue growth in the Southeast Pacific (SPINCAM Project Phase 3) (Intergovernmental Oceanographic Commission of UNESCO (IOC-UNESCO)), #OceanAction18743
565. Implementation of best practice seabird bycatch mitigation in commercial fisheries (New Zealand Department of Conservation), #OceanAction18367
566. Implementation of Port State Measures Agreement (PSMA) to prevent, deter and eliminate IUU fishing which support Target 14.4 and 14.6 (Ministry of Fisheries, Tonga), #OceanAction21404
567. Implementation of strengthened and coordinated Monitoring, Control and Surveillance scheme to prevent, deter and eliminate IUU fishing. (Ministry of Fisheries and Agriculture, Maldives.), #OceanAction19038
568. Implementation of Ten-point Plan of Action for Marine Conservation and Sustainable Fisheries of German Development Cooperation (Germany, Federal Ministry for Economic Cooperation and Development (BMZ)), #OceanAction16102
569. Implementation of the 2016 London Protocol/Convention Strategic Plan to support the 2030 Agenda for Sustainable Development (International Maritime Organization (IMO)), #OceanAction15907
570. Implementation of the Arafura and Timor Seas Regional and National Strategic Action Programs (United Nations Development Programme (UNDP)), #OceanAction15560
571. Implementation of the National Program for the Conservation of the Brazilian Coastline (Brazilian Government), #OceanAction19679
572. Implementation of the Niue Treaty Subsidiary Agreement (NTSA) for monitoring, control and surveillance of fishing in the region, supporting Target 14.4 and 14.6 (Ministry of Fisheries, Tonga), #OceanAction21508
573. Implementation of the Parties to the Nauru Agreement's Vessel Day Scheme (National Oceanic Resource Management Authority), #OceanAction16685
574. Implementation of the Shared Environmental Information System (SEIS) principles and practices in the ENP South region — ENI SEIS II South Support Mechanism (UN Environment/Mediterranean Action Plan — Barcelona Convention Secretariat), #OceanAction19839
575. Implementation of the UN Environment/MAP Regional Plan on Marine Litter Management in the Mediterranean (UN Environment/Mediterranean Action Plan — Barcelona Convention Secretariat, MED POL Programme), #OceanAction19914
576. Implementing a Pan-Pacific Network of Traditionally Designed Sustainable Sea Transportation (Okeanos Foundation for the Sea), #OceanAction14373
577. Implementing Ecosystem Based Adaptation approaches to both mangrove and coral reef restoration in Grenada with a focus on sustainable livelihoods and co-management (Grenada (Environment Division, Ministry of Education, Human Resource Development and the Environment)), #OceanAction14568
578. Implementing Ecosystem Based Adaptation approaches to both mangrove and the Atlantic Ocean coast line in Cross River State, Nigeria with a focus on institutional and capacity strengthening, combating coastal degradation and

sustainable livelihoods (Nigeria (Forestry Commission, Calabar, Cross River State, Nigeria)), #OceanAction15147

579. Implementing Outcomes from RMIs 1st National Ocean Symposium (Ministry of Resources & Development (Marshall Islands Marine Resources Authority)), #OceanAction21580

580. Implementing science-based management plans to ensure sustainable fisheries in California (Ocean Protection Council on behalf of the State of California), #OceanAction15638

581. Implementing SDG14 in our corporate strategy (Cermaq), #OceanAction14594

582. Implementing the Cape Horn Biosphere Reserve, Chile, by: (i) creating an MPA extended into the Drake Psg, (ii) including D. Ramirez & Horn Is. in its LTER Network, (iii) establishing the Cape Horn Center for education, conservation & sustainable tourism (the Chilean govt. & Sub-Antarctic Biocultural Conservation Program, coordinated by the (i) Univ. de Magallanes, (ii) Omora Foundation, including the Inst. of Ecology & Biodiversity & P. Catholic Univ. (Chile), with (iii) the Univ. of North Texas, (USA)), #OceanAction15763

583. Improve guidelines for nature-based tourism (Government of Timor-Leste), #OceanAction17902

584. Improve our understanding of microfibers with actionable steps to prevent them from becoming aquatic debris (Trash Free Seas Alliance), #OceanAction18160

585. Improve the Ability on Marine Observation and Early-warning and Disaster Prevention and Mitigation Capacities (Department of Marine Forecast and Disaster Mitigation, State Oceanic Administration, P.R.China), #OceanAction17138

586. Improvement of the sewage system and construction of waste water treatment in Municipality of Ulcinj and remediation the Port Milena channel and it's connection to the Bojana river, defined in the National Action Plan of Montenegro (NAP) for the implemen (Ministry of Sustainable Development and Tourism, Directorate for Community Development and Department for Sustainable Development and Integrated Coastal Zone Management), #OceanAction17728

587. Improvement of regional fisheries governance in Western Africa (European Union), #OceanAction17510

588. Improvement of the Industrial Effluent Treatment System (Tecnológica de Alimentos S.A.), #OceanAction17818

589. Improvement of the sewage network and waste water treatment in Municipality of Bar, defined in the National Action Plan of Montenegro (NAP) for the implementation of the LBS Protocol and its Regional Plans in the Framework of the SAP-MED with the aim to (Ministry of Sustainable Development and Tourism, Directorate for Community Development and Department for Sustainable Development and Integrated Coastal Zone Management), #OceanAction17683

590. Improvement of the sewage network and waste water treatment in Municipality of Herceg Novi, defined in the National Action Plan of Montenegro (NAP) for the implementation of the LBS Protocol and its Regional Plans in the Framework of the SAP-MED with the (Ministry of Sustainable Development and Tourism, Directorate for Community Development and Department for Sustainable Development and Integrated Coastal Zone Management), #OceanAction17686

591. Improvement of the sewerage network and waste water treatment in Municipality of Kotor and Municipality of Tivat, defined in the National Action

- Plan of Montenegro (NAP) for the implementation of the LBS Protocol and its Regional Plans in the Framework o (Ministry of Sustainable Development and Tourism, Directorate for Community Development and Department for Sustainable Development and Integrated Coastal Zone Management), #OceanAction17707
592. Improving Coral Reefs Protection for Effective Conservation (Observatorio Pro Arrecifes Colombia), #OceanAction14819
593. Improving Fisheries Management using Vessel Day Scheme, Solomon Islands (Ministry of Fisheries and Marine Resources, Solomon Islands), #OceanAction20314
594. Improving international cooperation to conserve and better manage sharks and rays (Memorandum of Understanding on the Conservation of Migratory Sharks (Sharks MOU-UNEP/CMS)), #OceanAction21260
595. Improving ocean noise governance (The Netherlands), #OceanAction18058
596. Improving scientific knowledge and data sharing to increase understanding of ocean health (Ocean Protection Council on behalf of the State of California), #OceanAction15689
597. Improving the assessment of essential ecological functions of the deep sea oceans through long-term underwater oceanographic observatories in the Area. (International Seabed Authority), #OceanAction17746
598. Improving the Protection of Underwater Cultural Heritage worldwide (UNESCO), #OceanAction14240
599. Improving the stormwater discharge systems to decrease the load of nutrients, hazardous substances and litter to the sea (Ministry of the Environment (Estonia)), #OceanAction17677
600. Improving worldwide recruitment and retention of young people into the marine sector to ensure protection of the ocean for future generations (Institute of Marine Engineering, Science and Technology), #OceanAction18457
601. Impulso y fortalecimiento de la educacin martima (Comisi3n Colombiana Océano), #OceanAction20114
602. Inaya Marine Conservation Program (Nusa Dua Reef Foundation), #OceanAction16930
603. Incentivar a la investigacin sobre la acidificacin de los ocanos (Ministerio de Medio Ambiente), #OceanAction21360
604. Incentivising Sustainable Fisheries Through Certification (Marine Stewardship Council), #OceanAction14879
605. Incluir a 3 escuelas mas en el programa de educacin ambiental (Roatán Marine Park), #OceanAction17318
606. Increase awareness on the importance of cetaceans as guardians of healthy and productive oceans (Centro de Conservacion Cetacea), #OceanAction21688
607. Increase ocean literacy and ocean education globally (TheGoals.org), #OceanAction17546
608. Increase the representation of deep-sea and oceanic habitats in Marine Protected Area Networks of the Asia-Pacific region. (Planet Deep), #OceanAction16914
609. Increased Norwegian support to fight IUU fishing (Norwegian Government), #OceanAction18385

610. Increasing knowledge and awareness on alien species (Ministry of the Environment (Estonia)), #OceanAction17614
611. Increasing the ecological sustainability of farmed salmon production (Monterey Bay Aquarium on behalf of all partners), #OceanAction18151
612. Incremento de instalaciones con plantas de tratamiento (Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales), #OceanAction20720
613. Indonesia Against Marine Plastic Debris (Indonesia, Coordinating Ministry for Maritime Affairs of the Republic of Indonesia), #OceanAction14387
614. Indonesia Leads the Establishment of a Regional Cooperation to Combat Crimes in Fisheries Sector (Indonesia, Coordinating Ministry for Maritime Affairs of the Republic of Indonesia), #OceanAction15127
615. Indonesia Substantially Enlarge its Maritime Conservation Area (Coordinating Ministry for Maritime Affairs of the Republic of Indonesia), #OceanAction14399
616. Indonesia to Restore the Pristine Raja Ampat Reefs Destroyed by Caledonia Sky Cruise Vessel (Indonesia, Coordinating Ministry for Maritime Affairs of the Republic of Indonesia), #OceanAction15115
617. Indonesia Tsunami Early Warning System (InaTEWS) (Agency for Meteorology, Climatology, and Geophysics of the Republic of Indonesia (BMKG)), #OceanAction19058
618. Industry and research driven development and introduction of selective and low impact fishing gears (Sweden), #OceanAction19509
619. Influence of 3-dimensional currents induced by a submarine canyon in the health of coastal ecosystems — integration of in situ and satellite data (University of Liege), #OceanAction16534
620. Informing global policies to reduce ocean noise for the benefit of marine life protection and the sustainability of global fisheries (OceanCare), #OceanAction16030
621. Innovative management solutions for minimizing emissions of hazardous substances from urban areas in the Baltic Sea Region (City of Stockholm/The NonHazCity project (financed by partners, the EU Interreg Baltic Sea Programme and Swedish Institute) involving municipalities, NGOs and Universities around the Baltic Sea 2016-2019), #OceanAction16482
622. Instalacin contenedores con tapas para la disposicin de desechos en Los Cacaos, Saman (Cooperativa de pescadores Espiritu Santo), #OceanAction20872
623. Instalacin de una Red de Monitoreo de calidad y cantidad de fuentes acuferas con fines de aprovechamiento y conservacin en las cuencas de los ros Ozama, Yuna, Yaque del Norte, Ysica y Yaque Sur, en coordinacin interinstitucional con los prestadores de ser (Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales), #OceanAction20572
624. Installation of a free potable piping water network from montain springs in Ebone village, Moungo Division, Littoral Region of Cameroon (OCAPROCE INTERNATIONALE NGO), #OceanAction16595
625. Installation of a German air monitoring network to support MARPOL Annex-VI compliance monitoring (Germany), #OceanAction16090
626. Integrated Aerial Surveillance as part of the Australian Government Pacific Maritime Security Program (Pacific Islands Forum Fisheries Agency (FFA)), #OceanAction18793

627. Integrated Coastal Management to Preserve Ecosystems Services, Improve Climate Resilience and Sustain Livelihoods in Fiji (Department of Environment, Fiji), #OceanAction19984
628. Integrated management of marine and coastal resources in Grenada (Grenada (Environment Division, Ministry of Education, Human Resource Development and the Environment)), #OceanAction14564
629. Integrated National Oceans Policy and Marine Spatial Plan for Solomon Islands (Ministry of Environment, Climate Change, Disaster Management and Meteorology, Solomon Islands), #OceanAction19754
630. Integrated Papua New Guinea Oceans Policy (Department of Justice and Attorney-General and Department of Foreign Affairs, Papua New Guinea), #OceanAction21364
631. Integration of the concept of maritimization and use of Marine Spatial Planning as basic tools for the promotion of the Blue Economy in Madagascar (Ocean State Secretary), #OceanAction16158
632. International Capacity Building in Ocean Science and Technology (Woods Hole Oceanographic Institution), #OceanAction15063
633. International Centre for Education, Marine and Atmospheric Sciences for Africa: ICEMASA (Institut de Recherche pour le Développement (IRD) and University of Cape Town (UCT)), #OceanAction18628
634. International Decade of Ocean Science for Sustainable Development — The Ocean we want for the Future we need (Intergovernmental Oceanographic Commission of UNESCO), #OceanAction15527
635. International Environmental Education Program on Micro-plastics (Japan Agency for Marine-Earth Science and Technology (JAMSTEC)), #OceanAction18190
636. International Indian Ocean Expedition 2 (South Africa — Department of Environmental Affairs — Oceans and Coasts Branch), #OceanAction20436
637. International Multi-species Fish Tagging (Gray FishTag Research), #OceanAction20780
638. International Ocean Institute (IOI)- Ocean Governance training & capacity development (International Ocean Institute — IOI), #OceanAction18076
639. International scientific calls for tenders related to the marine mammals in the Pelagos Sanctuary (Pelagos Agreement on the creation of a marine mammals Sanctuary in the Mediterranean Sea), #OceanAction21224
640. International Working Group Coordination for Plastic Pollution Reduction (Plastic Pollution Coalition), #OceanAction19288
641. Introduce legal framework to reduce plastic pollution (Ministry of Environment and Energy, Maldives), #OceanAction16565
642. Introduction of a Plastic Shopping Bag Reduction (Department of Environment, Fiji), #OceanAction19994
643. Introduction of the Integrated Monitoring and Assessment Programme (IMAP) on marine ecosystem of the coastal area of Montenegro in accordance with Barcelona Convention requirements, defined in the National Action Plan of Montenegro (NAP) for the implement (Ministry of Sustainable Development and Tourism, Department for Sustainable Development and Integrated Coastal Zone Management), #OceanAction17698

644. Investigacin Cientfica Marina (Comisi3n Colombiana del Océano), #OceanAction20079
645. Investigacin de la pesquera de tndidos con la tcnica palo verde y pelgicos con lnea vertical en los polgonos ocenicos del Decreto N38681-MAG-MINAE (Instituto Costarricense de Pesca y Acuicultura (INCOPESEA)), #OceanAction19709
646. Investigacin, Evaluacin, Prevencin, Reduccin y Control de Fuentes Terrestres y Marinas de Contaminacin al Mar. (Comisi3n Colombiana del Océano), #OceanAction20069
647. Investing in Seychelles' Blue Future (Seychelles Conservation and Climate Adaptation Trust (SeyCCAT)), #OceanAction16110
648. IORA Training Programme on Enhancing Sustainable Port Services and Management in the Indian Ocean Region for Improved Maritime Connectivity (Indian Ocean Rim Association), #OceanAction18220
649. IORA Workshop on Regional strategy to address issues of sustainable management and development of fisheries resources in the Indian Ocean rim region (Indian Ocean Rim Association), #OceanAction18226
650. ISLA CORALS: Integrated Support for Local Actions Towards Coastal and Ocean Resources Amelioration and Livelihood Sustainability (Trowel Development Foundation — Winner of Equator Prize 2010), #OceanAction16070
651. Japanese Technical Cooperation Project for Comprehensive Assessment and Conservation of Blue Carbon Ecosystems and Their Services in the Coral Triangle (Blue CARES) (JICA (Japan International Cooperation Agency)), #OceanAction17983
652. Japanese Technical Cooperation Project for Promotion of Regional Initiative on Solid Waste Management (J-PRISM) in Pacific Island Countries Phase II (JICA (Japan International Cooperation Agency)), #OceanAction17962
653. Joint conservation and sustainable use of marine and coastal resources in the proposed transboundary conservation area between Kenya and Tanzania (Secretariat of the Nairobi Convention), #OceanAction18337
654. Joint Roadmap to accelerate Marine/Maritime Spatial Planning worldwide (Intergovernmental Oceanographic Commission of UNESCO (IOC-UNESCO)), #OceanAction15346
655. Jornadas continuas de limpiezas, ros y caadas en la Provincia de Puerto Plata (Ministerio de Medio Ambiente), #OceanAction20684
656. Junior Ocean Ambassador Camp (Living Islands Non-Profit), #OceanAction15107
657. Just Transitions to a Plastic Free Pacific (Urgent Action Hub for Climate Justice — Fiji/Pacific), #OceanAction20692
658. Keep the Oceans Tidy (Keep Sweden Tidy), #OceanAction16042
659. Kiribati's voluntary commitment: Shark Sanctuary (Ministry of Fisheries and Marine Resources Development), #OceanAction20680
660. Knowledge and sustainable management of fisheries resources (Ministry of Agriculture, Rural Development and Fisheries, Algeria), #OceanAction19554
661. Knowledge sharing for the protection and restoration of coastal blue carbon ecosystems through the International Partnership for Blue Carbon and in the Indo-Pacific. (Department of the Environment and Energy), #OceanAction16878

662. La administracin de los recursos marinos dispone de protocolos de investigacin de objetos de conservacin marina claves. (Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo PNUD Honduras), #OceanAction17995
663. La Minga: Long-term financing for two marine conservation mosaics in Colombia (Conservation International), #OceanAction15087
664. Lady Elliot Island Commitment to Renewable Energy (Lady Elliot Island Eco Resort), #OceanAction18883
665. Land-based Plastics to the Ocean (Commonwealth Science and Industry Research Organization (CSIRO)), #OceanAction16874
666. Larissa Potapchuk (Beneath The Sea, Marine Careers Program), #OceanAction18853
667. Launch of twinned marine protected areas in Europe and Africa, North America, and South America (European Union), #OceanAction17526
668. Launching Two More Ocean XPRIZE Competitions for Incentivizing Innovations that Make our Ocean Healthy, Valued, and Understood (XPRIZE), #OceanAction14937
669. Legal Rights for Our Ocean (Earth Law Center), #OceanAction17752
670. Let's make the ocean great again ! (BIOMARES), #OceanAction19088
671. Licenciamiento de pescadores artesanales para la captura de pez len (Roatán Marine Park), #OceanAction17414
672. Living Water Programme (New Zealand Department of Conservation), #OceanAction18316
673. Llevar a cabo 100 entrenamientos por ao a negocios en cuanto al consumo de responsable de mariscos, utilizando la Gua de Consumo Responsable de Mariscos de las Islas de la Baha (Coral Reef Alliance), #OceanAction17791
674. Llevar a cabo charlas y formaciones profesionales para promover el consumo responsable de mariscos (Fundación Islas de la Bahía), #OceanAction17382
675. Llevar a cabo las campaas de monitoreo de salud arrecifal en los cuatro pases del Sistema Arrecifal Mesoamericano (SAM) (Iniciativa Arrecifes Saludables), #OceanAction17358
676. LME: Learn (Intergovernmental Oceanographic Commission (IOC) of UNESCO), #OceanAction16010
677. LNG4Solution — The solution to minimize air emissions and to increase energy efficiency in maritime transport (Terntank), #OceanAction14975
678. Local Governments for the Oceans (City of Malmö/ICLEI), #OceanAction21400
679. Localidades con modelo de Gestin Local Compartida de reas costeras marinas, con los planes asumidos por las comunidades: 14 al 2020 en seguimiento a las Metas Presidenciales del Ministerio. (Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales), #OceanAction20576
680. Lograr la reduccin de un 50% de los desechos plsticos que van hacia el mar a travs del ro Birn. (Sociedad Ecológica de Barahona (SOEBA)), #OceanAction20876
681. Long Island Marine Management Area (LIMMA) — Rapid Ecological Assessment (Ocean Crest Alliance), #OceanAction20234

682. Mainstreaming Biodiversity into the Management of the Coastal Zone in the Republic of Mauritius (Ministry of Ocean Economy, Marine Resources, Fisheries and Shipping), #OceanAction17785
683. Mainstreaming ocean conservation and sustainable fisheries in Mexico through effective participation and citizen science. (Comunidad y Biodiversidad A.C. (COBI)), #OceanAction15083
684. Maintaining and Growing Canadas Independent Fishermen: Policy Implementation and Capacity Development (Canadian Independent Fish Harvester's Federation), #OceanAction21588
685. Maintaining and Growing Canadas Independent Fishermen: Policy Implementation and Capacity Development (Canadian Independent Fish Harvester's Federation), #OceanAction21608
686. Maintaining and Growing Canadas Independent Fishermen: Policy Implementation and Capacity Development (Canadian Independent Fish Harvester's Federation), #OceanAction21624
687. Male 3R Declaration of Private Tourist Resorts towards Sustainable Tourism and protection of Marine and Coastal Ecosystem (Ministry of Environment and Energy), #OceanAction17522
688. Malta substantially enlarges its Marine Protected Areas to an area larger than the country itself (Ministry of Foreign Affairs & Trade Promotion), #OceanAction18578
689. Management of marine and coastline pollution for increased Safety at Sea and Ports (United Nations Development Programme), #OceanAction16398
690. Management of marine environment around the Korean Peninsula (Ministry of Oceans and Fisheries, Republic of Korea), #OceanAction16926
691. Management options for protection of the Last Ice Area (Canada), #OceanAction19263
692. Management plans for commercially and ecologically important coastal snapper and grouper fisheries in West Nusa Tenggara, Indonesia (Wildlife Conservation Society), #OceanAction19198
693. Managing and conserving Indonesia's rich marine coastal biodiversity through MPAs (Wildlife Conservation Society), #OceanAction19193
694. Manejo sostenible del territorio marino y costero (Comisión Colombiana del oceano), #OceanAction20094
695. Mangroves, marine and freshwater systems conservation and rehabilitation (SGP Samoa), #OceanAction20209
696. Mantener el Programa de separacin y clasificacin de residuos (Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales), #OceanAction20760
697. Manual Interactivo titulado Los Arrecifes Coralinos de Islas de la Bahia ha sido publicado (Bay Islands Conservation Association: Roatán, Utila y Guanaja), #OceanAction17917
698. Mapping Marine Managed Areas: Creating a Database of Managed Areas in the High Seas (ProtectedSeas), #OceanAction18843
699. Mapping Ocean Wealth (The Nature Conservancy), #OceanAction15392

700. Mapping of ocean floor within the Icelandic EEZ for conservation and sustainable use of the benthic biota (Marine Research Institute, Reykjavik, Iceland), #OceanAction17194
701. Mapping of potential Fishing Zones for Sustainable Harvest (India), #OceanAction20560
702. Mapping the Blue Economy of Africa to support decision-making, investment and governance of activities undertaken on the continental shelf and in adjacent international seabed areas (African Minerals Development Centre (AMDC), International Seabed Authority (ISA)), #OceanAction16494
703. Marae Moana — Cook Islands Marine Park (Cook Islands Government), #OceanAction15701
704. MARECO Project: Increasing the awareness of children for the sustainable use of coral reefs and their resources in the SW Indian Ocean (Institute of Research for Sustainable Development (IRD) & Western Indian Ocean Marine Science Association (WIOMSA)), #OceanAction18623
705. Mariculture development for bait resource sustainability (Marine Research Centre | Ministry of Fisheries and Agriculture, Maldives), #OceanAction18025
706. Marine Arctic Peace Sanctuary (MAPS) (Parvati.org), #OceanAction18913
707. Marine BioBlitz (Singapore), #OceanAction18978
708. Marine Biodiversity Hub (University of Tasmania), #OceanAction17026
709. Marine conservation through Ridge-to-Reef approach in Grenada (United Nations Development Programme (UNDP)), #OceanAction16078
710. Marine Debris in Singapore: Establishing a National Baseline, Citizen Science Monitoring and Data Sharing (Singapore), #OceanAction18988
711. Marine Ecosystems Protected Area (MEPA) Trust's Biodiversity Is Our Business Project — Valuing Ecosystem Services for Biodiversity Protection (The Government of Antigua and Barbuda via the Marine Ecosystems Protected Areas Trust), #OceanAction20968
712. Marine Educational Area Network (French polynesia gouvernement), #OceanAction20334
713. Marine environment protection through CERAC (Special Monitoring & Coastal Environmental Assessment Regional Activity Centre) of NOWPAP(North-west Pacific Action Plan) (Ministry of the Environment of Japan, Ministry of Foreign Affairs of Japan, Ministry of Land, Infrastructure, Transport and Tourism of Japan, UNEP (NOWPAP)), #OceanAction17558
714. Marine Information and Data for Users — www.MarineFinland.fi (Finland), #OceanAction20932
715. Marine litter action plan for ports and harbours (Ministry of the Environment (Estonia)), #OceanAction18007
716. Marine litter management through TEMM (the Tripartite Environment Ministers Meeting among China, Japan and Korea) (Ministry of the Environment of Japan, Ministry of Environment of the Republic of Korea, Ministry of Environmental Protection of the People's Republic of China, UNEP), #OceanAction17562
717. Marine Monitor — A Radar Solution to Effectively Monitor Marine Protected Areas (ProtectedSeas), #OceanAction18848

718. Marine Protected Area Co-management Capacity Building in NE Tobago (Environmental Research Institute Charlotteville, Tobago and GEF SGP T&T), #OceanAction19323
719. Marine Protected Area in the Weddell-Sea, Antarctica (German Federal Ministry of Food and Agriculture (BMEL)), #OceanAction16038
720. Marine protected area research, monitoring and reporting: Ecological Integrity and Sentinel Site programmes (New Zealand Department of Conservation), #OceanAction18295
721. Marine Protected Areas (MPAs) and SAMOA Marine Sanctuary (Ministry of Natural Resources and Environment), #OceanAction16998
722. Marine Protected Areas and a new regulatory framework for coastal and ocean in Brazil (Fundação SOS Mata Atlântica), #OceanAction16354
723. Marine Protected Areas as a fisheries management tool (Insitut de Recherche pour le Développement (IRD)), #OceanAction21584
724. Marine Protected Areas in Kattegat (Ministry of Environment- and Food), #OceanAction20472
725. Marine Protected Areas in the UK and our Overseas Territories (United Kingdom), #OceanAction19624
726. Marine Regions (Flanders Marine Institute (VLIZ)), #OceanAction18653
727. Marine Spatial Plan for the Republic of Mauritius (Department for Continental Shelf, Maritime Zones Administration & Exploration, Ministry of Defence and Rodrigues), #OceanAction17082
728. Marine Spatial Planning (South Africa — Department of Environmental Affairs — Ocean and Coasts Branch), #OceanAction20452
729. Marine Spatial Planning in Argentina (Fundación Vida Silvestre Argentina), #OceanAction17626
730. Maritime boundaries and zones finalised for Solomon Islands (Ministry of Mines, Energy and Rural Electrification), #OceanAction20299
731. Maritime Green Team 01 (ZVT), #OceanAction19335
732. Mayores capacidades para la gestin de las pesqueras. (Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo Honduras), #OceanAction17968
733. Mazu: a mobile application for information exchange on illegal fishing vessels (Benioff Ocean Initiative), #OceanAction19469
734. Measures to reduce marine pollution and microplastics in Norway by targeting their sources (Norwegian Government), #OceanAction19375
735. Mecanismo de gestin, proteccion y control (Subsecretaria de gestión marina y costera. Dirección de Normativas y Proyectos), #OceanAction21028
736. Mecanismos de aplicacin de las Polticas Ocenicas y Costeras. (Secretaría Nacional de Planificación y Desarrollo), #OceanAction20980
737. Mediterranean implementation of the Ecosystem Approach, in coherence with the EU MSFD (UN Environment/Mediterranean Action Plan — Barcelona Convention Secretariat), #OceanAction20339
738. Mediterranean Sea Programme (MedProgramme): Enhancing Environmental Security (UN Environment/Mediterranean Action Plan — Barcelona Convention

Secretariat — UN Environment and EBRD as lead GEF Implementing Agencies), #OceanAction19949

739. MEDSEALITTER — Developing Mediterranean-specific protocols to protect biodiversity from litter impact at basin and local MPAs scales (Cinque Terre National Park and Marine Protected Area), #OceanAction21192

740. Meeting Sweden's MPA target (Sweden), #OceanAction13892

741. Mejoramiento de las Capacidades Atraves del Plan Integral de los Humedales en Panamá (Ministerio de Ambiente de Panamá), #OceanAction16655

742. Mejorar la gestin efectiva de las reas costeras y marinas dentro del Sistema Nacional de reas Protegidas (SINAP) en temas de regulacin, planificacin, control y vigilancia, investigacin y (Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales), #OceanAction21096

743. Mejorar las condiciones para el desarrollo de investigacin, transferencia de tecnologia y fortalecimiento de capacidades en la Repblica Dominicana (Ministerio de Educacin Superior, Ciencia y Tecnologia, UASD, Acuario Nacional), #OceanAction21124

744. Mejorar las plantas de tratamiento de aguas servidas existentes en el municipio de Roatan (Junta administradora de agua y saneamiento POLOS WATER ASSOCIATION), #OceanAction17210

745. Member driven advocacy for sustainable oceans, ecosystems and fisheries (Swedish Society for Nature Conservation), #OceanAction15167

746. Memorandum of Understanding between the United Nations Environment Programme/Mediterranean Action Plan Secretariat to the Barcelona Convention and FAO General Fisheries Commission for the Mediterranean (UN Environment/Mediterranean Action Plan-Barcelona Convention Secretariat (UNEP/MAP) and General Fisheries Commission for the Mediterranean of the FAO (GFCM)), #OceanAction20412

747. Microbead Ban in Cosmetics and other Household Products (Ireland), #OceanAction21484

748. Mitigating the threat of marine litter through beach and waterway cleanup on all seven continents (Ocean Conservancy), #OceanAction18154

749. Moana New Zealand Sustainability Strategy (Moana New Zealand), #OceanAction16667

750. Mobile GPS to locally manage Marine Protected Areas/Spatial Closure to avoid illegal, unregulated fishing. (Odaku Online Servies Private Limited), #OceanAction15728

751. Mobilise cities and the innovation community to clean up the Baltic Sea and capture economic and social gains. (Race For The Baltic Foundation), #OceanAction20496

752. Mobilize public, private and philanthropic resources to reduce the amount of plastic flowing into the ocean (Trash Free Seas Alliance), #OceanAction18166

753. Modernization project to update the European Fisheries Control Agency application (European Union), #OceanAction18698

754. Monaco will plead in favor of the protection of the Angelshark (Squatina squatina) at CMS CoP 12 (Manila, 23-28 October 2017) (Ministry of Foreign Affairs and Cooperation), #OceanAction16478

755. Monaco's contribution to the General Fisheries Commission for the Mediterranean (GFCM) Strategy towards the sustainability of the Mediterranean and Black Sea fisheries (2017-2020) (Ministry of Foreign Affairs and Cooperation), #OceanAction16462
756. Monitoramento Mirim Costeiro (Monitoramento Mirim Costeiro), #OceanAction20279
757. Monitoreo de la biodiversidad marina (Sistema Nacional de Áreas de Conservación (SINAC)- Ministerio de Ambiente y Energía (MINAE)), #OceanAction19724
758. Monitoreo de los Planes de Manejo Ambiental (Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales), #OceanAction20724
759. Monitoring the Health of Coastal Seas (INDIA), #OceanAction20484
760. Morgado Square Marine Managed Area (National Fisheries Authority), #OceanAction21660
761. Mozambican Marine Spatial Planning for coastal and ocean management (Ministry Of Sea, Inland Waters and Fisheries of the Republic of Mozambique), #OceanAction17170
762. MPA Action Group: Global Partnership to improve management effectiveness and sustainability of a global portfolio of Marine Protected Areas (MPAs) and Locally Managed Marine Areas (L/MMAs). (MPA Action Agenda & MPA Action Group), #OceanAction17755
763. Multi-Sites Deployment of Pilot Scale Technology for Integrated Nearshore and Ocean Farming (open water aquaculture and ocean energy) for NEXUS and Blue Growth Development (University Malaysia Terengganu, School of Ocean Engineering), #OceanAction14807
764. Multi-stakeholder efforts to enhance socio-ecological landscape resilience in Pakistan's Indus Delta area. (UNDP/GEF Small Grants Program Pakistan), #OceanAction19371
765. Municipal Zero Waste Program 2015-2035 (Municipality of Panama), #OceanAction15886
766. N/A (N/A), #OceanAction17566
767. National Environmental Science Programme: Marine Biodiversity Hub (Department of the Environment and Energy), #OceanAction17002
768. National Environmental Science Programme: Tropical Water Quality Hub (Department of the Environment and Energy), #OceanAction17010
769. National Marine Spatial Plan (Republic of Vanuatu), #OceanAction21632
770. National Plan of Action for Seabirds (NPOASeabirds) (New Zealand Ministry for Primary Industries), #OceanAction18340
771. National Plan of Action for Sharks — The NPOA-Sharks (New Zealand Ministry for Primary Industries), #OceanAction18331
772. National Plan of Action to combat, deter and eliminate Illegal, Unreported and Unregulated Fishing (National Fisheries Authority, Papua New Guinea), #OceanAction20049
773. National Search for Outstanding Coastal Community Malinis at Masaganang Karagatan (MMK) (CLEAN AND PLENTIFUL OCEAN) (Department of

- Agriculture — Bureau of Fisheries and Aquatic Resources (BFAR), Philippines), #OceanAction21316
774. National Stock Assessment Program (NSAP) (Department of Agriculture (DA) — Bureau of Fisheries and Aquatic Resources (BFAR), Philippines), #OceanAction21348
775. National Water Quality Monitoring Program (Estuarine and Marine Environment) (Department of Environmental Affairs — Ocean and Coasts Branch, South Africa), #OceanAction20528
776. Nature Seekers-Leatherback Sea Turtle By-Catch Project- GEF SGP Trinidad and Tobago (Nature Seekers Trinidad and Tobago and the GEF Small Grants Programme), #OceanAction19218
777. Nauru Awareness and Beach Clean-up Campaign (Nauru — Department of Commerce, Industry and Environment), #OceanAction20214
778. Neptune: The New Ocean Award (Ocean Exchange), #OceanAction14885
779. Network of Marine Protected Areas (Republic of Vanuatu), #OceanAction21628
780. Network of Marine Protected Areas in the Mediterranean in action (Mediterranean Protected Areas Network), #OceanAction14379
781. New Caledonia Towards Sustainable Blue Growth (New-Caledonia Maritime Cluster (CMNC)), #OceanAction18723
782. New Carrier of Maritime Silk Road: Era Opportunity of Sailing Race (International Development Information Organization-DevNet), #OceanAction14855
783. New commitments to reduce CO2 emissions (and their impact on the Ocean) from the international shipping sector (as agreed by ICS AGM on 11 May 2017) (International Chamber of Shipping), #OceanAction15734
784. New multidisciplinary research vessel (Belgian Science Policy), #OceanAction17146
785. New tools to support the conservation and sustainable management of marine biodiversity (Global Ocean Biodiversity Initiative (GOBI)), #OceanAction19844
786. New Zealand Fisheries Policy Reform: Future of Fisheries (New Zealand Ministry for Primary Industries), #OceanAction18355
787. New Zealand Marine Science Investments (New Zealand Ministry of Business, Innovation and Employment), #OceanAction21068
788. New Zealand Ministry for Primary Industries Antarctic Research Programme (New Zealand Ministry for Primary Industries), #OceanAction19804
789. New Zealand Ministry for Primary Industries Aquatic Environment Research (New Zealand Ministry for Primary Industries), #OceanAction18280
790. New Zealand Ministry for Primary Industries Stock Assessment Research (New Zealand Ministry for Primary Industries), #OceanAction18262
791. New Zealand Pacific Partnership on Ocean Acidification (New Zealand Ministry of Foreign Affairs and Trade in partnership with the Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP)), #OceanAction18232
792. No butts on the beach (Province of West Flanders), #OceanAction18091
793. Northern Mozambique Channel partnership (CORDIO East Africa), #OceanAction15334

794. Norway combatting marine pollution and microplastics in partnership with UNEP (Norwegian Government), #OceanAction18304
795. Norway launching Global Action Network on Sustainable Food from the Ocean for Food Security and Nutrition (Norwegian Government), #OceanAction19383
796. Norway supporting the small-scale fisheries sector in developing countries (Norwegian Government), #OceanAction19819
797. Norway's MAREANO Programme — mapping of the seabed provides valuable new knowledge (Norwegian Government), #OceanAction19415
798. Norway-Pacific Joint Chair of Oceans and Climate Change (University of Bergen and The University of the South Pacific), #OceanAction18613
799. Norwegian commitment to fight transnational fisheries crime (Norwegian Government), #OceanAction18406
800. O Governo engaja-se na implementao de um plano estrategico para alcançar o ODS 14 (Ministério das Finanças, Comercio e Economia Azul), #OceanAction15509
801. OA Alliance Commitment to Combating Ocean Acidification (International Alliance to Combat Ocean Acidification), #OceanAction15195
802. Oak commits to improving the health and integrity of marine ecosystems for present and future generations (Oak Foundation), #OceanAction20432
803. Ocean and climate initiatives alliance (Ocean and Climate platform), #OceanAction19434
804. Ocean Communication (DR. BALASAHEB G KULKARNI), #OceanAction15578
805. Ocean Data Alliance (World Economic Forum), #OceanAction21672
806. OCEAN DATA FOR OCEAN STEWARDSHIP (Ocean Networks Canada), #OceanAction21528
807. Ocean Dialogue India (The Netherlands), #OceanAction18283
808. Ocean Entrepreneurship Initiative (Ocean Renaissance Partners), #OceanAction18508
809. Ocean futures: solutions from science (Plymouth Marine Laboratory), #OceanAction14995
810. Ocean Health Network for Samoa (Ministry of Natural Resources and Environment), #OceanAction16754
811. Ocean Literacy for all: a global strategy to raise the awareness for the conservation, restoration, and sustainable use of our ocean. (UNESCO), #OceanAction15187
812. Ocean Model Intercomparison Project (World Climate Research Programme), #OceanAction21228
813. Ocean Observations (INDIA), #OceanAction20640
814. Ocean Plastics Lab — Scientific Insights on Marine Plastic Pollution (German Marine Research Consortium), #OceanAction20788
815. Ocean Protection Educational Initiatives and Advocacy (MY World Mexico), #OceanAction14264

816. Ocean Protection Plan — Coastal Restoration Fund (Canada), #OceanAction19273
817. Ocean Science, Protection and Effective Management (The David and Lucile Packard Foundation), #OceanAction20668
818. Ocean sustainability awareness and education digital media initiative (oceanr.com), #OceanAction19098
819. Ocean-based economies to fight climate change: Ocean Energy Resources Assessment for Maldives (OpERATE) (Italy), #OceanAction20019
820. Ocean: keys to act — encourage action at local level via education and empowerment (Green Cross France & Territoires), #OceanAction14339
821. OCEANÁRIO DE LISBOA OCEAN CONSERVATION PROGRAM (Oceanário de Lisboa), #OceanAction18061
822. OCEANÁRIO DE LISBOA OCEAN EDUCATION PROGRAM (Oceanário de Lisboa), #OceanAction18055
823. Oceania Human Rights Commission & Court Project (Oceania Human Rights), #OceanAction21705
824. Oceanic Blue Carbon Voluntary Commitment (Blue Climate Solutions, a project of The Ocean Foundation, USA), #OceanAction21396
825. OCEANO AZUL FOUNDATION (Sociedade Francisco Soares dos Santos), #OceanAction18040
826. Oceans and Us Conference at the UN (World Information Transfer Inc.), #OceanAction18813
827. OceanSmart Green Boating App (T Buck Suzuki Foundation), #OceanAction16142
828. Octopus Fishery Closure (Rodrigues Regional Assembly), #OceanAction17550
829. OECD work programme on Biodiversity, Land Use and Ecosystems, including marine biodiversity (Organisation for Economic Co-operation and Development), #OceanAction15047
830. Official Development Assistance in the marine and fisheries sector by Republic of Korea (Ministry of Oceans and Fisheries, Republic of Korea), #OceanAction16454
831. Oficializar el Programa Nacional de Restauracin (Secretaría de Energía, Recursos Naturales, Ambiente y Minas (MiAmbiente), Dirección General de Biodiversidad), #OceanAction17935
832. On My Wish List: Ocean in View (Lady Lawyer Foundation (LLF)), #OceanAction14668
833. One Ocean Forum (Yacht Club Costa Smeralda), #OceanAction15710
834. One Pearl Farm in Fiji to review practices for better sustainability (Civa (Fiji) Pearls Ltd), #OceanAction19353
835. OneLessStraw Pledge Campaign (One More Generation), #OceanAction17038
836. Ongoing support for Pacific regional fishery organisations (Ministry of Fisheries, Tonga), #OceanAction19321

837. Online Exhibition and Public Engagment Efforts (The Ocean Project), #OceanAction15314
838. Open Ocean Database — Commitment on Sharing Surplus Data on the Oceans from Merchant Vessels for Public Scientific Use. (Norwegian Shipowners' Association), #OceanAction16316
839. Oregon's Commitment to Combating Ocean Acidification and Its Impacts (The State of Oregon), #OceanAction19307
840. Organizar intercambios nacionales e internacionales entre pescadores para conocer experiencias de pesca sustentable. (Fundación Islas de la Bahía), #OceanAction17398
841. Organize regular volunteering campaigns to clean up beaches and coastal marine environment by students (Ministry of National Education), #OceanAction18803
842. Pacific Blue Economy Conference (Pacific Islands Development Forum), #OceanAction17370
843. Pacific Centre for Renewable Energy and Energy Efficiency (PCREEE) (Austrian Development Agency), #OceanAction16514
844. Pacific Maritime Boundaries Project (Department of Foreign Affairs and Trade and Geoscience Australia/Attorney General's Department), #OceanAction17030
845. Pacific Ocean Research Alliance (Secretariat of the Pacific Environment Programme), #OceanAction15810
846. Pacific plastic pollution: A system for regional grassroots solutions (The Sustainable Coastlines Charitable Trust), #OceanAction21332
847. Pacific Voices for a Global Ocean Challenge (Embassy of France and Fijian government), #OceanAction16934
848. Pacific Women Defend the Commons, Pacific Communities Defend the Commons (Diverse Voices and Action (DIVA) for Equality, Fiji), #OceanAction20768
849. Pacific Year for the Ocean 2017 (Pacific Islands Development Forum), #OceanAction17354
850. PADDLE: planning in a liquid world with tropical stakes. Solutions from an EU/Africa/Brazil perspective (Institut de Recherche pour le Développement (IRD), France), #OceanAction16150
851. Panama National Action Plan on Marine Litter and Stakeholder Round Table on Marine Debris (Ministry of Environment), #OceanAction16802
852. Parley AIR Strategy: Avoid.Intercept.Redesign (Parley for the Oceans), #OceanAction15581
853. Participacin en el Proyecto Regional Establecimiento de una Red de Observacin en el Caribe para la acidificacin de los ocanos y sus efectos sobre la Afloracin de Algas Nocivas (Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales), #OceanAction20748
854. Participation in the Fisheries Forum Agency Vessel Monitoring Scheme and broader cooperation (Marshall Islands Marine Resources Authority), #OceanAction21572
855. Participation of TASAs plants in communities under an environmental sustainability approach (Tecnológica de Alimentos S.A.), #OceanAction17848

856. Partnership for Implementing SDG14 in the Western Indian Ocean (Secretariat of the Nairobi Convention), #OceanAction18313
857. Partnership for Regional Ocean Governance: International Forum for Advancing Regional Ocean Governance (Germany), #OceanAction18439
858. Partnership with African Coastal States to Eradicate IUU Fishing in their Sovereign Waters by 2020 (Sea Shepherd Global), #OceanAction17190
859. Partnership with the Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP) to Strengthen resilience to Ocean Acidification (Ministry of Foreign Affairs and Cooperation), #OceanAction18253
860. Partnerships to promote science-based fisheries management and fight illegal fishing in fragile and post-conflict states (Secure Fisheries (a program of One Earth Future)), #OceanAction20856
861. Partnerships with SIDS for floating solar energy at sea (Swimsol GmbH), #OceanAction21717
862. Paul Gauguin Cruises partnership with Wildlife Conservation Society (WCS) to provide educational programming on select sailings in 2017 and 2018 (Paul Gauguin Cruises), #OceanAction21344
863. Peruvian Coastal Atlas (Instituto del Mar del Perú (IMARPE)), #OceanAction18898
864. Pesca sostenible (Ministerio de Acuicultura y Pesca), #OceanAction21052
865. Philippines large marine protected areas and tuna fishery improvement project (WWF Philippines), #OceanAction16410
866. Phoenix Islands Protected Area: Bring PIPA Home (The Phoenix Islands Protected Area Conservation Trust), #OceanAction20784
867. Pilot Project on Oyster (*Crassostrea* spp.) Culture (Indian Ocean Rim Association), #OceanAction18217
868. Pioneering Community-Based Ocean Stewardship in NW Bali (Indonesia) to inspire intelligent use of the earth's oceans and empower individuals to become leaders of a healthy biosphere initiative that begins with the restoration of our seas. (Biosphere Foundation), #OceanAction15175
869. Plan de Acción de Pesca Sostenible (Autoridad de los Recursos acuáticos de Panamá (ARAP)), #OceanAction16607
870. Plantar 100,000 plantas de mangle en 10 hectreas de humedal entre 2017 y 2018 en Guanaja (Bay Islands Conservation Association (BICA) Guanaja), #OceanAction17254
871. Plantar 6,000 plantas de manglar en la Isla de Roatn (Bay Islands Conservation Association (BICA) Roatán), #OceanAction17262
872. Plastic Bag Free Raglan (Whaingaroa Environment Centre), #OceanAction20309
873. Plastic Busters (University of Siena — SDSN Med solutions), #OceanAction19373
874. Plastic Mining Cooperation is committed to start the Plastic Mining recycling program on all SIDS member states by 2025. (Plastic Mining Cooperation), #OceanAction19293

875. Plastic Pollution — Free Fiji Campaign (WWF — Pacific Volunteer Program), #OceanAction21080
876. Plastic Pollution Awareness Raising Programmes and Beach Cleanups (Jo Kaminska Foundation), #OceanAction16246
877. Plataforma Nacional de Pesqueras Sostenibles de Grandes Pelgicos (Ministerio de Agricultura y Ganadería (MAG), Ministerio de Ambiente y Energía (MINAE), Instituto Costarricense de Pesca y Acuicultura (INCOPESCA), PNUD), #OceanAction19529
878. Pollution Reduction Through Beneficial Aquaculture (Fearless Fund), #OceanAction20488
879. Pollution Tracker Program and Study of Micro-plastics in the Arctic Ocean and their Biological Effects on Marine Life (Canada), #OceanAction19379
880. Polystyrene (Styrofoam) Ban (The Government of Antigua and Barbuda), #OceanAction20928
881. Port Waste Management Plan for the Port of Port Louis (Mauritius Ports Authority), #OceanAction19343
882. PPP initiative to release 30,000 fish in protected areas (Ministry of Climate Change and Environment — United Arab Emirates), #OceanAction20400
883. Prcticas de conservacin de suelos para prevenir y reducir la contaminacin relacionada con el uso del suelo (Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales), #OceanAction20532
884. Preparation of sectoral agreement on elimination of microplastic in cosmetic and other consumption products (Belgium (Federal Minister of Environment)), #OceanAction17610
885. Prepare a programme for remediation of pollution in the coastal zone at priority locations, defined in the National Strategy for Integrated Coastal Zone Management of Montenegro, prepared by the Ministry of Sustainable Development and Tourism in cooperati (Ministry of Sustainable Development and Tourism, Department for Sustainable Development and Integrated Coastal Zone Management), #OceanAction17680
886. Prepare guidelines for planning rehabilitation and renewal of inadequately urbanised areas and conduct professional development programmes, defined in the National Strategy for Integrated Coastal Zone Management of Montenegro, prepared by the Ministry of (Ministry of Sustainable Development and Tourism), #OceanAction17671
887. Preparing California for sea-level rise (Ocean Protection Council on behalf of the State of California), #OceanAction15629
888. Preservation of the Marine Ecosystem (The Atlantis Diving Centre), #OceanAction17322
889. Prevent plastic pollution in our ocean (Searious Business), #OceanAction14415
890. Preventing and significantly reducing marine litter in EU Member States' waters (European Union), #OceanAction17518
891. Private Foundation investing in Marine Protected Areas in Brazil and related public policies (Boticario Group Foundation), #OceanAction20832

892. Produccion de conocimiento cientifico y transferencia tecnologica (Centro para el Estudio de Sistemas Marinos), #OceanAction17764
893. Profundizar la Reglamentacion de la explotacion pesquera mediante la implementacion de Especies con Captura Maxima Permisible (CMP) y Certificados de captura legal y control de carga (Republica Argentina), #OceanAction19153
894. Profundizar las investigaciones cientificas en el Mar Argentino mediante la iniciativa Pampa Azul, relanzada en abril de 2017. (Republica Argentina), #OceanAction19173
895. Program in Ocean Science & Engineering (OSE) (Georgia Institute of Technology), #OceanAction16262
896. Program of research-action on impacts of subsidies in the sustainable management of fisheries resources in West Africa (ENDA/REPAO), #OceanAction16230
897. Programa de acuicultura sostenible de ostras, pargos, tilapias, camarones, entre otros (Autoridad de los Recursos acuáticos de Panamá (ARAP)), #OceanAction18463
898. Programa de Control y Vigilancia Martima: programa 1.6 del Plan Nacional de Desarrollo (Viceministerio de Agua, Mares, Costas y Humedales, y Servicio Nacional de Guardacostas), #OceanAction19484
899. Programa de Extracción de Redes Fantasma (Autoridad De Recursos Acuáticos de Panamá (ARAP)), #OceanAction16616
900. Programa de manejo Integrado y uso sostenible de cuencas hidrográficas prioritarias y sus franjas costeras (Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales), #OceanAction20792
901. Programa de restauración de costas con fines de saneamiento (Ministerio de Medio Ambiente), #OceanAction20600
902. Programa de saneamiento ambiental en microcuencas y ros urbanos (CEBSE), #OceanAction20896
903. Programa Nacional de Observadores Científicos (Fundación Internacional de Pesca (FIPESCA)), #OceanAction16661
904. Programme Aquacole dans l'Arrondissement de Fimela Promotion de la Pisciculture et de l'Ostriculture dans les Communes de Fimela et de Palmarin Facao (Union Nationale des Travailleurs Démocrates), #OceanAction15019
905. Programme to combat marine litter and microplastics (Norwegian Government), #OceanAction18244
906. Progressing Implementation of the New Song for Coastal Fisheries Pathways to Change (Department of Foreign Affairs and Trade (DFAT)), #OceanAction17058
907. Prohibition of Destructive Offshore Fishing Practices (Ministry of Fisheries, Fiji), #OceanAction19879
908. Project Green Ports (INDIA), #OceanAction20580
909. Project Sagarmala — Coastal Community Development (INDIA), #OceanAction20648
910. Project Sea Change — advanced filtering of laundry effluent to screen microparticles and microplastics (Xeros Technology Group), #OceanAction15928

911. PROJET DE GESTION DURABLE DE LA BIODIVERSITE DU TERROIR DE NIODIOR (FELOGIE de NIODIOR), #OceanAction18319
912. Projet de Régénération d'écosystème de la mangrove et de la biodiversité et de lutte contre la pollution marine dans la Réserve de Biosphère du Delta du Saloum (RBDS) (FEDERATION LOCAL DES GIE DE PECHE DE NIODIOR (FELOGIE NIODIOR)), #OceanAction15749
913. Projet UNU-Ocean (Université de Bretagne Occidentale (UBO)), #OceanAction21076
914. Promise to Paeāina o Hawai'i — A Collective Commitment (Polynesian Voyaging Society), #OceanAction21056
915. Promocin de creacin y fortalecimiento de reas marinas protegidas en Chile y Argentina (Foro para la Conservación del Mar Patagónico y áreas de influencia), #OceanAction21700
916. Promocin de la reduccin y eliminacin del consumo de plsticos en la provincia de Samaná (ASDUBAHISA/Foro Ambiental de Samaná/Cooperativa de pescadores Espiritu Santo), #OceanAction20868
917. Promocin de un marco regulatorio en panam que incorpore la reduccin de la contaminacin por plsticos en el medio marino. (Fundación MarViva), #OceanAction16794
918. Promote and increase the public investment on projects focused on marine biodiversity conservation by 2 Million Euros (Minister of Sea), #OceanAction18478
919. Promote and support the establishment of a strong and vibrant marine and maritime research and innovation network, through the establishment of a Port Tech Cluster in Lisbon and the Atlantic Observatory in the Azores, with a focus on both North and South (Ministry of Sea & Ministry of Science, Technology and Higher Education), #OceanAction18487
920. Promote information and Implementation of the Voluntary Guidelines for the sustainability of small scale fisheries in the context of food security and poverty eradication. (CoopeSoliDar R.L), #OceanAction14945
921. Promote Marine Spatial Planning and other coastal and marine planning and management instruments in Mexico (Ministry of Environment and Natural Resources of Mexico), #OceanAction20224
922. Promote public policy and raise international awareness on the important of the Ocean and human health (Ministry of Sea), #OceanAction18181
923. Promote the sharing of information and foster collaboration among those working in and supporting ocean conservation (Marine Watch International), #OceanAction21620
924. Promote, inspire, and accelerate sustainable solutions and practices (Ports of Cause), #OceanAction20184
925. Promote, sustainably use, and protect kadalamma-the Mother Sea-with indigenous fisherfolk (Friends of Marine Life (FML)), #OceanAction14351
926. Promoting a structured dialogue on cruise tourism between cruise operators, ports and port cities (European Union), #OceanAction18688
927. Promoting and coordinating R&D and Innovation in the Ocean Economy Sector (Mauritius Research Council), #OceanAction17486

928. Promoting citizen science using app/website for the protection of Black Sea marine biodiversity (BLACK SEA WATCH) (Turkish Marine Research Foundation (TUDAV)), #OceanAction20284
929. Promoting enhanced access and use of global marine biodiversity information (UN Environment World Conservation Monitoring Centre), #OceanAction20776
930. Promoting Environmental Activism Among Youth (International Student Environmental Coalition), #OceanAction14870
931. Promoting Gender Equality in Sustainable Fisheries Management and Development in Fiji (Women in Fisheries Network — Fiji (WiFN-Fiji)), #OceanAction19964
932. Promoting interdisciplinary research to achieve sustainable oceans (Nippon Foundation Nereus Program), #OceanAction15401
933. Promoting International Cooperation in Hydrography (INDIA), #OceanAction20660
934. Promoting maritime spatial planning to achieve good environment status of oceans and seas. (Ministère de la Transition écologique et solidaire (chargé de la mer)), #OceanAction16738
935. Promoting standards for sustainable fisheries management and traceability of fish products on a global scale (United Nations Economic Commission for Europe (UNECE)), #OceanAction16466
936. Promoting Sustainable Fisheries (India), #OceanAction20516
937. Promoting Sustainable Fisheries: National Awareness Programme in Support of the First Temporary Octopus Fisheries Closure in Mauritius (Funded by the GEF Small Grants Programme implemented by UNDP) (EcoMode Society), #OceanAction19779
938. Promoting the Creation of Highly Protected Marine Reserves (Pew Bertarelli Ocean Legacy project), #OceanAction14811
939. Promover el desarrollo de capacidades y establecimiento de cadenas de valor (CODOPESCA), #OceanAction21128
940. Promover el establecimiento de reas de no-pesca en el espacio marino Cuero y Salado — Utila — Cayos Cochinos (Fundación Islas de la Bahía), #OceanAction17959
941. Promover la proteccion de los arrecifes de coral en la zona costera de Barahona en los lugares: Saladilla, Paraso, Quemato, y La Cinaga. (Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales), #OceanAction20916
942. Promover mejores practicas de uso y conservacin de suelos en la Isla de Utila (Fundación Islas de la Bahía), #OceanAction17230
943. Proper Strand Lopers (Proper Strand Lopers), #OceanAction15842
944. Propiciar la zonificacin y monitoreo de espacios marinos y sus recursos (Ministerio Ambiente/CODOPESCA), #OceanAction21084
945. Proposal to prohibit the use of large scale driftnets in the area of the Indian Ocean Tuna Commission (FRANCE), #OceanAction15680
946. Proposed MC11 Fisheries Subsidies Disciplines Implementing SDG Target 14.6 (New Zealand Ministry for Foreign Affairs and Trade), #OceanAction18343

947. PROTECCIÓN DE LOS ROS Y MANGLARES DE SALMONETE INCLUYENDO REPOBLACIÓN ARBÓREA DE LÍNEA COSTERA EN BAHÍA HONDA, SON VERAGUAS. (ASOCIACIÓN DE CAMPESINOS UNIDOS PARA EL DESARROLLO DE BAHÍA HONDA), #OceanAction16643
948. Protect 30% of Seychelles marine and coastal waters more than 400,000 square kilometers of improved protection and ocean management. (Ministry of Environment, Energy and Climate Change), #OceanAction19023
949. Protect at least 14% of coastal and marine areas under national jurisdiction (Ministry of Sea and Ministry of Environment), #OceanAction18172
950. Protect the biodiversity of Cabo Verde from marine debris (CALAO Luxembourg ASBL), #OceanAction14087
951. Protect the network of marine and coastal protected areas in Vlora region (Regional Administration of Protected Areas Vlora Albania), #OceanAction16350
952. Protect the Zeytoon coral reef site in Qeshm Island, Iran (Green reef Group (GrG)), #OceanAction19889
953. Protecting 3.7 million sq kms through the \$15 million WCS Marine Protected Area Fund (Wildlife Conservation Society), #OceanAction16178
954. Protecting Californias coastal ecosystems (Ocean Protection Council on behalf of the State of California), #OceanAction15698
955. Protecting Californias marine ecosystems through effective management of the states marine protected area network (Ocean Protection Council on behalf of the State of California), #OceanAction15635
956. Protecting Canada's Marine and Coastal Environment: A collaborative plan towards meeting and exceeding 10% protection by 2020 (Ecology Action Centre), #OceanAction16619
957. Protecting fisheries livelihoods in Ghana and Somalia (European Union), #OceanAction18133
958. Protecting the environment from harmful aquatic invasive species and pathogens introduced via ships ballast water or on ships hulls (Institute of Marine Engineering, Science and Technology), #OceanAction18412
959. Protecting the Ocean from WasteWater is the #1 Short-term Climate Action: Ending Marine Pollution returns Natural Water Cycles to the Land to foster Biodiversity. (Baleen Filters Pty Limited), #OceanAction15488
960. Protecting the Oceans from Land Based Pollution. (AquaFed — The International Federation of Private Water Operators), #OceanAction19534
961. Protecting, conserving and restoring whale populations in the Pacific islands (Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme), #OceanAction16006
962. Protection and enhancement of Oceans and Small non-interconnected island continent regions in a sustainable development vision (PERFECT UNION), #OceanAction17386
963. Protection and Management of All Marine Mammal Species in Fiji (Ministry of Fisheries and Department of Environment, Fiji), #OceanAction19959
964. Protection of Groupers and Coral Trouts Spawning Aggregation Sites across Fijian Reef Systems (Fiji (Ministry of Fisheries, Government of Fiji)), #OceanAction14327

965. Protection of Marine and Coastal Resources (Department of Wildlife Conservation, Sri Lanka), #OceanAction19899
966. Protection of marine turtles and nesting beaches through the involvement of the local population (The GEF Small Grants Programme), #OceanAction15871
967. Provide Fundamental Mapping of the Seas and Oceans (International Hydrographic Organization), #OceanAction15449
968. Provide Inclusive Science-based Approaches to the Implementation of SEAFRUIT LANDS project. (University of São Paulo), #OceanAction15940
969. Providing a sound scientific, social, legal and economic basis for improved policy and management for the sustainable use and protection of the marine and coastal environment. (Centre for Marine Conservation and Policy Research (MarCoPol), University of Plymouth), #OceanAction20564
970. Providing world-class research and training to support the implementation of the UN Sustainable Development Goals. (The Marine Institute (MI) at the University of Plymouth), #OceanAction20552
971. Provision of subject matter expertise on the application of risk management tools in regulatory frameworks supporting SDG14 (United Nations Economic Commission for Europe, UNECE GRM), #OceanAction16458
972. Proyecto de gestión integral de residuos sólidos para la Isla de Taboga (Autoridad de Turismo de Panamá (ATP)), #OceanAction16604
973. PROYECTO PAE-CLME+ (Colombia), #OceanAction20264
974. PROYECTO SPINCAM III (Colombia), #OceanAction20259
975. Public awareness and information campaign on marine litter and prevention of plastics in the sea (Ministry of the Environment (Estonia)), #OceanAction18013
976. Public Education on Oceans in Grenada through public mural artwork in partnership with Pangeaseed (Grenada (Ministry of Education, Human Resource Development and the Environment)), #OceanAction14560
977. Publicación de la Política Nacional de Humedales (Secretaría de Energía, Recursos Naturales, Ambiente y Minas, Instituto de Conservación, Áreas Protegidas y Vida Silvestre, Dirección General de Biodiversidad), #OceanAction17824
978. Publicar un listado de post-larvas de peces arrecifales para la Isla de Roatan (Bay Islands Conservation Association (BICA) Roatán), #OceanAction17920
979. Publicar y hacer entrar en vigencia la Nueva Ley de Pesca y Acuicultura en el Diario Oficial La Gaceta (Dirección General de Pesca y Acuicultura), #OceanAction17866
980. Publication of Productivity, and Susceptibility Analysis (PSA) of Mexican sharks listed in the Appendix II of CITES in the CoP17 (South Africa, 2016) (Comisión Nacional para el Conocimiento y Uso de la Biodiversidad (CONABIO), CITES Scientific Authority of Mexico), #OceanAction17839
981. Qeshm Island Environmental Management Office (Department of Environment Qeshm Free Area), #OceanAction19489
982. Qlik Commits Data Visualization Software Supporting the Implementation of SDG 14 (Qlik), #OceanAction19063
983. R.E.E.F.S. (Research Enhancement for Seascapes) (The World Federation for Coral Reef Conservation), #OceanAction14411

984. Raise Awareness about the Ocean and Take Action (Mundus maris — Sciences and Arts for Sustainability asbl), #OceanAction21244
985. Raise awareness for ocean conservation through the power of music (oneocean.fm), #OceanAction18505
986. Raise Public Awareness About Goal 14 (Sea Save Foundation), #OceanAction21492
987. Raising awareness about marine conservation and sustainable resource management and creating independent small businesses by developing aquaculture techniques in order to reduce poverty in Zanzibar (marinecultures.org — Zanzibar, East Africa), #OceanAction15557
988. Raising awareness on impacts of marine pollution by litter in Fortaleza, Brazil (Instituto Verdeluz), #OceanAction21600
989. Ratification of the International Convention for the Control and Management of Ships' Ballast Water and Sediments (BWM) (Ministry of Ocean Economy, Marine Resources, Fisheries & Shipping (Shipping Division) of the Republic of Mauritius), #OceanAction17250
990. Ratify CITES (Government of Timor-Leste), #OceanAction17905
991. Realizacin de 20 arrecifes de ostras en la desembocadura del ro Muoz, Puerto Plata. (Ministerio de Medio Ambiente), #OceanAction20704
992. Realizar 3 monitoreos de mega-fauna marina en la Isla de Roatn, Honduras (MARALLIANCE), #OceanAction17410
993. Realizar campaas de monitoreo de blanqueamiento de coral en Honduras (Iniciativa Arrecifes Saludables), #OceanAction17350
994. Realizar durante 2017 un Taller de Consulta Nacional sobre Planificacin Marina Espacial. (Republica Argentina), #OceanAction19143
995. Realizar la evaluacin de los ecosistemas costero marinos para la determinacin y la previsin de los espacios sujetos a un rgimen de conservacin, proteccin, manejo sustentable y recuperacin ambiental en seis (6) provincias costeras del pas al 2020; Proyecto (Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales), #OceanAction20588
996. Realizar la zonificacin o sectorizacin de los espacios que conforman las zonas costeras y marinas (Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales), #OceanAction20804
997. Realize sustainable fisheries through fisheries resource management (Ministry of Oceans and Fisheries), #OceanAction18268
998. Realizing the inclusive and sustainable development in the Benguela Current Large Marine Ecosystem (BCLME) region through the improved ocean governance and the integrated management of ocean use and marine resources. (United Nations Development Programme), #OceanAction16774
999. Reconocer y apoyar cumplimiento y divulgacin del marco del marco jurdico de la Ley del Mar. (Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales), #OceanAction21144
1000. Recovering marine-coastal and aquaculture ecosystems through sustainable management (Ministry of Science, Technology and Environment of Cuba), #OceanAction20956

1001. Red de Pescadores con capacidades para la pesca bajo lineamientos de sostenibilidad, pesca responsable y de acceso a mercados. (Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo PNUD Honduras), #OceanAction17974
1002. Red de zonas de refugios pesqueros/Jose Angel de la Cruz Canto Noh (Colonia de pescadores Maria Elena), #OceanAction17758
1003. RED ELCTRICAS SUBSEA FOREST: Recovery of posidonia oceanica seagrass meadows Balearic Islands, Spain (Red Eléctrica de España, S.A.U.), #OceanAction21284
1004. Reduce by-catches and discards from fisheries (Ministry of Sea), #OceanAction18466
1005. Reduce Marine Pollution Due to wastewater Discharge Through the Extension of the Public Sewerage Network (Ministry of Energy and Public Utilities, Mauritius), #OceanAction17258
1006. Reduce marine pollution due to wastewater discharge through the extension of the public sewerage network (Ministry of Energy and Public Utilities (MEPU)), #OceanAction17102
1007. Reduce marine pollution through the development of technological platforms and tools that promote the circular economy of the sea (Ministry of Sea), #OceanAction18451
1008. Reduce Ocean plastic in Grenada by avoiding, intercepting and reducing use of plastics in partnership with Parley for the Oceans and Adidas (Grenada (Environment Division, Ministry of Education, Human Resource Development and the Environment)), #OceanAction14552
1009. Reducing air pollution from vessels serving the German Federal Administration (Germany), #OceanAction16094
1010. Reducing food loss and waste in the value chain for fish (Norwegian Government), #OceanAction19829
1011. Reducing Lagoon Pollution in World Heritage Site Buffer Zone through Basic Sanitation Facilities (Supported by GEF SGP & Implemented by UNDP) (Leadership Empowerment Action Development (L.E.A.D)), #OceanAction19924
1012. Reducing marine debris in California watersheds and ocean waters (Ocean Protection Council on behalf of the State of California), #OceanAction15626
1013. Reducing marine litter (Ministry of Environment- and Food of Denmark), #OceanAction19979
1014. Reducing plastic marine debris in Indonesia (Denmark), #OceanAction20500
1015. Reducing Pollution and Preserving Environmental Flows in the East Asian Seas through the Implementation of Integrated River Basin Management in selected ASEAN Countries (United Nations Development Programme (UNDP)), #OceanAction20940
1016. Reducing pressures on coral reefs, sea grasses, mangroves and beaches, vulnerable to climate change. (Ministry of Science, Technology and Environment of Cuba), #OceanAction20960
1017. Reducing quantities of Ocean Debris by tackling sources both in and out of water. (Borneo Dive Network (BDN))), #OceanAction19327
1018. Reducing ship strikes to vulnerable whales (International Fund for Animal Welfare (IFAW)), #OceanAction21408

1019. Reducing Single-Use Plastic in U.S. Aquariums (Aquarium Conservation Partnership), #OceanAction18145
1020. Reducing solid waste of Pangkor Island polluting the sea through Innovative 3R program (reduce, reuse & recycle) business model, GEF-SGP funded project. (Pertubuhan Gerakan Belia Bersatu Malaysia (GBBM)), #OceanAction16568
1021. Reducing the risk of collisions between boats and large cetaceans (Pelagos Agreement on the creation of a marine mammals Sanctuary in the Mediterranean Sea), #OceanAction21208
1022. Reducir el impacto negativo de los ecosistemas para una una pesca de arrastre de camarón ms sostenible en América Latina y el Caribe (ALC), mediante la aplicacin de un enfoque ecosistmico de la pesca (EEP) (Instituto Nacional de Pesca y Acuicultura (INCOPESCA)), #OceanAction19689
1023. Reducir el uso de plsticos desechables en la Isla de Utila por medio de la realizacin de 8 charlas informativas (cuatro 2017 y cuatro 2018), para reducir el uso de los mismos. (Fundación Isla de la Bahía), #OceanAction17214
1024. Reducir los efectos de acidificacin de los océanos (Ministerio de Ambiente), #OceanAction21048
1025. Reducir y prevenir la contaminacin por desechos slidos en el rea costero marina Motagua-Omoa (Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo Honduras), #OceanAction17965
1026. Reduction of Carbon Emissions from Idling Diesel Drayage Trucks at Container Shipping Ports (EagleRail Container Logistics), #OceanAction19178
1027. Reduction of human pressures on Cetaceans (Italy — IMELS/PNM (Italian Ministry of Environment, Land and Sea Protection/General Directorate for the Protection of Land and Sea)), #OceanAction18112
1028. Reduction of Land-based pollution loads to the Mediterranean Sea, from Industrial and municipal sources (Ministry of Environmental Protection — Israel), #OceanAction18598
1029. Reduction of nutrient and hazardous substances discharge in Austrian rivers and lakes (Federal Ministry of Agriculture, Forestry, Environment and Water Management (BMLFUW)), #OceanAction16522
1030. Reduction of Plastic pollution (INDIA), #OceanAction20592
1031. Reduction of plastic waste in the marine environment through Plastic bags ban measures. (Monaco), #OceanAction18409
1032. Reduction of POPs and green house gas emissions through improvements in waste management in the Cook Islands GEF SGP (Te Ipukarea Society Cook Islands), #OceanAction20996
1033. Reduction of use of plastic bags (Ministry of Foreign Affairs), #OceanAction18533
1034. Reduction significative de la pche INN dans la zone ouest africaine (Sub Regional Fisheries Commission — SRFC), #OceanAction21276
1035. Reef Life Restoration Regenerative Ocean Growth Habitats (Reef Life Foundation), #OceanAction15440
1036. Regional 3R Forum in Asia and the Pacific/State of the 3Rs in Asia and the Pacific (Ministry of the Environment, Japan, UNCRD), #OceanAction18229

1037. Regional action plan for a Sustainability Maritime Sector (Region Västra Götaland, Sweden), #OceanAction20119
1038. Regional cooperation for national action on Caribbean Sea sustainability (Association of Caribbean States — Caribbean Sea Commission), #OceanAction15536
1039. Regional Integrated Multi-Hazard Early Warning Systems (RIMES) (INDIA), #OceanAction20604
1040. Regional Marine Protected Areas networks in action (Mediterranean Protected Areas Network), #OceanAction20319
1041. Regional Partnership for Implementing SDG14 in the Western Indian Ocean (Secretariat of the Nairobi Convention for the development, protection and management of the coastal and marine environment of the Western Indian Ocean), #OceanAction15788
1042. Regional Seas Programme for ocean-related SDGs (UN Environment Programme), #OceanAction19228
1043. Regional Training Programme on Waste Management and Reduction of Marine Litter (Singapore), #OceanAction18923
1044. Registro y licenciamiento de pescadores artesanales (GOAL Honduras), #OceanAction17950
1045. Regulación del ruido oceánico producido por actividades antropogénicas tales como las plataformas de explotación de suelo marino (Sistema Nacional de Áreas de Conservación (SINAC)- Ministerio de Ambiente y Energía (MINAE)), #OceanAction19734
1046. Regulación sobre Basura Marina y Contaminación (Ministerio de Ambiente de Ecuador), #OceanAction21024
1047. Regulations to Ban Microbeads in Toiletries (Canada), #OceanAction19108
1048. Rehabilitation and protection of mangrove ecosystems for climate change adaptation, livelihoods and biodiversity (Ministry of Natural Resources and Environment), #OceanAction16546
1049. Reimaanlok Looking to the Future: Strengthening Natural Resource Management in Atoll Communities in the Republic of Marshall Islands, Employing Integrated Approaches (RMI R2R) (United Nations Development Programme (UNDP)), #OceanAction15593
1050. Remediation of the polluted sediments in Shipyard Bijela, defined in the National Action Plan (NAP) of Montenegro for the implementation of the LBS Protocol and its Regional Plans in the Framework of the SAP-MED with the aim to achieve Good Environmental (Ministry of Sustainable Development and Tourism, Department for Sustainable Development and Integrated Coastal Zone Management), #OceanAction17462
1051. Removal of single-use plastic bottles and replacing with reusable glass bottles throughout the resort (Four Seasons Resort Mauritius at Anahita), #OceanAction21304
1052. Removal of single-use plastic straws and replacing with reusable non-plastic alternatives throughout the resort (Four Seasons Resort Seychelles), #OceanAction21300
1053. Renewable energy and water treatment: a means to progress on SDG14 (Italy), #OceanAction20044

1054. Replantar areas de manglar y de vegetacin costera en la Isla de Utila (Fundación Islas de la Bahía), #OceanAction17234
1055. Research and Capacity Development supporting SDG 14 and sustainable fishing harvest and Blue Growth in SIDS (United Nations University Fisheries Training Programme), #OceanAction17286
1056. Research and capacity development to support livelihood and food security and safety in African Coastal Communities (United Nations University Fisheries Training Programme), #OceanAction17306
1057. Research for the Inventory, Monitoring and Conservation of the Peruvian Marine Biodiversity (Instituto del Mar del Perú (IMARPE)), #OceanAction18908
1058. Research program on acidification (Ministry of the Ecological and Inclusive Transition (MTES), France), #OceanAction17506
1059. Research strategy related to fisheries and aquaculture for the 2035 horizon (Ministry of Agriculture, Rural Development and Fisheries, Algeria), #OceanAction19339
1060. Research towards sustainable development of ocean economy (Mauritius Oceanography Institute), #OceanAction17110
1061. Responding to El Niño: Improving International Coordination for Improved Early Warning (World Meteorological Organisation (WMO)), #OceanAction15659
1062. Responsible plastic management (Sweden), #OceanAction20448
1063. Responsible Research and Innovation for ocean conservation and sustainable blue growth (XPRO Consulting and Nausicaa on behalf of the MARINA US-funded project), #OceanAction20696
1064. Restauracin de ecosistemas de coral en Cayo Farola Cayo Levantado, Saman. (Cooperativa Pescadores Espíritu Santo Los Cacaos), #OceanAction20888
1065. Restauracin de reas de ecosistemas de manglares y reas de praderas marinas (Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales), #OceanAction20948
1066. Restauracin ecolgica de 100 hectreas del manglar Bajo Yuna (CEBSE), #OceanAction20900
1067. Restauracin ecolgica de poblaciones de coral Jardinera de corales (Viceministerio de Agua, Mares, Costas y Humedales), #OceanAction19569
1068. Restaurar manglares en la Isla de Utila (Fundación Islas de la Bahía), #OceanAction17242
1069. Restoration of 100 coral colonies through in situ coral nurseries in the blue bay lagoon, Mauritius (supported by GEF SGP & Implemented by UNDP) (Eco-sud), #OceanAction16014
1070. Restoration of stone reef in Danish waters (Danish Environmental Protection Agency), #OceanAction20059
1071. Restore the Mesoamerican Coral Reef (Restore Coral), #OceanAction18998
1072. Restoring Fisheries for Healthier Communities and Oceans (Walton Family Foundation), #OceanAction16631
1073. Restoring marine ecosystem services by rehabilitating coral reefs to meet a changing climate future (United Nations Development Programme), #OceanAction16894

1074. Return Trees for Mountain and Mangroves, Return Seagrasses for Dugongs Project, supported by GEF SGP implemented by UNDP (Sea Concern Group), #OceanAction17971
1075. Review Existing Policies, Legal and Institutional Framework for Sustainable Use and Development of Marine Fisheries Resources (Ministry of Ocean Economy, Marine Resources, Fisheries and Shipping, Mauritius), #OceanAction17246
1076. Review existing policies, legal and institutional framework for sustainable use and development of marine fisheries resources. (Ministry of Ocean Economy, Marine Resources, Fisheries and Shipping (Fisheries Division)), #OceanAction17122
1077. Review of Hector's and Maui dolphin Threat Management Plan (New Zealand Department of Conservation and Ministry for Primary Industries), #OceanAction18352
1078. Review Pollution control component of the Environment Act by 2018 (Ministry of Environment, Climate Change, Disaster Management & Meteorology), #OceanAction20289
1079. Reviewing innovation mechanisms to support a sustainable ocean economy (Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD)), #OceanAction14987
1080. Revisin del marco juridico nacional (Comité Interinstitucional del Mar), #OceanAction20992
1081. Revision of Belgium's Marine Spatial Plan (Federal Public Service for the Environment), #OceanAction16922
1082. RIO Acoustics: Developing the Latin American and Caribbean network for ocean acoustics and acoustical oceanography (Université libre de Bruxelles (ULB)), #OceanAction21729
1083. River and Coastal Health Ecosystem Monitoring (Ministry of Natural Resources and Environment), #OceanAction16990
1084. Roadmap to Oceans and Climate Action (ROCA) (Global Ocean Forum), #OceanAction15155
1085. Sa Moana Folauga (Samoa Voyaging Society, Ministry of Natural Resources and Environment, Ministry of Agriculture and Conservation International.), #OceanAction17006
1086. Saafu Raajje — Clean Environmental Management (Ministry of Environment and Energy), #OceanAction18034
1087. Sacred Heart Global Ocean Campaign (Society of the Sacred Heart), #OceanAction21308
1088. Safe Rivers, Seas, and Oceans: Water Areas for Bettering Future Lives (Ambivium Institute on Security and Cooperation), #OceanAction15027
1089. SAFE SEAS. A study of maritime security capacity building in the Western Indian Ocean (Cardiff University), #OceanAction14234
1090. Safeguard marine and coastal biodiversity in Cabo Verde from current and emerging threats, by enhancing the enabling and regulatory frameworks in the tourism sector and activating a critical further subset of the national protected areas system. (National Directorate of Environment), #OceanAction17734

1091. Safeguarding Our Oceans, One Threat at a Time (Blue Sphere Foundation), #OceanAction16556
1092. Safeguarding Sharks and Rays of the Atlantic and Mediterranean through RFMOs (Shark Advocates International, Shark Trust, Project AWARE, and Ecology Action Centre), #OceanAction17226
1093. Safeguarding the biodiversity of intertidal and sub-tidal coral reef habitats through habitat restoration and species recovery (Singapore), #OceanAction18993
1094. Samoas Community-based Fisheries Management Programme (Ministry of Agrciulture), #OceanAction18298
1095. Santuario Mamiferos Marinos de Argentina (Instituto de Conservacion de Ballenas), #OceanAction19644
1096. Sauvegarde des tortues marines de locan Atlantique et de leurs habitats le long du littoral du Bnin (Programme de Microfinancement du Fonds pour l'Environnement Mondial/Small Grants Programme), #OceanAction19359
1097. Save Ocean from Pollutions (Green Deserts Bamboo For Peace and Prosperity.), #OceanAction15551
1098. Save the marine life in the Maldives and promote sustainable development (Island Development and Environmental Awareness Soceity), #OceanAction14472
1099. SAVE THE OCEANS Stop Plastic pollution — The Green Bauhaus global communication project 2017 with 33 universities from all five continents (Green Bauhaus Foundation), #OceanAction19283
1100. Saving The Great South Bay (Save The Great South Bay), #OceanAction21436
1101. Scaling up Implementation of Integrated Coastal Management (ICM) in the East Asian Seas Region (Partnerships in Environmental Management for the Seas of East Asia (PEMSEA)), #OceanAction14716
1102. Scaling up the Marine Conservation fund launched on October 2015-Improving marine scientific research and safeguarding marine resources of the Maldives through sustainable harvest (Ministry of Fisheries and Agriculture of the Maldives), #OceanAction18019
1103. School inaugural course entitled “Eco-citizenship: Plastic impacts on the marine environment” for more than nine million students (Ministry of National Education), #OceanAction17737
1104. Science and awareness: a mediterranean connection against marine litter (Università di Siena and Legambiente (IT)), #OceanAction20169
1105. Science for deep-ocean sustainability (Deep Ocean Stewardship Initiative), #OceanAction15238
1106. Science to Save the Reefs: An interdisciplinary dialogue between economist and biologist to propose practical solutions against Ocean Acidification and other global stress (Centre Scientifique de Monaco), #OceanAction15617
1107. Science-based Ecosystem, Species, and Biodiversity Protection (Pacific Alliance for Sustainable Tuna), #OceanAction19419
1108. Scientific discourse and public debate on the law of the sea and international marine environmental law (Institute for the Law of the Sea and International Marine Environmental Law (ISRIM)), #OceanAction15554
1109. Scoping Process: Blue Ocean (Germany), #OceanAction18400

1110. Scuba SEEP (SEEP (Social Education & Environment Protection)), #OceanAction16798
1111. SDGs Exploring Maritime Opportunities — Commitment on Mapping the Maritime Industry’s impact on the SDGs seeking opportunities for the industry to contribute (Norwegian Shipowners Association), #OceanAction15668
1112. Se dispone de al menos 3 estudios sobre dinmica pesquera. (Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo PNUD Honduras), #OceanAction17986
1113. Se ha oficializado el Plan de Manejo Pesquero de Caracol en el Caribe Hondureo (Dirección General de Pesca y Acuicultura), #OceanAction17845
1114. Se ha validado el Plan de Manejo para la Pesquera de la Langosta Espinosa del Caribe de Honduras (World Wildlife Fund (WWF) Honduras), #OceanAction17833
1115. Se han impartido 12 charlas acerca de la salud arrecifal en Honduras (Iniciativa Arrecifes Saludables), #OceanAction17338
1116. Se implementará todos los años el Plan de Manejo Pesquero del Caracol en el Caribe Hondureo (Dirección General de Pesca y Acuicultura), #OceanAction17851
1117. Se tendrá un programa de mantenimiento adecuado para administrar los 3 viveros de coral que se encuentran en la Isla de Roatán (Asociación Amigos del Parque Marino de Roatán (Roatán Marine Park)), #OceanAction17278
1118. Sea and beach exploration (Horizon Educatief vzw), #OceanAction18484
1119. Sea Greens (Sea Greens Farms), #OceanAction19329
1120. Sea Pact funding support for BC Center for Aquatic Health Sciences Society Sea Lice Project (Sea Pact), #OceanAction21176
1121. Sea Pact funding support for Blue Ocean Gear’s development of a smart crustacean trap (Sea Pact), #OceanAction21160
1122. Sea Pact funding support for Downeast Institute for Applied Marine Research and Education’s Maine Softshell Clam Project (Sea Pact), #OceanAction21164
1123. Sea Pact funding support for Responsible Aquaculture Foundation (RAF) Global Responsible Aquaculture On-Line Training (Sea Pact), #OceanAction21172
1124. Sea Pact funding support for SafetyNet Technologies Pisces LED Light Trials to Improve Fishery Catch Selectivity (Sea Pact), #OceanAction21156
1125. Sea Pact funding support for The BC Shrimpers’ Association LED Light Use Project (Sea Pact), #OceanAction21168
1126. Sea Pact funding support for the University of North Texas (UNT) Probiotics Project (Sea Pact), #OceanAction21180
1127. Seafood Business for Ocean Stewardship (SeaBOS) (Stockholm Resilience Center), #OceanAction16954
1128. Seafood Stewardship Index (Ministry of Economic Affairs, The Netherlands), #OceanAction18265
1129. Seafood Supplier Commits to Private Sector-Led Model for Socially Responsible and Sustainable Fisheries Management (North Atlantic, Inc./PT Bali Seafood International), #OceanAction15608

1130. Seagrass and Mangrove Rehabilitation and the Use of Renewable Energy against Global Warming Project, supported by GEF SGP implemented by UNDP (Sam Roy Yod Natural Conservation Group), #OceanAction18502
1131. Securing protection for the oceans giants (OceanCare), #OceanAction16054
1132. Securing social-, economic- and environmental sustainability in the Swedish Maritime Strategy (Government of Sweden), #OceanAction20194
1133. Sensibilizacin ambiental y reforestacin del rio Muoz y del rio Sosa (Asociación de Desarrollo Sostenible de Sosúa), #OceanAction20712
1134. Sensibilizar a los gobiernos locales acerca de los objetivos y metas asociadas a los ODS (Ayuntamiento del Distrito Nacional), #OceanAction21132
1135. Series of studies on biodiversity conservation in Africa, Asia and Latin America (European Union), #OceanAction18130
1136. Seychelles blue bond: transitioning to sustainable artisanal fisheries and strengthening value chain benefits through innovative finance and partnerships (Office of the Vice President, Government of Seychelles), #OceanAction16283
1137. Sharing ocean color images, marine environment information, and pollution management knowledge with the developing countries and the small island developing states in the Asia Pacific and Indian Ocean (Korea Institute of Ocean Science and Technology (KIOST)), #OceanAction17542
1138. Sheikh Khalifa Bin Zayed Marine Research Centre (UAE — Ministry of Climate Change and Environment), #OceanAction20374
1139. Shellfishing WITHOUT litter (Mariscar SEM Lixo): Awareness and beach cleaning voluntary campaigning in the Sado estuary, Portugal (Ocean Alive), #OceanAction15410
1140. Shift the community of Vizhinjam/Kovalam toward a cleaner, healthier coastline (Positive Change for Marine Life), #OceanAction20244
1141. Shore Protection and Coral Reef Restoration In Pungu Island, Labuan Bajo, East Nusa Tenggara (Yayasan Karang Lestari Teluk Pemuteran (Pemuteran Bay Coral Protection Foundation)), #OceanAction17442
1142. SIDS-SIDS Partnership: Sustainable Energy for Blue Island Economies (SIDS DOCK, PCREEE, CCREEE, ECREEE, UNIDO), #OceanAction20608
1143. Siembra de mangle rojo y negro en la desembocadura del ro Muoz y arroyo el Tejar, Provincia Puerto Plata. (Ministerio Ambiente), #OceanAction20688
1144. Siembra de mangle rojo y negro en Playa Dorada/Bergantn, Provincia Puerto Plata. (Ministerio de Medio Ambiente), #OceanAction20700
1145. Singapore contributes to capacity building for the prevention of pollution by ships (The Maritime and Port Authority of Singapore), #OceanAction18958
1146. Singapore introduces the Maritime Singapore Green Initiative (The Maritime and Port Authority of Singapore), #OceanAction18953
1147. Singapore launches Ocean Governance Research Programme (The Maritime and Port Authority of Singapore), #OceanAction18948
1148. Singapore partners Australia for capacity building in fishery enforcement (Singapore), #OceanAction19008
1149. Singapore to become LNG bunker ready port (Singapore), #OceanAction18928

1150. Singapore to host Future Ready Shipping Conference (The Maritime and Port Authority of Singapore), #OceanAction18943
1151. Singapore works with Regional Fisheries Management Organisations on catch documentation schemes (Singapore), #OceanAction19013
1152. Singapores contributions to combating illegal, unreported and unregulated (IUU) fishing (Singapore), #OceanAction19003
1153. Singapores management of marine pollution from land based sources (Singapore), #OceanAction18968
1154. Singapores management of water pollution and quality in inland water bodies and coastal areas (The Public Utilities Board, Singapore), #OceanAction18963
1155. Single-Use (T-shirt) Plastic Bag Ban (The Government of Antigua and Barbuda), #OceanAction20912
1156. Sistema Ambiental de Coleta de Resíduos (Instituto EcoFaxina — Limpeza, Monitoramento e Educação Ambiental), #OceanAction15242
1157. Sistemas de monitoreo de contaminacin marina (Ministerio de Defensa Nacional), #OceanAction21044
1158. Slow Fish — Local Sustianable Fish (Slow Food), #OceanAction18115
1159. Small Island States (SIDS) Blue Guardians: Partnership to Protecting Oceans and Climate-resilient Blue Economies (SIDS DOCK), #OceanAction17770
1160. Smart Ocean-Smart Industries: Engaging Industry in Improving Ocean, Weather and Climate Knowledge in Support of Sustainable Development and Disaster Reduction (World Ocean Council), #OceanAction15368
1161. SOA's Commitment to SDG14 (Sustainable Oceans Alliance), #OceanAction18124
1162. Socio-ecological aquacultures (Biology of Marine Organisms and Biomimetics unit, University of Mons (UMONS)), #OceanAction21444
1163. Solution Initiative Solutions (SIF) Oceans — a forum for highlighting smart and sustainable marine solutions (SDSN Northern Europe), #OceanAction16026
1164. South African Offshore Trawl Bycatch Fishery Conservation Project (SADSTIA), #OceanAction21184
1165. South-South Cooperation with Small Island Developing States (SIDS) (INDIA), #OceanAction20644
1166. Southern Ocean Carbon Uptake and Chemical Change (Antarctic Climate and Ecosystems Co-operative Research Centre), #OceanAction16862
1167. St. Petersburg Initiative (SPbI) (Ministry of Natural Resources and Environment of the Russian Federation), #OceanAction19363
1168. Stakeholder Participation in Coral Reef Restoration In Bangka Island, North Sumatra, North Minahasa, North Sulawesi (Yayasan Karang Lestari Teluk Pemuteran (Pemuteran Bay Coral Protection Foundation)), #OceanAction17450
1169. Stakeholder Participation in Coral Reef Restoration In Sepa Island, Thousand Islands, Jakarta (Yayasan Karang Lestari Teluk Pemuteran (Pemuteran Bay Coral Protection Foundation)), #OceanAction17458

1170. Statement to address the inter-linkages between land and sea in Swedish business core operations (Sida — Swedish Leadership for Sustainable Development), #OceanAction18472
1171. Stop plastic bags in the Mediterranean Area (Legambiente ONLUS), #OceanAction15599
1172. Stop the Curio Campaign (The Seahorse Trust), #OceanAction16426
1173. Stopping Fish Bombing (Stop Fish Bombing!), #OceanAction16709
1174. Strengthen capacities for adaptation to climate change impacts and implement pilot project for adaptation to climate change impacts, defined in the National Strategy for Integrated Coastal Zone Management of Montenegro (NS ICZM), prepared by the Ministry (Ministry of Sustainable Development and Tourism, Department for Sustainable Development and Integrated Coastal Zone Management), #OceanAction17594
1175. Strengthen capacities for green nautical tourism (green boating) and implement pilot project of the green nautical tourism concept (green boating), defined in the National Strategy for Integrated Coastal Zone Management of Montenegro, prepared by the Mini (Ministry of Sustainable Development and Tourism), #OceanAction17635
1176. Strengthen Scientific and Technical Innovation and International Cooperation (Department of Science and Technology, State Oceanic Administration, P.R.China), #OceanAction17142
1177. Strengthen the Protection of Marine Ecological Environment (Department of Ecological Environment Protection, State Oceanic Administration, P.R.China), #OceanAction17134
1178. Strengthening capacity for international cooperation in the ecosystem-based management of the Antarctic Large Marine Ecosystem. (United Nations Development Programme), #OceanAction16770
1179. Strengthening capacity on ocean acidification monitoring, ecosystem resilience, MPA networks in a changing climate, coral reef protection and marine spatial planning. (Sweden), #OceanAction18823
1180. Strengthening Community Participation in the Protection of the Belize Barrier Reef Complex through Capacity Building and Supporting Implementation of Managed Access — GEF funded project (Wabafu Fishermen Association), #OceanAction19258
1181. Strengthening Community Participation in the Protection of the Belize Barrier Reef Complex through Capacity Building and Supporting Implementation of Managed Access — GEF SGP and Oak Foundation funded project (Wabafu Fishermen Association), #OceanAction19319
1182. Strengthening data partnerships for Oceans in Asia and the Pacific (United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific (ESCAP)), #OceanAction16118
1183. Strengthening institutional capacity and research in oceans at The University of the South Pacific (The University of the South Pacific), #OceanAction19944
1184. Strengthening institutional capacity to enhance governance of the fisheries sector in Africa (African Union (AU-IBAR and NPCA)), #OceanAction21292
1185. Strengthening international cooperation to conserve whales, dolphins and porpoises in European waters and beyond (Agreement on the Conservation of Small

Cetaceans of the Baltic, North East Atlantic, Irish and North Seas (ASCOBANS), CMS, UN environment), #OceanAction20074

1186. Strengthening Marine Protected Areas in South-East China to conserve globally significant coastal biodiversity (United Nations Development Programme), #OceanAction18588

1187. Strengthening Marine Protected Areas to Conserve Marine Key Biodiversity Areas in the Philippines (SMARTSeas PH Project) (UNDP Philippines), #OceanAction17454

1188. Strengthening of the Ethno and ecotourism La Plata Baha Mlaga, (Buenaventura, Colombia) (Asociación Comunitaria de Bahía Málaga — Ecomanglar — SANTIAGO VALENCIA), #OceanAction18773

1189. Strengthening of the national policy and legislative frameworks governing protected areas, including marine protected areas (Ministry of Economic Growth and Job Creation, Jamaica), #OceanAction21152

1190. Strengthening regional cooperation for the protection of the marine and coastal environment in the Northwest Pacific (Northwest Pacific Action Plan/United Nations Environment Programme), #OceanAction17490

1191. Strengthening regional cooperation to support implementation of SDG 14 (European Union), #OceanAction17498

1192. Strengthening Research, Training and Education linkages towards the protection of Jamaicas Marine Resources (Alligator Head Foundation), #OceanAction21656

1193. Strengthening Resilience of Marine and Coastal Ecosystems through the Reduction of Pollution to the Marine Environment (European Investment Bank), #OceanAction18364

1194. Strengthening scientific research on ecosystems in the marine waters of Cyprus (Republic of Cyprus — Department of Fisheries and Marine Research of the Ministry of Agriculture, Rural Development and Environment), #OceanAction18067

1195. Strengthening the Blue Economy by Supporting Research Capacity Development in Seychelles (University of Seychelles James Michel Blue Economy Research Institute), #OceanAction16126

1196. Strengthening the Blue Economy platform for sustainable development of the blue spaces in Kenya (Kenya), #OceanAction21560

1197. Strengthening the construction of the Chongn Colonche Bio-corridor. (Asociación de Pequeños Productores Agropecuarios Visión Integral (Santa Elena).), #OceanAction19744

1198. Strengthening the implementation of the HELCOM Baltic Sea Action Plan to support ocean-related SDGs (Baltic Marine Environment Protection Commission (HELCOM)), #OceanAction17174

1199. Strengthening the implementation of the IOSEA Marine Turtle MOU Conservation management plan to support the implementation of SGD 14. (Memorandum of Understanding on the Conservation and Management of Marine Turtles and their Habitats of the Indian Ocean and South-East Asia (IOSEA Marine Turtles MOU, CMS)), #OceanAction21352

1200. Strengthening the Marine Management Unit of the Department of Wildlife Conservation in Sri Lanka (International Union for Conservation of Nature), #OceanAction19919
1201. Strengthening the relationship between Fisheries Department and Island Kaupule (Tuvalu Fisheries Department), #OceanAction19078
1202. Strengthening the Rio Chone — La Segua — Cordillera del Blsamo estuary Bio-corridor. (Cooperativa San Francisco), #OceanAction19739
1203. Strengthening the security of the sea and its resources (Interdepartmental Committee, Madagascar), #OceanAction16146
1204. Study on the reintroduction of Oyster beds (Belgium — Federal Public service on Health. Food chain Safety and Environment), #OceanAction16946
1205. Studying the risk posed by plastic litter to marine fishes (German Ministry of Food and Agriculture), #OceanAction16307
1206. SUB REGIONAL INITIATIVE ON COMMUNITY RESILIENCE TO CLIMATE CHANGE IN BAY OF BENGAL (Concern Worldwide), #OceanAction15974
1207. Submarine Cables, Marine Environment and Sustainable Development (International Cable Protection Committee (ICPC)), #OceanAction15704
1208. Subseaexplorers (Paul Ransley), #OceanAction21240
1209. Support a resilient ocean-based society in SIDS through water access and renewable energy (Italy), #OceanAction20369
1210. Support action, innovation and learning to address source-to-sea priorities (Action Platform on Source-to-Sea Management), #OceanAction15031
1211. Support by France to the WACA Program in monitoring the coastal erosion in West Africa (Ministry of the Ecological and Solidary Transition, France), #OceanAction17206
1212. Support community based resource management in Solomon Islands (Ministry of Fisheries and Marine Resources), #OceanAction20324
1213. Support development of a Source to Sea Approach to land based pollution including marine litter. (Sweden), #OceanAction19789
1214. Support for 10-year Strategic Action Programme for the Caribbean and North Brazil Shelf Large Marine Ecosystems (the CLME+ SAP). #CLMEplus (CLME+ Project and Strategic Action Programme Partnership), #OceanAction16170
1215. Support for management of protected areas, including MPAs, in ACP Countries (European Union), #OceanAction18127
1216. Support for RFMOs for strengthened governance, science, capacity building and increased compliance (European Union), #OceanAction17482
1217. Support for the Nansen-Tutu Center for Environmental Research (University of Bergen, Norway), #OceanAction19337
1218. Support for the work of the Ocean Alive (Portugal) in the Sado River Estuary (Oceano Azul Foundation), #OceanAction18528
1219. SUPPORT FOR THE WORK OF WWF MEDITERRANEO — PORTUGAL ON MARINE PROTECTED AREAS AND CO-MANAGEMENT OF SMALL SCALE FISHERIES (Oceano Azul Foundation), #OceanAction18049

1220. Support marine protected areas and a sustainable, climate resilient, ocean-based economy in Pacific Small Islands Developing States (PSIDS) (Italy), #OceanAction20009
1221. Support of environmental regulatory measures for Deep Sea Mining: Project (Germany), #OceanAction18427
1222. Support of the research project: Multidisciplinary drifting Observatory for the Study of Arctic Climate (MOSAiC) (Germany), #OceanAction18436
1223. Support scientific research at sea (Monaco Explorations), #OceanAction17314
1224. Support Sustainable Coastal Fisheries in Myanmar (Denmark), #OceanAction21248
1225. Support to Ocean preservation through advocacy (Nigerian women agro allied farmers association.), #OceanAction15982
1226. Support to the Government on Marine and Coastal Resource Management and Sustainable Livelihoods in Northern Sri Lanka (International Union for Conservation of Nature (IUCN) — Sri Lanka), #OceanAction19874
1227. Support to the Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD), subsidiary body of the Organisation Internationale de la Francophonie (Ministry of Foreign Affairs and Cooperation), #OceanAction16474
1228. Supporting a Blue Commonwealth (Commonwealth Secretariat), #OceanAction15910
1229. Supporting capacity building to minimize the impact of marine acidification in the coastal areas of small island countries in the Pacific (Ministry of Oceans and Fisheries, Republic of Korea), #OceanAction16918
1230. Supporting effective ocean governance (UN Environment World Conservation Monitoring Centre), #OceanAction21004
1231. Supporting implementation of the FAO Port State Measures Agreement (PSMA) (New Zealand Ministry of Foreign Affairs and Trade), #OceanAction18238
1232. Supporting in particular Small Island Developing States to reduce their vulnerability to climate change and building a more resilient ocean economy. (European Investment Bank), #OceanAction18415
1233. Supporting small-scale artisanal fishers through training to MSME (China Energy Fund Committee (CEFC)), #OceanAction15358
1234. Supporting the International Alliance to Combat Ocean Acidification (Ocean Conservancy), #OceanAction20274
1235. Sustainability of mangrove forest and coastal afforestation (Bangladesh), #OceanAction18538
1236. Sustainable Destinations Alliance for the Americas (SDAA) (Sustainable Travel International (STI)), #OceanAction14688
1237. Sustainable Economic Development of Pacific Islands Fisheries (New Zealand Ministry of Foreign Affairs and Trade), #OceanAction18235
1238. Sustainable Financing of Marae Moana — Cook Islands Marine Park (Cook Islands Government), #OceanAction20139

1239. Sustainable Fisheries and Marine Environment Governance for Socio-economic Benefits (Ministry of Agriculture, Livestock and Fisheries, State Department for Fisheries & the Blue Economy), #OceanAction17644
1240. Sustainable management of Santa Luzia Marine Reserva (Biosfera 1 and Portuguese Society for Birds Studies (SPEA)), #OceanAction17606
1241. Sustainable Ocean Initiative (SOI) Global Dialogues with Regional Seas Organizations and Regional Fisheries Bodies on Accelerating Progress Towards the Aichi Biodiversity Targets and the Sustainable Development Goals (Secretariat of the Convention on Biological Diversity (CBD)), #OceanAction14827
1242. Sustainable Planet Ocean (Planet without Frontiers® Institution), #OceanAction21536
1243. Sustainable Protection of the coastline of Mauritius (Ministry of Social Security, National Solidarity and Environment and Sustainable Development), #OceanAction17078
1244. Sustainable Tourism Development Framework (Ministry of Industry Trade and Tourism, Fiji), #OceanAction19854
1245. Sustainable Trade in Fisheries — Assisting Member States to Implement Effective, Inclusive and Sustainable Policies (UNCTAD/FAO/UN Environment), #OceanAction18469
1246. Sustainable tuna fisheries (International Seafood Sustainability Foundation (ISSF)), #OceanAction18481
1247. Sustainably manage Montserrat's ocean resources through marine spatial planning, no-take marine reserves, and improved fisheries management (Government of Montserrat), #OceanAction18142
1248. Sustainably managing The Gambias Tanbi Wetlands National Park shellfish resources through effective management (TRY Oyster Women's Association), #OceanAction16322
1249. Sustained and integrated ocean observing and open data sharing (EuroGOOS, European Global Ocean Observing System), #OceanAction20820
1250. Swedish strategy for global action on the environment, climate, oceans and natural resources 2018-2022. (Government of Sweden), #OceanAction21416
1251. Swedish support to FAO for developing countries implementation of Port State Measures Agreement, the Global Registry and technical consultations for the marking of fishing gear. (Government of Sweden), #OceanAction20124
1252. Tackling abandoned, lost and otherwise discarded fishing gear at global scale — a multi-stakeholder partnership. (Global Ghost Gear Initiative), #OceanAction14840
1253. Tackling ghost gear worldwide: Marking fish aggregating devices and helping local communities in the Pacific (The Government of the Kingdom of Belgium and the Global Ghost Gear Initiative), #OceanAction18868
1254. Taking Action to Increase Mangrove Habitat 20% by 2030 (The Global Mangrove Alliance founding members Conservation International, The Nature Conservancy and World Wildlife Fund), #OceanAction14787
1255. TARA MEDITERRANEAN: Mediterranean Sea as a research laboratory for marine plastic debris (Tara Expeditions Foundation), #OceanAction19386

1256. TARA OCEANS: Research and outreach program on plankton (Tara Expeditions Foundation), #OceanAction21636
1257. TARA PACIFIC: Coral reef biodiversity and adaptation facing climate change across the Pacific (Tara Expeditions Foundation), #OceanAction19429
1258. Te Tai Nui Atea — Marine Managed Area (5 million km²) (French Polynesia Government), #OceanAction20294
1259. Technical Support for low-carbon SIDS (Ludvik Electric), #OceanAction18558
1260. Tener una línea base acerca de la legislación nacional de cada país del Sistema Arrecifal Mesoamericano acerca de actividades de restauración de corales (Secretaría de Recursos Naturales, Ambiente y Minas (MiAmbiente), Dirección General de Biodiversidad (DiBIO)), #OceanAction17812
1261. Thailand makes an effort to protect marine environment from marine debris and land-based pollution (Ministry of Natural Resources and Environment), #OceanAction18208
1262. Thailand towards sustainable management of marine and coastal habitats (Ministry of Natural Resources and Environment), #OceanAction18211
1263. Thailand's Actions on Combating IUU Fishing (Ministry of Agriculture and Cooperatives), #OceanAction18205
1264. The 2nd China Ocean Philanthropy Forum (China Blue Sustainability Institute), #OceanAction15850
1265. The adaptation of a Sub regional Contingency Plan (SCP) for preparedness and response to major marine pollution incidents in the Mediterranean, in the context of the Convention for the Protection of the Marine Environment and the Coastal Region of the Med (Ministry of Agriculture, Rural Development and Environment- Cyprus, Ministry of Environmental Protection- Israel, Ministry of Environment and Energy — Hellenic Republic), #OceanAction18022
1266. The Bertarelli Programme in Marine Science (The Bertarelli Foundation), #OceanAction15948
1267. The Blue Cluster — De Blauwe Cluster (Zero Emissions Research and Initiatives — ZERI), #OceanAction15611
1268. The Blue Network — Global Action Network for Blue Growth & Food Security (The Netherlands), #OceanAction18292
1269. The Clean Seas global campaign on marine litter (United Nations Environment Programme (UN Environment)), #OceanAction13900
1270. The complete seizure of discharging treated sewage in the marine environment. (Ministry of Agriculture, Rural Development and Environment- Cyprus), #OceanAction18031
1271. The Conservation and Management of Sea Turtles within Fijian Waters (Ministry of Fisheries, Fiji), #OceanAction19909
1272. The Coral Triangle Initiative on Coral Reefs, Fisheries and Food Security (CTI-CFF) (WWF), #OceanAction17118
1273. The CTC Center for Marine Conservation, a center of excellence in marine conservation, to establish in 2018 as an innovative platform to safeguard the Coral Triangle ecoregion for generations. (Coral Triangle Center (CTC)), #OceanAction14876

1274. The Economics of Ecosystems and Biodiversity — TEEB Aruba (YABI), #OceanAction16198
1275. The EU, together with its Mediterranean partners, has endorsed MedFish4Ever Declaration (European Union), #OceanAction18708
1276. The Explorers Club Ocean related Grants (The Explorers Club), #OceanAction21604
1277. The Fiji Pearl Development Plan — Creating a Blue Industry (Ministry of Fisheries, Fiji Pearl Farmers Association, Ministry of Industry, Trade and Tourism, Fiji), #OceanAction19864
1278. The Fisheries Transparency Initiative — Seychelles engagement (The Government of Seychelles), #OceanAction18603
1279. The Geoversiv Commitment to Ocean Stewardship: Living Future Strategies for Ocean Neutrality (The Geoversiv Foundation), #OceanAction17815
1280. The ICRI plan of Action 2016-2018 (FRANCE, MONACO, SWEDEN and UN Environment (UNEP)), #OceanAction16778
1281. The Incorporation of Ocean Information into the VanuaGIS Platform (Ministry of Land & Mineral Resources, Fiji), #OceanAction20014
1282. The Indian Tsunami Early Warning System (ITEWS) (INDIA), #OceanAction20596
1283. The Islands and Oceans Net, IO Net (The Ocean Policy Research Institute of Sasakawa Peace Foundation, former Ship and Ocean Foundation, as a secretariat for IO Net), #OceanAction14963
1284. The Nansen Programme — Strengthening the Knowledge Base for, and Implementing an Ecosystem Approach to, Marine Fisheries in Developing Countries (Norwegian Government), #OceanAction19814
1285. The Nippon Foundation Sustainable Ocean Programme — Building capacities to reinforce ocean governance for the implementation of Sustainable Development Goals (The Nippon Foundation), #OceanAction21196
1286. The Northern Mozambique Channel Initiative (WWF Madagascar), #OceanAction17618
1287. The Ocean Cleanup (The Ocean Cleanup Foundation), #OceanAction15227
1288. The OECD Policy Instruments for the Environment (PINE) database (Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD)), #OceanAction15039
1289. The Pacific Partnership on Ocean Acidification (Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP)), #OceanAction15798
1290. The Palau National Marine Sanctuary (Palau (The Palau National Marine Sanctuary Office)), #OceanAction14321
1291. The Peace Boat Ocean and Climate Youth Ambassador Programme (Peace Boat), #OceanAction16830
1292. The Pew Ending Illegal Fishing Project (The Pew Charitable Trusts), #OceanAction14947
1293. The Plastic Bank's commitment to provide a market based solution alleviating ocean plastic pollution and poverty while reducing CO2 emissions (The Plastic Bank), #OceanAction15826

1294. The Rights of the Pacific Ocean as a Legal Entity: A science based feasibility study (Insitut de Recherche pour le Développement (IRD)), #OceanAction19759
1295. The Sacred Waters of the AfroAtlantic Treaty (The AfroAtlantic Theologies & Treaties Insrtitute), #OceanAction21064
1296. The Science of Marine Protected Areas — Mediterranean Sea (Ecomers Lab., University of Nice Sophia Antipolis & CNRS), #OceanAction15892
1297. The Shark and Ray Challenge in the Canary Islands (ElasmoCan), #OceanAction18838
1298. The South East Marine Protection Forum (New Zealand Department of Conservation and Ministry for Primary Industries), #OceanAction18310
1299. The Sustainable Ocean Initiative (SOI) Capacity Building Platform for the Aichi Biodiversity Targets and the Sustainable Development Goals (Secretariat of the Convention on Biological Diversity (CBD)), #OceanAction14849
1300. The Swedish Government intends to implement appropriate and relevant conservation measures regarding fisheries in order to reach conservation objectives in all marine protected areas by 2020. (Sweden), #OceanAction19794
1301. The Western Indian Ocean Large Marine Ecosystems Strategic Action Programme Policy Harmonisation and Institutional Reforms (WIO LME SAPPHIRE) (United Nations Development Programme), #OceanAction16886
1302. The World Ocean Space — A Voice for the Oceans on the Global Stage. An Interdisciplinary Hub for Art, Science, Exploration and Conservation. (Thyssen-Bornemisza Art Contemporary (TBA21 Foundation)), #OceanAction18828
1303. The World Team Project: Sustainable Solutions Oceans Opportunities & Small Island States (SOS-IS) (World Team Now), #OceanAction21714
1304. Threat abatement plan for the impacts of marine debris on vertebrate marine life (Department of the Environment and Energy), #OceanAction16866
1305. Threat Management Plan for the New Zealand Sea Lion 2016-2017 (New Zealand Ministry for Primary Industries and Department of Conservation), #OceanAction18346
1306. To enhance the capacity of countries of West, Central and Southern Africa to prepare for and respond to marine oil spills. (Global Initiative for West, Central and Southern Africa (GI WACAF Project)), #OceanAction16574
1307. To establish programs of formalization of fisheries for the strengthening of artisanal fisheries (Ministry of Production — Peru), #OceanAction16810
1308. To foster greater blue carbon cooperation in the Indian Ocean region (Department of Foreign Affairs and Trade), #OceanAction19028
1309. To improve the regulatory framework for decommissioning offshore oil and gas installations and pipelines (New Zealand Ministry for the Environment), #OceanAction18241
1310. To Protect Marine Species on the Verge of Depletion with Artificial Breeding Technology and Develop Sustainable Aquaculture Technique (International Development Information Organization-DevNet), #OceanAction15834

1311. To raise public awareness in all ocean and marine campaign implemented in UN through artistic presentations from national to international level (International Development Information Organization-DevNet), #OceanAction18863
1312. To reduce litter and protect sea turtles in Nigeria through beach clean-ups, recycling and youth led conservation activities. (Marine and Coastal Conservation Society of Nigeria), #OceanAction20129
1313. To reform national marine protection through the introduction and implementation of modern marine protected areas legislation (New Zealand Ministry for the Environment), #OceanAction18274
1314. To stimulate public interest in and to encourage conservation of coastal ecosystems through education programs for schools and public and private organizations. (Coastal Research and Education Society of Long Island Inc. (CRESLI)), #OceanAction19654
1315. To undertake public consultation on a proposal to prohibit or control the manufacture and sale of personal care products containing microbeads in New Zealand and to consider the public submissions made as part of any future policy or regulatory changes (New Zealand Ministry for the Environment), #OceanAction18289
1316. To use the GSI model of pre-competitive collaboration to support accelerated change and scale in the sustainability of the salmon farming industry (Global Salmon Initiative (GSI), #OceanAction20304
1317. Tonga advances science to inform decision-making (Kingdom of Tonga), #OceanAction21392
1318. Tonga develops a marine spatial plan (MEIDECC, Kingdom of Tonga), #OceanAction21256
1319. Tonga will progressively implement its 2016-2024 Tonga Fisheries Sector Plan in pursuit of targets 14.4; 14.7; 14.b; (Tonga — Ministry of Fisheries), #OceanAction21464
1320. TOSSOU Elisabeth Charge de Programme Environnement (Programme des Nations Unies pour le Développement Bénin (UNDP, Benin)), #OceanAction15944
1321. Towards a fully integrated marine and coastal management in the Mediterranean region (IMELS/PNM (Italian Ministry of Environment, Land and Sea Protection/General Directorate for the Protection of Land and Sea)), #OceanAction18106
1322. Towards an ecologically representative and efficiently managed network of Mediterranean Marine Protected Areas (UN Environment/Mediterranean Action Plan — Barcelona Convention Secretariat), #OceanAction20344
1323. Towards the global achievement of CBD Aichi Target 11 (Italy — IMELS/PNM (Italian Ministry of Environment, Land and Sea Protection/General Directorate for the Protection of Land and Sea)), #OceanAction18094
1324. Trabajar en el marco de la Organización Mundial del Comercio (OMC) para establecer disciplinas con el objeto de eliminar subsidios a la pesca que favorezcan la sobrepesca, la sobrecapacidad pesquera, y la Pesca INDNR. (Republica Argentina), #OceanAction19168
1325. Training and capacity building on fisheries for young men and women through the INTERMARES training vessel for Latin America (Spain (Secretariat for Fisheries, Spain)), #OceanAction15515

1326. Transforming human-sea relationship in Colombia (TuMarColombia), #OceanAction19774
1327. Trash Free Waters — International (Secretariat to the Cartagena Convention: UN Environment Caribbean Environment Programme), #OceanAction16222
1328. Trash into Gold (Tzu Chi Foundation), #OceanAction21104
1329. Tun Mustapha Park — win-win for conservation and people (WWF), #OceanAction14967
1330. Tuna 2020 Traceability Declaration (Public-Private Coalition convened by the World Economic Forum), #OceanAction14427
1331. Turkey's Marine Litter Action Plans to Reduce Sea-based and Land-based pollution loads (Ministry of Environment and Urbanisation), #OceanAction19073
1332. Turtle Hatchery at the Sisters Islands Marine Park (Singapore), #OceanAction18973
1333. Tuvalu — Near-shore Fish-Aggregating Devices (FADs) (NAPA II and Fisheries Department, Tuvalu), #OceanAction21288
1334. Tuvalu Coastal Adaptation Project (Climate Change Policy & Disaster Coordination Unit, Tuvalu), #OceanAction21264
1335. UK Commitments on Marine Litter (United Kingdom), #OceanAction19719
1336. UK commitments on marine science (United Kingdom), #OceanAction20480
1337. UN World Oceans Day Portal (Intergovernmental Oceanographic Commission (IOC) of UNESCO), #OceanAction18833
1338. UN-Oceans: Raising awareness of relevant regulatory and policy frameworks and its members activities in support of their implementation, as a foundation for conserving and sustainably using the oceans, seas and their resources (UN-Oceans), #OceanAction16758
1339. Understanding and addressing the impact of ocean acidification on marine life and coastal livelihoods in California (Ocean Protection Council on behalf of the State of California), #OceanAction15641
1340. Understanding coastal hypoxia and its consequences on benthic-pelagic exchanges, diagenesis and ecosystem functioning (Liege University), #OceanAction15772
1341. Unleashing a new generation of entrepreneurs in the Blue Economy (The James Michel Foundation), #OceanAction16589
1342. Update and improve fishing licensing and regulations to ensure sustainable harvesting (Ministry of Agriculture and Fisheries), #OceanAction17662
1343. Updates of GLODAP data product (GLODAP — the Global Ocean Data Analysis Project), #OceanAction21252
1344. Updating the joint Baltic Sea Action Plan of the cities Helsinki and Turku (City of Helsinki), #OceanAction19884
1345. Updating the National Action Plan to Combat Marine Pollution from Land-based Activities (Ministry of Environment and Renewable Energy, Algeria), #OceanAction18783
1346. Upscaling and Replicating the Initiative FROM RIDGE TO REEF. The integrated conservation program between forest ecosystems, rivers with coastal

- ecosystems, marine and mangrove in Belitung island (local level) into Indonesian (national level) (Kelompok Peduli Lingkungan Belitung (Belitung Coastal Community Group), Member of Telapak Indonesia), #OceanAction16074
1347. Using Memoir to Link People to The Ocean (Maura Conlon-McIvor), #OceanAction18808
1348. Using technology to reduce collisions between vessels and large whales (International Fund for Animal Welfare (IFAW)), #OceanAction18043
1349. Valoracin Econmica de los Espacios Marinos del Ecuador. (Ministerio de Defensa Nacional), #OceanAction21012
1350. Vankalai bird sanctuary conservation through community based eco-tourism (The Global Environment Facility (GEF) Small Grants Programme (SGP)), #OceanAction19934
1351. Vigilancia y monitoreo en los puertos comerciales del pas (Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales), #OceanAction20732
1352. Vision Blue — Securing a Sustainable Blue Economy (WWF International), #OceanAction17130
1353. Vital Fisheries: Setting pathways for the implementation of the International Guidelines for Small-Scale Fisheries in Brazil (Artisanal Fishing Web — TeiaPesca), #OceanAction16358
1354. VR Content in the Ocean (DreamoVR), #OceanAction21488
1355. Waste Segregation, Storage and Disposal at Source (Ministry of Natural Resources and Environment), #OceanAction16986
1356. Water Guardians (PDHRE/Peoples Movement for Human Rights Learning), #OceanAction21684
1357. Water Smart Foundation (Sophie Edmonds), #OceanAction19163
1358. We commit to education youth worldwide on SDG 14 and ocean conservation (10 by 2020), #OceanAction14135
1359. Weather and climate services for Africa, Caribbean and Pacific (ACP) countries (World Meteorological Organization (WMO) and European Organisation for the Exploitation of Meteorological Satellites (EUMETSAT)), #OceanAction15752
1360. Whale sanctuary within Tongan waters (Ministry of Fisheries, Tonga), #OceanAction21420
1361. Whale Watching Handbook (International Whaling Commission), #OceanAction20144
1362. WiseOceans commitment to marine education and reduction of marine plastic (WiseOceans), #OceanAction20396
1363. Women leading ocean action (UN-Women), #OceanAction20064
1364. Work at the regional level, within the OSPAR Convention, for the reduction of marine litter in the Atlantic (Ministry of Sea), #OceanAction18460
1365. Work towards reducing marine litter in our oceans (KIMO International), #OceanAction19357
1366. Working meeting of the Inter institutional Group against Environmental Crime on marine pollution, illegal and unreported fishing (Organization for Security and Cooperation in Europe, Presence in Albania), #OceanAction17514

1367. Working through research, conservation projects, campaigns and education to improve the situation for wildlife in the worlds oceans (OceanCare), #OceanAction16022
1368. Working towards plastic free oceans (OceanCare), #OceanAction16050
1369. Working towards the ratification of the International Convention for the Control and Management-of-Ships' Ballast Water and Sediments -(BWM) (Ministry of Ocean Economy, Marine Resources, Fisheries & Shipping (Shipping Division)), #OceanAction17126
1370. World Bank Group Strategy and Sustainable Development Goal 14 (World Bank Group), #OceanAction21612
1371. World Ocean Festival Outreach Campaign (The Global Brain Foundation), #OceanAction14835
1372. World Ports Sustainability Program (International Association of Ports and Harbours (IAPH)), #OceanAction17158
1373. World Register of Marine Species (WoRMS) (Flanders Marine Institute (VLIZ)), #OceanAction19459
1374. Year of Polar Prediction (World Meterological Organization), #OceanAction14082
1375. Year of the North Sea (Belgian Federal Public Service for Public Health, Food Chain Safety and Environment), #OceanAction16378
1376. Yellow Sea Large Marine Ecosystem (YSLME) (UNDP/GEF YSLME Phase II), #OceanAction19068
1377. Young Ocean Professionals for Sustainable Development (World Ocean Council), #OceanAction18873
1378. Youth, Ocean and SDG14 (World Youth Foundation (WYF)), #OceanAction20354
1379. Zero Plastic Rivers (Zero Plastic Rivers vzw), #OceanAction18633
1380. ZERO TOLERANCE FOR THE IUU FISHING PRACTICES IN THE BLACK AND MEDITERRANEAN SEAS (Turkish Marine Research Foundation (TUDAV)), #OceanAction16018
-

